



**MEMSCAP**  
*The Power of a Small World™*

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL**  
**EXERCICE 2012**

Ce document est tenu à disposition au siège de la société. Il est consultable sur son site web ([www.memscap.com](http://www.memscap.com)).

## SOMMAIRE

<b>PERSONNES RESPONSABLES .....</b>	<b>1</b>
1. Responsable du rapport financier annuel 2012.....	1
2. Attestation du responsable du rapport financier annuel 2012.....	1
<b>RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DU 27 JUIN 2013 .....</b>	<b>2</b>
1. Faits marquants et activité du Groupe .....	2
2. Comptes consolidés .....	6
2.1. <i>Activité et chiffre d'affaires consolidé.....</i>	6
2.2. <i>Présentation du compte de résultat consolidé.....</i>	7
2.3. <i>Présentation du bilan consolidé.....</i>	8
2.4. <i>Présentation des flux de trésorerie.....</i>	9
2.5. <i>Structure de financement.....</i>	10
2.6. <i>Filiales et participations .....</i>	11
2.7. <i>Faits exceptionnels et litiges .....</i>	12
2.8. <i>Evénements postérieurs à la date de clôture de l'exercice.....</i>	12
2.9. <i>Evolution prévisible et perspectives d'avenir.....</i>	12
3. Résultats de la Société et de ses filiales - Comptes sociaux .....	12
3.1. <i>Eléments financiers de la Société et de ses filiales.....</i>	12
3.2. <i>Proposition d'affectation du résultat de la société MEMSCAP, S.A. ....</i>	13
3.3. <i>Dépenses fiscalement non déductibles .....</i>	13
3.4. <i>Prises de participations .....</i>	13
3.5. <i>Prises de contrôle .....</i>	13
3.6. <i>Cession de participations.....</i>	13
3.7. <i>Sociétés contrôlées.....</i>	13
3.8. <i>Décomposition du solde de la dette de la société MEMSCAP, S.A. à l'égard des fournisseurs par date d'échéance.....</i>	14
4. Activité en matière de recherche et développement .....	14
5. Facteurs de risques .....	14
5.1. <i>Risques liés à la concurrence ainsi qu'aux segments de marché du Groupe.....</i>	14
5.2. <i>Risques liés à l'activité de MEMSCAP .....</i>	15
5.3. <i>Risques industriels et liés à l'environnement .....</i>	16
5.4. <i>Risques juridiques.....</i>	16
5.5. <i>Risques financiers et autres risques .....</i>	17
5.6. <i>Assurances et couvertures des risques .....</i>	21
6. Impact social des activités de la Société.....	22
7. Impact environnemental des activités de la Société .....	23
8. Informations concernant les mandataires sociaux .....	24
8.1. <i>Rémunérations des mandataires sociaux .....</i>	24
8.2. <i>Options de souscription ou d'achat d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées .....</i>	25
8.3. <i>Actions de performance attribuées aux mandataires sociaux.....</i>	26
8.4. <i>Régimes complémentaires de retraite concernant les mandataires sociaux.....</i>	26
8.5. <i>Conventions réglementées conclues entre la Société et ses administrateurs et certains actionnaires .....</i>	26
8.6. <i>Actifs détenus directement ou indirectement par les dirigeants ou leur famille .....</i>	26
8.7. <i>Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration et de direction.....</i>	26
8.8. <i>Sommes provisionnées ou constatées aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages .....</i>	27
8.9. <i>Modifications intervenues au sein des organes sociaux et situation des mandats d'administrateur.....</i>	27
8.10. <i>Autres mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux .....</i>	27

8.11.	<i>Fonctionnement du conseil d'administration</i> .....	27
8.12.	<i>Proposition de fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration</i> .....	29
8.13.	<i>Etat récapitulatif des opérations mentionnées à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier</i> .....	30
9.	Situation des mandats des commissaires aux comptes .....	30
10.	Capital social .....	30
10.1.	<i>Répartition du capital social</i> .....	30
10.2.	<i>Franchissement de seuil</i> .....	31
10.3.	<i>Participation des salariés au capital</i> .....	31
10.4.	<i>Modifications intervenues dans le capital social</i> .....	32
10.5.	<i>Actions propres</i> .....	33
10.6.	<i>Souscription, achat ou prise en gage par la Société de ses propres actions dans le cadre de l'intéressement du personnel aux résultats de l'entreprise</i> .....	34
10.7.	<i>Options de souscription et/ou d'achat d'actions consenties aux salariés de la Société</i> .....	35
11.	Informations boursières.....	38
12.	Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce .....	39
13.	Rapport spécial du conseil d'administration sur les options de souscription et d'achat d'actions .....	39
14.	Rapport spécial du conseil d'administration sur la réalisation des opérations de rachat d'actions.....	39
15.	Rapport complémentaire du conseil d'administration prévu à l'article L.225-129-5 du Code de commerce.....	39
16.	Modification des statuts .....	39
17.	Autorisations financières au conseil d'administration .....	40
<b>TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES DE LA SOCIETE</b> .....		<b>50</b>
<b>TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b> .....		<b>51</b>
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES</b> .....		<b>52</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES</b> .....		<b>105</b>
<b>ETATS FINANCIERS ANNUELS</b> .....		<b>107</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS</b> .....		<b>128</b>
<b>RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES</b> .....		<b>130</b>
<b>RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE CONTROLE INTERNE</b> .....		<b>137</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT</b> .....		<b>145</b>
<b>HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b> .....		<b>147</b>

## PERSONNES RESPONSABLES

### 1. Responsable du rapport financier annuel 2012

Monsieur Jean Michel Karam, en sa qualité de Directeur général de MEMSCAP, S.A (ci-après « MEMSCAP » ou la « Société »), est responsable du présent Rapport financier annuel. Monsieur Jean Michel Karam exerce également les fonctions de Président du conseil d'administration de MEMSCAP, S.A.

### 2. Attestation du responsable du rapport financier annuel 2012

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Crolles, le 30 avril 2013



Jean Michel Karam

Président du conseil d'administration et Directeur général

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DU 27 JUN 2013

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte ordinaire annuelle et extraordinaire notamment pour vous rendre compte de l'activité de la Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2012 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice, ainsi que pour vous proposer de donner ou reconduire certaines autorisations afin de permettre à votre conseil d'administration de prendre sans délai, le moment venu, les mesures appropriées concernant le bon fonctionnement de votre Société.

Les convocations prescrites vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux. Vos commissaires aux comptes vous présenteront leurs rapports relatant notamment l'accomplissement de leur mission. Lors de l'assemblée, vous entendrez ainsi la lecture des rapports sur les comptes annuels et les comptes consolidés ainsi que les rapports spéciaux des commissaires aux comptes titulaires : Ernst & Young et Monsieur Jean-Marie Bourgeois.

Le conseil d'administration tient tout d'abord à adresser à chacun des salariés de la Société ses félicitations pour le travail et les réalisations accomplis au cours de cet exercice.

### 1. Faits marquants et activité du Groupe

#### GRUPE MEMSCAP

(En millions d'euros – Normes IFRS)	2012	2011	2010	2009 Retraité (*)	2009 Publié	2008	2007	2006	2005
	12 mois Audité	12 mois Audité	12 mois Audité	12 mois Audité	12 mois Audité	12 mois Audité	12 mois Audité	12 mois Audité	12 mois Audité
Chiffre d'affaires total.....	12,4	10,0	13,0	9,3	10,3	15,4	16,4	14,6	10,0
Marge brute.....	3,0	2,7	5,2	2,7	3,3	6,7	7,5	6,7	3,3
Pourcentage du chiffre d'affaires.....	24,3%	26,8%	39,5%	29,5%	32,5%	43,3%	45,6%	46,1%	32,5%
Résultat opérationnel (hors autres charges) ...	(1,5)	(1,9)	0,0	(3,1)	(4,5)	(2,4)	(0,9)	(1,5)	(3,6)
Autres charges.....	--	--	--	(0,5)	(0,5)	(6,2)	--	(4,5)	(0,2)
Résultat financier.....	1,2	(0,2)	0,0	(0,1)	(0,1)	0,2	(0,2)	(0,2)	(0,8)
Impôt.....	--	--	--	--	--	0,3	0,4	0,4	0,4
Résultat net des activités cédées (*).....	--	--	(0,4)	(1,5)	--	--	--	--	--
Résultat net.....	(0,3)	(2,0)	(0,4)	(5,1)	(5,1)	(8,1)	(0,7)	(5,8)	(4,2)
Capitaux propres.....	18,5	17,3	18,9	18,3	18,3	21,8	31,4	30,2	36,8
Dettes financières nettes (**)	(3,4)	(3,9)	(3,9)	(5,9)	(5,9)	(5,5)	(3,6)	(2,6)	(7,8)
Liquidités disponibles (***)	3,8	1,7	2,2	3,1	3,1	6,0	6,7	10,4	5,8
Trésorerie / (Endettement) net(te).....	0,4	(2,2)	(1,7)	(2,8)	(2,8)	0,5	3,1	7,8	(2,0)
Pourcentage des capitaux propres.....	2,3%	(12,8)%	(8,9)%	(15,1)%	(15,1)%	2,2%	10,0%	25,7%	(5,5)%
Effectif moyen du Groupe (Equivalent temps plein)	75	78	83	97	119	131	132	109	111
Capitalisation boursière (Fin de période)	13,8	4,8	19,3	10,3	10,3	9,6	72,1	99,3	52,8

(Les éventuels écarts apparents sur sommes sont dus aux arrondis.)

(\*) En date du 26 mai 2010, le Groupe a procédé à la cession de ses filiales IntuiSkin et Ioma Esthetics Institute. S'agissant d'un ensemble distinct et significatif, et conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non-courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », le résultat de ces sociétés relatif aux exercices 2010 et 2009 a été reclassé en résultat net des activités cédées. A ce titre, l'information comparative concernant l'exercice 2009 a été retraitée conformément à la norme IFRS 5. Le résultat net des activités cédées pour l'exercice 2010 est afférent à une période de 5 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier au 26 mai 2010 contre une période de 12 mois pour l'exercice 2009, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

(\*\*) Cet agrégat est composé des dettes financières augmentées des avances conditionnées.

(\*\*\*) Cet agrégat est composé de la trésorerie active et des équivalents de trésorerie augmentés des placements financiers moyen et long terme.

Sur l'exercice 2012, le Groupe présente une progression marquée de son chiffre d'affaires de 24% pour s'établir à 12,4 millions d'euros (2011 : 10,0 millions d'euros). Cette évolution est portée par l'ensemble des divisions de la Société dont la progression des ventes par rapport au précédent exercice s'analyse comme suit : Produits sur mesure +1,3 million d'euros / +34%, Produits standards +1,0 million d'euros / +17%. Les royalties associées au pôle dermocosmétique, activité en phase de lancement, s'établissent quant à elles à 0,1 million d'euros, soit une progression de +57% par rapport à 2011.

L'augmentation des volumes de ventes sur l'exercice 2012 permet une amélioration significative du résultat opérationnel du Groupe, soit une perte opérationnelle de 1,5 million d'euros contre 1,9 million d'euros au titre de l'exercice précédent. Intégrant la plus-value financière d'un montant de 1,3 million d'euros, afférente à la cession de la participation IntuiSkin, la perte nette de l'exercice 2012 s'établit à 0,3 million d'euros à comparer à une perte nette de 2,0 millions d'euros pour l'exercice 2011.

#### Evolution du chiffre d'affaires consolidé (en millions)

Exercices 2004 à 2012 en normes IFRS.

Exercices 2002 et 2003 en principes comptables français.



(1) Exercice 2009 publié, intégrant le pôle IntuiSkin.

(2) Exercice 2009 retraité hors pôle IntuiSkin, activité cédée le 26 mai 2010 et reclassée en activité cédée selon IFRS 5 pour les exercices 2009 et 2010.

#### Répartition par activité du chiffre d'affaires consolidé (en millions d'euros)

Exercices 2004 à 2012 en normes IFRS.

Exercices 2002 et 2003 en principes comptables français.



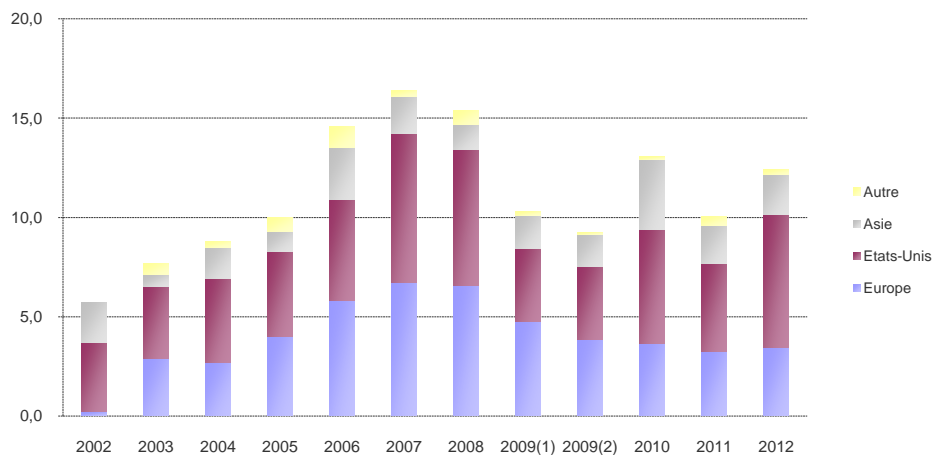
(1) Exercice 2009 publié, intégrant le pôle IntuiSkin.

(2) Exercice 2009 retraité hors pôle IntuiSkin, activité cédée le 26 mai 2010 et reclassée en activité cédée selon IFRS 5 pour les exercices 2009 et 2010.

### Répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé (en millions d'euros)

Exercices 2004 à 2012 en normes IFRS.

Exercices 2002 et 2003 en principes comptables français.

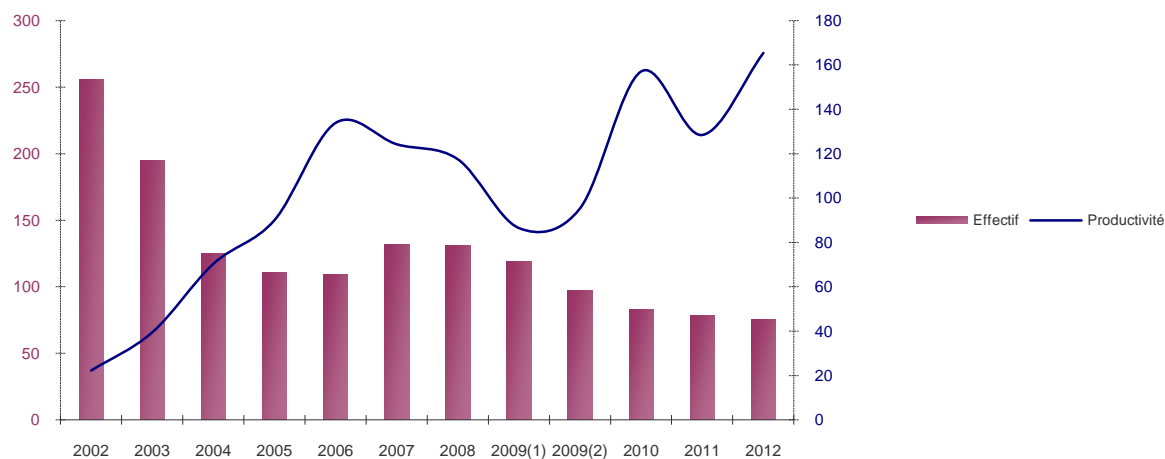


(1) Exercice 2009 publié, intégrant le pôle IntuiSkin.

(2) Exercice 2009 retraité hors pôle IntuiSkin, activité cédée le 26 mai 2010 et reclassée en activité cédée selon IFRS 5 pour les exercices 2009 et 2010.

### Evolution des effectifs et de la productivité (\*)

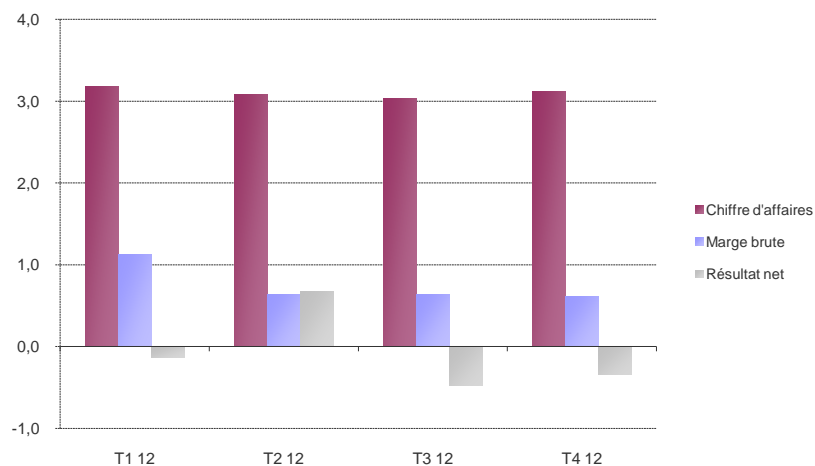
\* Chiffre d'affaires sur effectif en milliers d'euros.



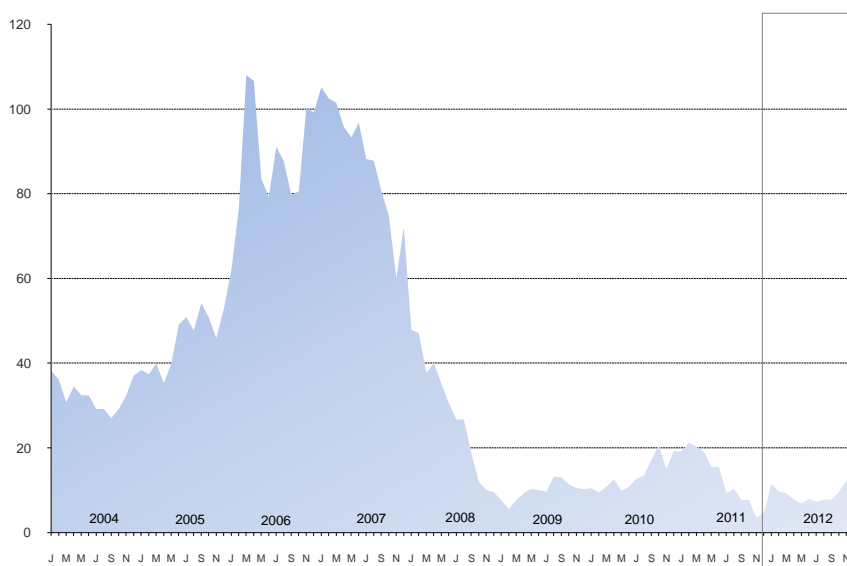
(1) Exercice 2009 publié, intégrant le pôle IntuiSkin.

(2) Exercice 2009 retraité hors pôle IntuiSkin, activité cédée le 26 mai 2010 et reclassée en activité cédée selon IFRS 5 pour les exercices 2009 et 2010.

### Evolution par trimestre du compte de résultat consolidé 2012 (en millions d'euros)



**Evolution de la capitalisation boursière du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2012**  
(en millions d'euros)



Les faits marquants relatifs à l'exercice 2012 sont les suivants :

#### **Cession de la participation IntuiSkin**

Le Groupe MEMSCAP a procédé en date du 26 juin 2012 à la cession de l'intégralité de sa participation, soit 11,6%, dans la société IntuiSkin pour un prix de vente, net de frais, d'un montant de 2,9 millions d'euros en numéraire. La plus-value afférente à cette cession, comptabilisée en résultat financier consolidé, s'établit à 1,3 million d'euros.

Cette cession d'un actif non lié aux cœurs de métier de MEMSCAP a ainsi permis au Groupe de renforcer sa trésorerie disponible d'un montant additionnel de 2,9 millions d'euros. Par ailleurs, le Groupe, conservant la propriété de la marque Ioma et de certaines marques associées, bénéficie de versements de redevances sur les ventes Ioma via un contrat de licence exclusif avec la société IntuiSkin. Ce contrat de licence est complété d'une promesse de cession relative à ces actifs, au bénéfice de la société IntuiSkin, pour un montant de 3,5 millions d'euros.

#### **Opération de réduction et d'augmentation de capital de la société MEMSCAP, S.A.**

Réunis en assemblée générale extraordinaire en date du 21 décembre 2011, les actionnaires de la Société ont approuvé la réduction de capital d'un montant de 8,3 millions d'euros par diminution de la valeur nominale de 2,00 euros à 0,25 euro par action. Sous délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration de la Société a procédé en date du 2 janvier 2012 à la réalisation définitive de cette opération. Le capital avant réduction s'élevant à 9 430 698,00 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,00 euros, a ainsi été ramené à 1 178 837,25 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le montant de cette réduction de capital, soit 8 251 860,75 euros, a été affecté au compte prime d'émission.

Cette opération de réduction de capital, non motivée par l'apurement de pertes comptables antérieures, a été réalisée dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription finalisée le 7 février 2012, la valeur nominale des actions de la Société de 2,00 euros pouvant faire obstacle à la réalisation d'une opération de levée de fonds compte tenu de la valorisation boursière des actions de MEMSCAP.

Suite à cette augmentation de capital d'un montant net de frais de 1,1 million d'euros, le capital de la Société a été porté à compter du 7 février 2012 à 1 517 752,75 euros divisé en 6 071 011 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le compte prime d'émission a quant à lui été augmenté d'un montant net de frais de 0,8 million d'euros.

#### **Abandon de créance au profit de la filiale américaine MEMSCAP Inc.**

Lors du conseil d'administration du 24 octobre 2012, MEMSCAP, S.A. a accordé à sa filiale américaine MEMSCAP Inc. un abandon de créance d'un montant de 1,5 million d'euros afin de soutenir le développement de ses activités. Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleur fortune d'une période de 5 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2017.



## 2. Comptes consolidés

La Société vous présente des comptes consolidés, qui en application du règlement européen 1606/1002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables en date du 31 décembre 2012 et telles qu'approuvées par l'Union Européenne à la date de préparation de ces états financiers. Il vous sera proposé lors de l'assemblée générale de donner pour les comptes annuels et les comptes consolidés, quitus entier et sans réserve de leur gestion pour l'exercice écoulé aux administrateurs de votre société.

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les sociétés consolidées au 31 décembre 2012 sont au nombre de 4 et sont les suivantes :

<i>Pays</i>	<i>Sociétés</i>	<i>Date d'entrée dans le périmètre</i>	<i>% d'intérêt au 31 déc. 2012</i>	<i>Méthode de consolidation</i>
France	MEMSCAP, S.A. Laboratoires La Licorne, S.A.S.	-- Novembre 2007	Société mère 100%	-- Intégration globale
Etats-Unis d'Amérique	MEMSCAP, Inc.	Février 1999	100%	Intégration globale
Norvège	MEMSCAP, AS	Janvier 2002	100%	Intégration globale

### 2.1. Activité et chiffre d'affaires consolidé

L'exercice clos le 31 décembre 2012 a permis la réalisation d'un chiffre d'affaires hors taxes de 12 410 milliers d'euros (15 949 milliers de dollars américains) contre 10 023 milliers d'euros (13 922 milliers de dollars américains) pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. La répartition du chiffre d'affaires consolidé par activité est la suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>	<i>% de variation</i>
Produits sur mesure	5 235	3 908	+34,0%
Produits standards	7 106	6 071	+17,0%
Pôle dermocosmétique	69	44	+56,8%
Total chiffre d'affaires consolidé	12 410	10 023	+23,8%

La progression du chiffre d'affaires de l'exercice 2012 s'établit à 23,8% en euro et à 14,6% en dollar américain. Il est rappelé que les ventes réalisées en dollar américain représentent environ 77% du chiffre d'affaires consolidé sur l'exercice 2012 (2011 : 73%).

La division Produits sur mesure affiche une augmentation de ses ventes de 34,0% par rapport à l'exercice 2011. Cette évolution est directement liée au lancement d'un produit mass market dont le chiffre d'affaires annuel s'établit à 1,1 million d'euros au titre de l'exercice 2012.

La division Produits standards progresse de +17,0% portée par le dynamisme des activités Médical (+0,8 million d'euros / +47% par rapport à l'exercice précédent) ainsi que par la solidité du marché Avionique (+0,3 million d'euros / +6% par rapport à l'exercice 2011) dont les ventes ont notamment bénéficié d'un effet de change favorable.

Le pôle dermocosmétique, intégrant l'exploitation et la gestion des actifs du Groupe relatifs aux secteurs de la dermatologie et de la cosmétologie dont notamment la marque Ioma, a poursuivi quant à lui son développement conformément aux prévisions initiales avec un chiffre d'affaires d'un montant de 0,1 million d'euros pour l'exercice 2012 en progression de +56,7% par rapport à l'exercice 2011.

## 2.2. Présentation du compte de résultat consolidé

Compte de résultat consolidé (En milliers d'euros – Normes IFRS)	2012	2011
<i>Activités poursuivies</i>		
<b>Chiffre d'affaires</b> .....	<b>12 410</b>	<b>10 023</b>
Coût des ventes .....	(9 397)	(7 335)
<b>Marge brute</b> .....	<b>3 013</b>	<b>2 688</b>
<i>Pourcentage du chiffre d'affaires</i> .....	<i>24,3%</i>	<i>26,8%</i>
Autres produits opérationnels.....	--	137
Charges opérationnelles .....	(4 553)	(4 678)
<b>Résultat opérationnel</b> .....	<b>(1 540)</b>	<b>(1 853)</b>
Résultat financier .....	1 196	(191)
Impôts .....	--	--
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>(344)</b>	<b>(2 044)</b>
<hr/>		
Effectif moyen consolidé	2012	2011
Effectif total équivalent temps plein.....	75	78

Le repli du taux de marge brute sur l'exercice 2012, soit -2,5 points, résulte notamment des coûts afférents à l'industrialisation du produit « mass market ». Ce taux s'établit à 24,3% contre 26,8% en 2011. A fin décembre 2012, la marge brute consolidée du Groupe bénéficie de la progression marquée des volumes de ventes et s'élève à 3,0 millions d'euros contre 2,7 millions d'euros pour l'exercice 2011.

Il est rappelé que les autres produits opérationnels au titre de l'exercice 2011, soit 0,1 million d'euros, sont afférents à une subvention étatique relative au programme de développement norvégien Medicare, achevé au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

Le recul des charges opérationnelles, soit -2,7% par rapport à 2011, est principalement lié à la continuation des programmes de contrôle de coûts visant l'amélioration de la productivité industrielle. Les charges opérationnelles s'établissent ainsi à 4,6 millions d'euros pour l'exercice 2012 contre 4,7 millions d'euros pour l'exercice 2011 et se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	2012	2011	% de variation
Frais de recherche et développement	1 638	1 681	-2,6%
Frais commerciaux	822	801	+2,6%
Charges administratives	2 093	2 196	-4,7%
Total charges opérationnelles	4 553	4 678	-2,7%

L'effectif total équivalent temps plein du Groupe est passé de 78 personnes sur l'exercice 2011 à 75 personnes sur l'exercice 2012 soit une diminution de 3,8%.

Les programmes de contrôle de coûts ont principalement portés sur les frais de recherche et développement ainsi que sur les charges administratives. Les frais de recherche et développement représentent 13,2% du chiffre d'affaires consolidés (2011 : 16,8%).

Consécutivement à la progression significative des volumes de ventes sur l'exercice 2012, associée à la maîtrise des charges opérationnelle, la perte opérationnelle s'établit à (1,5) million d'euros contre (1,9) million d'euros au titre de l'exercice 2011.

Le résultat financier de l'exercice 2012 s'établit à 1,2 million d'euros contre une perte de (0,2) million d'euros au titre de l'exercice 2011. Ce résultat financier intègre la plus-value de cession relative à la vente de la participation IntuiSkin en date du 26 juin 2012, d'un montant de 1,3 million d'euros. Aucun produit d'impôt relatif à la reconnaissance d'actifs d'impôt différé n'a été comptabilisé sur les exercices 2012 et 2011.

Le résultat net de l'ensemble consolidé présente ainsi une perte de (0,3) million d'euros contre une perte nette de (2,0) millions d'euros sur l'exercice 2011. Le résultat de base par action de l'ensemble consolidé se porte à (0,06) euro pour l'exercice 2012 contre (0,43) euro pour l'exercice 2011.

Les comptes que nous soumettons à votre approbation font donc ressortir en normes IFRS une perte nette de 344 milliers d'euros (contre une perte nette de 2 044 milliers d'euros en 2011).

### 2.3. Présentation du bilan consolidé

Comme détaillé ci-dessous, les fonds propres et le total des actifs consolidés au 31 décembre 2012 s'élèvent respectivement à 18,5 millions d'euros et 25,2 millions d'euros.

Bilan consolidé (En milliers d'euros – Normes IFRS)	31 déc. 2012	31 déc. 2011
<b>Actifs :</b>		
Immobilisations corporelles et incorporelles.....	13 455	13 329
Actifs financiers.....	1 099	2 983
Actifs d'impôt différé.....	1 226	1 201
<b>Total Actifs non-courants.....</b>	<b>15 780</b>	<b>17 513</b>
Stocks.....	3 694	3 476
Clients, autres débiteurs et paiements d'avance.....	3 048	3 016
Actifs financiers, trésorerie et équivalents de trésorerie.....	2 706	640
<b>Total Actifs courants.....</b>	<b>9 448</b>	<b>7 132</b>
<b>Total Actifs.....</b>	<b>25 228</b>	<b>24 645</b>
<b>Passifs :</b>		
Capitaux propres.....	18 453	17 277
Emprunts (Part à plus d'un an).....	2 072	2 455
Autres passifs non-courants.....	328	350
<b>Total Passifs non-courants.....</b>	<b>2 400</b>	<b>2 805</b>
Fournisseurs et autres créditeurs.....	2 980	3 104
Emprunts (Part à moins d'un an).....	1 242	1 159
Autres passifs courants.....	153	300
<b>Total Passifs courants.....</b>	<b>4 375</b>	<b>4 563</b>
<b>Total Passifs.....</b>	<b>25 228</b>	<b>24 645</b>

Les principales variations des postes d'actif du bilan s'expliquent par :

- La cession de la participation de 11,6% au capital de la société IntuiSkin (anciennement iCosmeceuticals) engendrant une diminution de 1,9 million d'euros des actifs financiers non-courants.
- La progression des stocks (+0,2 million d'euros) liée à l'augmentation des volumes de ventes sur l'exercice.
- La hausse de la trésorerie active de 2,0 millions d'euros, résultant notamment de la cession de la participation Intuiskin et détaillée en section 2.4 du présent Rapport annuel.

Les principales variations des postes de passif du bilan s'expliquent par :

- La progression des fonds propres du Groupe de 1,2 million d'euros, principalement liée à l'augmentation de capital du 7 février 2012 pour un montant net de 1,1 million d'euros. La perte nette de l'exercice, soit 0,3 million d'euros, apparaît quant à elle compensée par la variation favorable des écarts de conversion bilanciaux, provenant des effets de change du dollar américain et de la couronne norvégienne pour un montant de 0,5 million d'euros.
- La réduction de la dette financière du Groupe et des avances remboursables étatiques à hauteur de 0,5 million d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>	<i>% de variation</i>
Stocks	3 694	3 476	+6,3%
Clients et comptes rattachés	2 573	2 628	-2,1%
Autres créances et paiements d'avance	475	388	+22,4%
<b>Total stocks et créances d'exploitation</b>	<b>6 742</b>	<b>6 492</b>	<b>+3,9%</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	2 092	2 234	-6,4%
Autres dettes	888	870	+2,1%
<b>Total dettes d'exploitation</b>	<b>2 980</b>	<b>3 104</b>	<b>-4,0%</b>
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>3 762</b>	<b>3 388</b>	<b>+11,0%</b>

Exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires consolidé, le besoin en fonds de roulement s'établit à 111 jours au 31 décembre 2012 contre 123 jours à fin 2011. En valeur absolue, le besoin en fonds de roulement consolidé s'élève à 3,8 millions d'euros en augmentation de +11,0% par rapport à l'exercice 2011 alors même que les ventes du Groupe ont progressé de 24% sur l'exercice 2012. Cette évolution traduit notamment les résultats issus des programmes de maîtrise des niveaux de stocks ainsi que des délais de règlement clients.

#### **2.4. Présentation des flux de trésorerie**

La Société a généré un flux net de trésorerie positif de 2,0 millions d'euros en 2012 contre un flux net négatif de 0,4 million d'euros en 2011. Les flux de trésorerie du Groupe s'analysent comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>
Flux provenant / (consommés par) des / (les) activités opérationnelles.....	(923)	627
Flux provenant / (consommés par) des / (les) activités d'investissement.....	2 401	(1 117)
Flux provenant / (consommés par) des / (les) activités de financement .	580	103
Impact des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie.....	(17)	(18)
<b>Augmentation / (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie .....</b>	<b>2 041</b>	<b>(405)</b>
Solde de la trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture .....	28	433
<b>Solde de la trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (1) .....</b>	<b>2 069</b>	<b>28</b>
<b>(1) Décomposition de la trésorerie nette à la clôture</b>		
Trésorerie active.....	2 671	640
Trésorerie passive.....	(602)	(612)
<b>Total trésorerie nette.....</b>	<b>2 069</b>	<b>28</b>

La trésorerie nette du Groupe s'élève à 2,1 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre une trésorerie nette à l'équilibre en 2011. Les liquidités disponibles, intégrant la trésorerie active ainsi que les placements financiers comptabilisés en actifs financiers non-courants, s'établissent quant à elles à 3,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 1,7 million d'euros au 31 décembre 2011. Le Groupe dispose au 31 décembre 2012 de lignes de crédit disponibles non utilisées d'un montant de 0,3 million d'euros (2011 : 0,3 million d'euros).

La contraction du besoin en fonds de roulement du Groupe observée en 2011, consécutive au repli de l'activité sur cette période, avait généré un impact positif sur les flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles d'un montant de 1,5 million d'euros. Cet impact n'étant pas récurrent sur l'exercice 2012, la variation du besoin en fonds de roulement entraîne sur cet exercice une consommation des flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles de 0,3 million d'euros. Compte tenu d'une perte nette ajustée des éléments opérationnels non monétaires de 0,7 million d'euros (2011 : Perte nette ajustée des éléments opérationnelles non monétaires de 0,8 million d'euros), les flux de trésorerie consommés par les activités opérationnelles s'établissent à 0,9 million d'euros au titre de 2012.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement s'établissent à 2,4 millions d'euros (2011 : Flux consommés par les activités d'investissement de 1,1 million d'euros) et comprennent à hauteur de 2,9 millions d'euros le produit net de cession de la participation IntuiSkin. Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élèvent à 0,6 million d'euros sur l'exercice (2011 : 1,0 million d'euros) et sont principalement composées de frais de développement capitalisés par la filiale norvégienne du Groupe selon la norme IAS 38 pour un montant de 0,2 million d'euros (2011 : 0,5 million d'euros) ainsi que des acquisitions d'équipements industriels pour un montant de 0,4 million d'euros (2011 : 0,4 million d'euros).

Le produit net de l'augmentation de capital du 7 février 2012 s'élève à 1,1 million d'euros. Le montant des nouveaux emprunts bancaires souscrits par le Groupe au cours de l'exercice 2012 s'élève à 0,2 million d'euros (2011 : 0,6 million d'euros) contre 0,7 million d'euros de remboursements (2011 : 0,5 million d'euros), incluant les remboursements de dettes sur contrats de location-financement. Le flux net de trésorerie provenant des activités de financement s'établit ainsi à 0,6 million d'euros sur l'exercice 2012 contre 0,1 million d'euros en 2011.

## 2.5. Structure de financement

La structure de financement du Groupe au 31 décembre 2012 et 2011 s'analyse comme suit :

Données consolidées (En milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Dettes financières et avances conditionnées .....	(3 389)	(3 896)
Titres obligataires et participatifs disponibles à la vente (1) .....	1 099	1 045
Actifs financiers courants .....	35	--
Trésorerie et dépôts à court terme .....	2 671	640
Trésorerie nette / (Endettement net) .....	416	(2 211)
Capitaux propres consolidés .....	18 453	17 277
Ratio Trésorerie nette / (Endettement net) sur fonds propres .....	2,3%	(12,8)%

(1) Cf. Note annexes 11 aux états financiers consolidés.

Au 31 décembre 2012 et 2011, l'exigibilité des dettes financières et des avances conditionnées est la suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012			
	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Emprunts bancaires .....	563	1 518	446	2 527
Dettes de location-financement .....	77	108	--	185
Avances conditionnées .....	75	--	--	75
Découverts bancaires .....	602	--	--	602
Emprunts portant intérêt et avances conditionnées .....	1 317 39%	1 626 48%	446 13%	3 389 100%

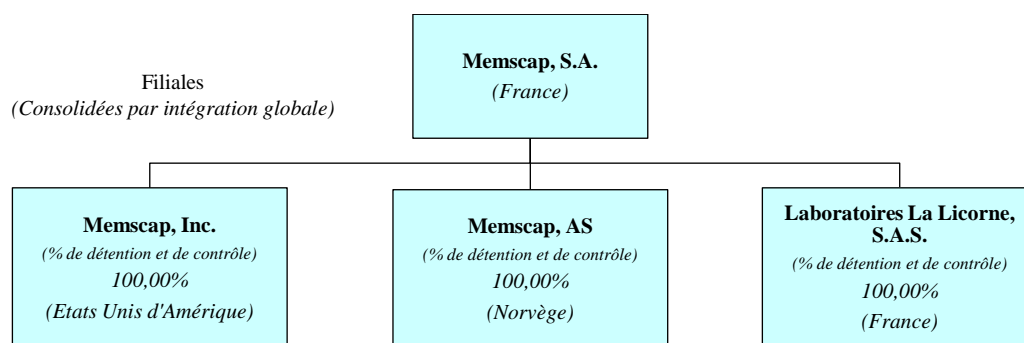
(en milliers d'euros)	31 décembre 2011			
	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Emprunts bancaires .....	427	1 671	698	2 796
Dettes de location-financement .....	120	86	--	206
Avances conditionnées .....	207	75	--	282
Découverts bancaires .....	612	--	--	612
Emprunts portant intérêt et avances conditionnées .....	1 366 35%	1 832 47%	698 18%	3 896 100%

## 2.6. Filiales et participations

La liste des filiales et participations du Groupe est la suivante :

Nom et siège social de la filiale	Domaine d'activité	% du capital	% des droits de vote
<b>MEMSCAP Inc.</b> 3021 Cornwallis Road Durham, NC 27709 Etats-Unis d'Amérique	Fabrication, services de fabrication et commercialisation de produits sur mesure MEMS	100,00%	100,00%
<b>MEMSCAP AS</b> Langmyra 9 N - 3185 Skoppum Norvège	Fabrication et commercialisation de capteurs pour les marchés du médical, du bio-médical et de l'aéronautique	100,00%	100,00%
<b>LABORATOIRES LA LICORNE S.A.S.</b> Parc Activillage des Fontaines Bemini - 38926 Crolles Cedex France	Conception, développement et commercialisation de produits, spécialités ou procédés technologiques pharmaceutiques à visées dermatologiques et cosmétiques.	100,00%	100,00%

L'organigramme du Groupe au 31 décembre 2012 est le suivant :



La Société dispose de 3 filiales opérationnelles :

- MEMSCAP Inc. filiale nord-américaine – Activité Produits sur mesure.
- MEMSCAP AS, filiale norvégienne – Activité Produits standards.
- Laboratoires La Licorne S.A.S. filiale française – Produits dermatologiques et cosmétiques dédiés au soin de la peau.

L'ensemble des filiales est détenu à 100%, directement ou indirectement, par MEMSCAP, S.A. MEMSCAP S.A. assure les fonctions de services centraux et de R&D pour l'ensemble des filiales du Groupe.

Concernant les filiales opérationnelles de MEMSCAP:

- MEMSCAP Inc., basée aux Etats-Unis, assure l'activité Produits sur mesure de MEMSCAP. Ses opérations sont basées en Caroline du Nord et intègrent une usine de production de silicium (355 m<sup>2</sup>, classe 10), en format de production de tranches silicium de 6 pouces. Cette usine est en location. Les équipements industriels de production sont la propriété de MEMSCAP Inc.
- MEMSCAP AS, basée en Norvège, assure quant à elle l'activité Produits standards du Groupe. Disposant d'une usine d'assemblage et de mise en boîtier (250 m<sup>2</sup>, classe 10 000), elle s'adresse aux marchés du médical et de l'avionique. Les équipements de production utilisés par MEMSCAP AS sont la propriété de cette filiale. Elle loue le site sur lequel elle opère.
- Les Laboratoire La Licorne S.A.S., basés en France et acquis en novembre 2007, sont spécialisés dans l'analyse biométrique et le traitement biodermatologique de la peau.

Le Groupe a procédé en date du 26 juin 2012 à la cession de l'intégralité de sa participation, soit 11,6% ; dans la société IntuiSkin pour un prix de vente, net de frais, d'un montant de 2,9 millions d'euros en numéraire. La plus-value afférente à cette cession, comptabilisée en résultat financier consolidé, s'est établie à 1,3 million d'euros.

Les relations entre la Société et ses filiales font l'objet d'une formalisation contractuelle concernant notamment les prestations de siège ainsi que la gestion des flux de trésorerie et de la propriété intellectuelle (Cf. section Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés du présent Rapport annuel).

Conformément à l'article L.233-15 du Code de commerce, le tableau des filiales et participations est annexé au présent Rapport annuel. Il est renvoyé au chapitre 3.1 du présent Rapport annuel concernant une présentation des éléments financiers significatifs afférents aux principales filiales du Groupe.

### 2.7. Faits exceptionnels et litiges

Hormis les éléments détaillés en section 1 du présent Rapport annuel, aucun fait exceptionnel ou litige significatif n'est intervenu au cours de l'exercice 2012.

### 2.8. Evénements postérieurs à la date de clôture de l'exercice

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est mentionnée.

### 2.9. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Compte tenu d'un niveau de commandes historiquement élevé au 31 décembre 2012, le Groupe anticipe la continuation de la tendance précédemment observée sur l'exercice 2013.

## 3. Résultats de la Société et de ses filiales - Comptes sociaux

### 3.1. Eléments financiers de la Société et de ses filiales

Le tableau suivant présente la contribution de chacune des filiales opérationnelles au compte de résultat consolidé pour l'exercice 2012 :

Contribution à l'ensemble consolidé	<i>France</i> MEMSCAP S.A. (Société mère)	<i>Norvège</i> MEMSCAP AS	<i>Etats-Unis</i> MEMSCAP Inc.	<i>France</i> Laboratoires La Licorne, S.A.S.	Total ensemble consolidé
<i>(En milliers d'euros)</i>					
Ventes de biens et services .....	132	7 106	5 103	69	12 410
Résultat opérationnel .....	(875)	48	(756)	43	(1 540)
Résultat financier .....	1 272	4	(80)	--	1 196
Impôt .....	--	--	--	--	--
Résultat net de l'ensemble consolidé .....	397	52	(836)	43	(344)

Les tableaux suivants font apparaître les éléments sociaux de compte de résultat (selon les normes comptables locales en vigueur) pour chacune des entités opérationnelles consolidées du Groupe pour l'exercice 2012, et notamment le résultat d'exploitation et le résultat net de chacune d'entre elles :

#### Entités françaises

Comptes sociaux	<i>France</i> MEMSCAP S.A. (Euros)	<i>France</i> Lab. La Licorne S.A.S. (Euros)
<i>(En milliers)</i>		
Chiffre d'affaires net .....	132	69
Autres produits exploitation .....	546	--
Charges d'exploitation .....	(1 609)	(90)
Résultat d'exploitation .....	(931)	(21)
Résultat financier .....	(384)	--
Résultat exceptionnel .....	1 462	2
Impôt sur les sociétés .....	15	--
Résultat net .....	162	(19)

## Entités étrangères

Comptes sociaux	Norvège MEMSCAP AS	Etats-Unis MEMSCAP Inc.
(En milliers)	(NOK)	(US\$)
Chiffre d'affaires net .....	53 143	6 935
Autres produits exploitation .....	--	--
Charges d'exploitation .....	(53 999)	(7 816)
Résultat d'exploitation .....	(856)	(881)
Résultat financier .....	351	1 326
Résultat exceptionnel .....	--	6
Impôt sur les sociétés .....	--	(91)
Résultat net .....	(505)	360

### 3.2. Proposition d'affectation du résultat de la société MEMSCAP, S.A.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice net de 161 768,85 euros, comme suit :

- 8 088,44 euros affectés au compte « Réserve légale » pour porter celui-ci de 101 810,28 euros à 109 898,72 euros.
- 153 680,41 euros affectés au compte « Report à nouveau » pour porter ce dernier de 0,00 euro à 153 680,41 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices. La Société a l'intention de réinvestir ses bénéfices pour financer sa croissance future et n'envisage pas de payer de dividendes au cours des prochaines années.

### 3.3. Dépenses fiscalement non déductibles

Conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous informons qu'il n'a été engagé aucune dépense ou charge visées à l'article 39-4 de ce code au titre de l'exercice écoulé.

### 3.4. Prises de participations

Nous vous indiquons que la Société n'a procédé à aucune prise de participation sur l'exercice écoulé.

### 3.5. Prises de contrôle

Nous vous indiquons que la Société n'a procédé à aucune prise de contrôle au cours de l'exercice écoulé.

### 3.6. Cession de participations

MEMSCAP S.A. a procédé en date du 26 juin 2012 à la cession de l'intégralité de sa participation, soit 11,6%, dans la société IntuiSkin pour un prix de vente, net de frais, d'un montant de 2,9 millions d'euros en numéraire. La plus-value afférente à cette cession s'établit à 1,3 million d'euros.

Cette cession d'un actif non lié aux cœurs de métier de MEMSCAP a ainsi permis au Groupe de renforcer sa trésorerie disponible d'un montant additionnel de 2,9 millions d'euros. Par ailleurs, le Groupe, conservant la propriété de la marque Ioma et de certaines marques associées, bénéficie de versements de redevances sur les ventes Ioma via un contrat de licence exclusif avec la société IntuiSkin. Ce contrat de licence est complété d'une promesse de cession relative à ces actifs, au bénéfice de la société IntuiSkin, pour un montant de 3,5 millions d'euros.

### 3.7. Sociétés contrôlées

La Société contrôle actuellement les sociétés suivantes, chacune à hauteur de 100% :

Entité	Date de création	Pays
MEMSCAP Inc.	Février 1999	USA
MEMSCAP AS	Janvier 2002	Norvège
Laboratoire La Licorne S.A.S.	Novembre 2007	France

Aucune de ces sociétés ne détient de participation dans la société MEMSCAP S.A.



### 3.8. Décomposition du solde de la dette de la société MEMSCAP, S.A. à l'égard des fournisseurs par date d'échéance

Conformément à la loi de modernisation de l'économie (LME), nous vous indiquons dans le tableau ci-dessous le solde des dettes fournisseurs échu et non échu à la clôture des deux derniers exercices, en décomposant ces soldes par dates d'échéance.

(En milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Catégories fournisseurs		
Solde non échu (date facture < 60 jours) .....	86	132
Solde non échu (date facture > 60 jours) (1).....	--	13
Total non échu	86	145
Echu depuis moins de 30 jours .....	--	--
Echu depuis 30 à 90 jours .....	--	--
Echu depuis plus de 90 jours .....	--	--
Total échu .....	--	--
Total poste fournisseurs .....	86	145

(1) Factures fournisseurs relatives à des litiges ou des retenues de garantie.

## 4. Activité en matière de recherche et développement

Au cours de l'exercice 2012, la Société a maintenu son effort en matière de recherche et développement. Les frais de recherche et développement consolidés du Groupe se composent de 1,6 million d'euros (13% du chiffre d'affaires consolidé) contre 1,7 million d'euros (17% du chiffre d'affaires consolidé) au titre de l'exercice 2011. Cet effort a notamment porté sur les domaines du biomédical ainsi que sur l'évolution du portefeuille de produits aéronautiques. Au 31 décembre 2012, le Groupe MEMSCAP dispose d'un portefeuille de plus de 70 brevets, demandes de brevets et licences au 31 décembre 2012.

Selon la norme IAS 38, les dépenses de développement doivent être immobilisées et faire l'objet d'un amortissement lorsqu'elles répondent à certains critères spécifiés par la norme. Sur l'exercice 2012, les frais de développement immobilisés s'élèvent à 234 000 euros (2011 : 507 000 euros). Au 31 décembre 2012, la valeur nette des frais de développement capitalisés s'établit à 1 358 000 euros (2011 : 1 284 000 euros). Il est de même renvoyé à la section 6 du présent Rapport annuel pour une information complémentaire sur les effectifs de recherche et développement du Groupe.

## 5. Facteurs de risques

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à atteindre ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés. Les informations communiquées ci-après intègrent certaines hypothèses et anticipations qui, par nature, peuvent ne pas se révéler exactes, particulièrement en ce qui concerne les évolutions de taux de change et d'intérêt, ainsi que les évolutions de l'exposition de la Société à ces risques. Ces risques ou l'un de ces risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par MEMSCAP pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe ou le cours de ses actions.

### 5.1. Risques liés à la concurrence ainsi qu'aux segments de marché du Groupe

#### Concurrence

MEMSCAP possède peu de concurrents directs pour l'ensemble de ses activités bien que certaines divisions appartenant à des groupes ou des sociétés indépendantes puissent être considérées concurrentes à l'une des activités de MEMSCAP. Il n'est cependant pas possible de chiffrer l'activité de ces divisions. Si les concurrents sont privés (non cotés) ou appartenant à des groupes, l'information n'est de même pas disponible (Source : Société). MEMSCAP estime que les principaux facteurs de compétitivité sur ses marchés sont : la performance, la fonctionnalité, le prix, la facilité d'utilisation, la personnalisation, la consommation d'énergie, la fiabilité, le caractère modulaire et extensible des solutions, la solidité et le rendement.

Les concurrents actuels ou futurs peuvent développer des solutions basées sur la technologie des MEMS capables d'offrir des performances ou tout autre avantage supérieur aux solutions que MEMSCAP propose. Cependant, la position de MEMSCAP

comme acteur significatif sur le marché des MEMS, ses solutions, ses brevets et ses moyens lui réservent une position forte en terme de compétitivité.

### **Dépendance à l'égard du développement et de la croissance du marché aéronautique et militaire, médical, biomédical, grand public et communications**

A ce jour, les principaux clients de MEMSCAP dépendent du développement et de la croissance du marché des produits et services dans le secteur médical, biomédical, aéronautique, militaire, communications et grand public. MEMSCAP ne peut garantir le taux de croissance de ces marchés.

Toutefois, cette dépendance est limitée du fait de l'élargissement des débouchés commerciaux de MEMSCAP au spectre des applications MEMS et de la flexibilité de son offre en produits standards et sur mesure.

## **5.2. Risques liés à l'activité de MEMSCAP**

### **Cycle de vente des activités produits standards concernant les secteurs de l'aéronautique et du médical**

Dans le secteur aéronautique, le temps écoulé entre le premier contact avec un client potentiel et la réception d'une demande de prototypes pour une qualification est généralement de l'ordre de deux mois. La durée de qualification (design-in) est en général de douze mois supplémentaires. S'ajoute un délai final qui peut aller jusqu'à plus d'un an, dans l'attente d'un lancement d'un programme aéronautique que le client a gagné (nouvel avion, programme de remplacement). Ce n'est qu'au démarrage de ce programme que la production pour ce constructeur démarre.

De longs cycles de vente sont aussi à prévoir dans le domaine du médical où les phases de qualification sont particulièrement longues. La plupart des étapes qui jalonnent le cycle de vente des produits intégrant la technologie développée par MEMSCAP échappent à son contrôle et sont difficiles à prévoir. Par conséquent il est difficile de prévoir ses résultats trimestriels, ce qui pourrait occasionner des fluctuations importantes des résultats d'un trimestre à l'autre, indépendantes des tendances à long terme de son activité, mais susceptibles d'avoir une incidence négative sur le cours de son titre. Toutefois, ce risque devrait se réduire peu à peu du fait de la maturité des relations avec les clients principaux avec qui la production est déjà en cours. Par ailleurs, les prévisions annuelles sont données et ajustées trimestriellement dans des contrats cadres.

### **Cycle de développement des produits sur mesure**

Le développement d'un nouveau produit sur mesure peut prendre jusqu'à dix-huit mois avant que la phase de qualification démarre. Cette dernière phase est connue sous le terme de pré-production. Trois à six mois sont ensuite nécessaires pour que le produit passe en phase de production. Pendant les phases de développement et de pré-production, le risque de décalage est non-négligeable. Ce n'est qu'en phase de production que ces risques deviennent mineurs. Toutefois, tous les développements lancés dans le cadre des produits sur mesure sont financés par les clients avec les marges appliquées par la division Produits sur mesure. Par ailleurs, le nombre de produits sur mesure développés par la Société est relativement élevé, ce qui rend les risques de décalage associés faibles.

### **Dépendance vis-à-vis d'un nombre limité de clients dans certains secteurs**

La dépendance que MEMSCAP pourrait avoir de par le nombre limité de clients dans certains secteurs, s'établit comme suit :

<i>(en % du chiffre d'affaires annuel consolidé)</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>
Premier client .....	12%	11%	14%
5 premiers clients .....	41%	40%	48%
10 premiers clients .....	63%	58%	62%

Dans le secteur où opère MEMSCAP, les clients passent souvent des commandes de manière irrégulière et sans récurrence. Ce schéma de commande peut entraîner des variations trimestrielles importantes du chiffre d'affaires et des résultats d'exploitation. En outre, toute baisse d'activité de ses clients actuels ou la perte de l'un d'entre eux, se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation de MEMSCAP. Le délai moyen de règlement moyen accordé aux clients est de l'ordre de 30 à 90 jours.

### **Dépendance vis-à-vis d'un nombre limité de fournisseurs pour certains matériaux**

A l'instar de ses partenaires, MEMSCAP s'approvisionne actuellement en matériaux utilisés dans la fabrication de ses produits standards et sur mesure - et prévoit de continuer à s'approvisionner - auprès d'un nombre limité de fournisseurs. MEMSCAP effectue habituellement ces achats par voie de bons de commande et ne bénéficie pas de garantie de livraison avec la plupart de ses fournisseurs. Les délais de livraison des matériaux sont très variables et dépendent de nombreux facteurs, dont le fournisseur, l'importance de la commande, les termes du contrat et la demande actuelle sur le marché pour de tels matériaux. Toute interruption ou retard de livraison de ces matériaux, et l'impossibilité de les obtenir auprès d'autres sources d'approvisionnement à des prix acceptables et dans des délais raisonnables, empêcheraient MEMSCAP de livrer ses clients dans les délais. Cette situation pourrait amener ses clients à annuler leurs commandes et à se fournir auprès de ses concurrents.

A ce jour, MEMSCAP n'a jamais été confrontée à de telles situations et s'attache en même temps à identifier de nouvelles sources d'approvisionnement. Toutefois, afin d'optimiser ses coûts d'achats, MEMSCAP a fait le choix de s'approvisionner

après d'un nombre restreint de fournisseurs. Une dizaine de fournisseurs sont classés sensibles pour l'activité du Groupe, ces derniers étant principalement localisés aux Etats-Unis et en Europe. Les critères de sélection sont la qualité des produits, le respect des délais d'approvisionnement ainsi que les conditions tarifaires proposées. Le délai moyen de règlement est compris entre 30 et 60 jours. De même, face à cette exposition, une politique de gestion de stocks de sécurité, permettant d'assurer les volumes d'activité prévisionnels, a été mise en œuvre.

### **5.3. Risques industriels et liés à l'environnement**

La politique de prévention des risques industriels et liés à l'environnement ainsi que les modes d'évaluation de ces derniers sont présentés au chapitre 7 du présent Rapport annuel. Ces risques font notamment l'objet de couvertures d'assurance dans le cadre des contrats « Responsabilité civile » tel que détaillé en section 5.6 du présent Rapport annuel.

#### **Exploitation de produits dangereux**

Du fait de la nature de son activité, MEMSCAP est amenée à stocker des produits dangereux sur ses sites de production. Afin de minimiser le risque environnemental, MEMSCAP a veillé à ce que ses sites opèrent dans le strict respect des normes de sécurité. A la connaissance de la Société, aucun rejet toxique n'est généré par le fonctionnement de ses sites.

#### **Sinistres pouvant affecter les locaux de MEMSCAP et les installations de ses fournisseurs ou partenaires en recherche et développement**

Les locaux de MEMSCAP et de ses fournisseurs ou partenaires en recherche et développement sont susceptibles de subir des sinistres importants. Toute perte de l'une de ces installations pourrait interrompre l'activité de MEMSCAP ou retarder sa production, et se traduirait par d'importantes dépenses de reconstruction toutefois couvertes par des assurances adéquates.

### **5.4. Risques juridiques**

#### **Importance de la propriété intellectuelle et des droits propriétaires**

Au 31 décembre 2012, MEMSCAP est propriétaire de plus de 70 brevets, demandes de brevets et licences. La Société entend maintenir sa stratégie d'enregistrement de brevets car elle considère la protection de ses inventions, marques, droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle comme l'un des outils essentiels de sa réussite. Elle s'appuie sur la réglementation en vigueur dans ce domaine pour protéger ses droits propriétaires. Sa capacité à lutter contre la concurrence dépendra de son aptitude à protéger et faire respecter ses droits propriétaires, et tout échec en la matière pour quelque raison que ce soit pourrait affecter son activité, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. MEMSCAP ne peut garantir que toute demande future de brevets aboutira ou ne sera contestée avec succès par des tiers, ni que les brevets qu'elle détiendra protégeront efficacement sa technologie ou sa propriété intellectuelle, ni que les brevets de tiers n'affecteront sa capacité à exercer son activité. Elle ne peut, par ailleurs, pas garantir que des tiers ne développeront pas de leur côté une technologie ou une conception similaires ou concurrentes autour de brevets qu'elle déposerait. MEMSCAP est propriétaire de plusieurs marques déposées ou non en France et aux Etats-Unis. MEMSCAP opère également dans des juridictions autres que la France et les Etats-Unis et elle ne peut garantir que ses marques n'y seront pas contestées (Prétentions de tiers relativement à ses marques ou actions engagées par des tiers utilisant déjà les mêmes marques ou des marques similaires).

MEMSCAP s'appuie sur des secrets commerciaux pour protéger sa technologie propriétaire. Toutefois, d'autres sociétés pourraient développer de leur côté ou acquérir par tout moyen des technologies identiques ou obtenir les technologies déposées par MEMSCAP. En outre, la Société ne peut garantir que des tiers n'obtiendront pas des droits sur les secrets commerciaux qu'elle n'aurait pas déposés. MEMSCAP met également en place des clauses de confidentialité et de droit d'auteur dans ses contrats commerciaux et ses contrats de travail afin respectivement de limiter l'accès aux informations confidentielles et d'obtenir la propriété de toute technologie développée par un salarié ou un consultant. MEMSCAP ne peut garantir que les mesures prises pour protéger ses droits de propriété intellectuelle seront appropriées et interviendront à temps, ni qu'elle sera capable d'identifier toute utilisation interdite contraire à ses droits. MEMSCAP pourrait être confrontée à l'avenir à des litiges portant sur ses droits de propriété intellectuelle. Dans la plupart de ses accords de licence, MEMSCAP a prévu de verser des indemnités à ses clients dans l'éventualité d'une contrefaçon portant sur la propriété intellectuelle licenciée ou utilisée dans ses produits vendus. MEMSCAP peut à l'avenir conclure des accords de licence croisés avec des tiers. Dans le cadre de tels accords, la Société devra s'attacher à préserver ses propres droits de propriété intellectuelle. Bien que ces accords de licence croisés soient courants dans le secteur des MEMS, et ne donnent pas lieu généralement à des transferts de savoir-faire ou de droits déposés, les licenciés peuvent, seuls ou en association avec d'autres, développer des produits et des conceptions concurrents.

D'autre part, il se peut que MEMSCAP soit obligée d'obtenir la licence de technologie d'une société tierce. Elle ne peut assurer que cette licence sera disponible à des conditions raisonnables. L'impossibilité d'obtenir des licences de société tierce nécessaires au développement de nouveaux produits et/ou au perfectionnement de produits existants pourrait l'obliger à rechercher une technologie de substitution d'une qualité ou d'une performance inférieures, ou à un coût plus élevé, ce qui affecterait son activité et ses résultats. A ce jour, MEMSCAP utilise deux licences dans le secteur des communications optiques dont elle n'est pas propriétaire. Toutefois, ces licences sont irrévocables, perpétuelles, mondiales et sans redevance. Il est enfin précisé que MEMSCAP s'appuie sur un cabinet conseil spécialisé dans le cadre la gestion de la propriété industrielle et des droits incorporels.

## Risques de litiges, notamment en matière de droits de propriété intellectuelle susceptibles de détourner l'attention des dirigeants et d'empêcher MEMSCAP de vendre ou d'utiliser la technologie en cause.

Il est possible qu'à l'avenir MEMSCAP soit impliquée dans des procédures judiciaires survenant dans le cadre habituel de son activité et pouvant en particulier concerner des litiges portant sur des droits en propriété intellectuelle tant en demande qu'en défense. Les poursuites pourraient, si elles aboutissaient, la contraindre à verser des dommages et intérêts importants et invalider ses droits déposés. Par ailleurs, la Société possédant ou étant locataire d'usines, elle pourrait être appelée à titre principal ou subsidiaire dans des litiges portant sur ces usines, leur occupation, ainsi que les dommages en provenant ou y afférant.

## Difficulté éventuelle à gérer un rythme de forte variation

Créée en novembre 1997, MEMSCAP a connu depuis une forte croissance de son activité et de ses effectifs passant de 35 salariés à fin 1999 à 256 au 31 décembre 2002 pour revenir à moins de 200 personnes fin 2003, 90 personnes fin 2010 et 76 personnes au 31 décembre 2012. Sa capacité à gérer efficacement un tel rythme nécessite de veiller à l'adéquation de sa structure opérationnelle et financière, à l'augmentation, la formation et la gestion de ses effectifs. L'organisation structurelle et opérationnelle de la Société permet toutefois de gérer ces flux. Par ailleurs, la Société n'anticipe pas une variation importante de sa masse salariale et vise à accroître sa productivité par personne.

## 5.5. Risques financiers et autres risques

### Capacité à gérer la croissance externe

Les acquisitions ont constitué une part importante de la stratégie de MEMSCAP au cours des dernières années. Dans l'éventualité d'une acquisition future, MEMSCAP pourrait pour ce faire émettre des actions qui dilueraient les actionnaires existants ou contracter des dettes. Ces acquisitions comportent également de nombreux risques, en particulier (i) des difficultés d'intégration de l'activité, de la technologie et des produits acquis, (ii) un détournement de l'attention des dirigeants en charge de l'acquisition de leurs activités traditionnelles, (iii) des effets défavorables sur les relations commerciales existantes avec les fournisseurs et les clients, et (iv) des risques liés à l'entrée sur un marché dont MEMSCAP n'a peu ou pas d'expérience. Toutefois, à ce jour, MEMSCAP a déjà réalisé six opérations de croissance externe (Capto, Cronos, GalayOr, Opsitech, Optogone et Laboratoires La Licorne) qui n'ont généré aucun des effets négatifs potentiels précités.

### Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe aux variations de taux d'intérêt recouvre deux natures de risques :

- Un risque de prix lié aux actifs et passifs financiers à taux fixe. Les variations de taux d'intérêt influent sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe ;
- Un risque de flux de trésorerie lié aux actifs et passifs financiers à taux variable. Les variations de taux d'intérêt ont une incidence directe sur le résultat futur du Groupe.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, arbitre entre ces deux natures de risques. Le Groupe n'a eu recours à aucun instrument dérivé de taux d'intérêt sur les exercices 2012 et 2011. Au 31 décembre 2012, l'ensemble de l'endettement financier du Groupe à moyen et long terme est contracté à taux fixe à l'exception des emprunts et dettes suivants :

- Le Groupe a souscrit un emprunt bancaire à taux variable dont le capital restant dû au 31 décembre 2012 s'établit à 998 000 euros rémunérés au taux variable Euribor 3 mois + 100 points de base.
- Les dettes afférentes aux contrats de location-financement sont intégralement souscrites à taux variable. Le capital restant dû relatif à ces financements s'élève à 185 000 euros au 31 décembre 2012 pour un taux de rémunération moyen annuel de 10,28%.
- Le découvert bancaire court terme de la filiale norvégienne est rémunéré sur la base du taux variable Eurokrone index court terme + 185 points de base.

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité du résultat avant impôt du Groupe à une variation de 100 points de base des taux d'intérêt court terme appliquée sur la position variable nette après gestion à moins d'un an, toutes autres variables étant constantes par ailleurs (Impact sur les emprunts à taux variable).

	Augmentation en points de base	(1) Effet sur le résultat avant impôt (€000)	(2) Produit / (Charge) net(te) d'intérêt du Groupe (€000)	Ratio de sensibilité (1) / (2)
2012.....	+ 100	18	(128)	(0,14)
2011.....	+ 100	(3)	(153)	0,02

De ce fait, le Groupe considère qu'il n'est pas soumis à un risque significatif de variation de taux d'intérêt. Le contrôle de ce risque est réalisé par le directeur financier du Groupe sous la supervision de la direction générale dans le cadre d'états de reporting sur la trésorerie, d'autorisations d'opérer en fonction des types de placements et de limites définies. La Société

privilégie les placements liquides en euro au risque limité et ne traite qu'avec des établissements financiers de premier plan. Au 31 décembre 2012, la nature et les caractéristiques du risque de taux d'intérêt demeurent similaires à celles de l'exercice précédent.

### Risque de change

Compte tenu de la localisation de ses deux principales filiales aux Etats-Unis et en Norvège, la valorisation des éléments bilanciels du Groupe est sensible aux variations de change relatives au dollar américain ainsi qu'à la couronne norvégienne. Le Groupe est également exposé à un risque de change transactionnel. Cette exposition naît des ventes ou des achats effectués par les entités opérationnelles dans une devise différente de la monnaie fonctionnelle du Groupe. En 2012, environ 77% des ventes du Groupe sont libellées en dollar américain (2011 : 73%) et 21% en euro (2011 : 25%), 39% du total des charges opérationnelles nettes du Groupe étant engagées en couronne norvégienne (2011 : 46%), 43% en dollar américain (2011 : 38%) et 12% en euro (2011 : 12%).

Au 31 décembre 2012 et 2011, l'impact de l'exposition au risque de change transactionnel s'établit comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>		<i>31 décembre 2011</i>	
	<i>Dollar américain</i>	<i>Couronne norvégienne</i>	<i>Dollar américain</i>	<i>Couronne norvégienne</i>
Actifs (Client et autres débiteurs).....	1 694	366	1 692	74
Passifs (Fournisseurs et autres créditeurs).....	(997)	(1 525)	(1 163)	(1 277)
Position nette avant gestion.....	697	(1 159)	529	(1 203)
Instruments dérivés.....	35	--	--	--
Position nette après gestion.....	732	(1 159)	529	(1 203)
Impact sur la position nette après gestion de la variation de -1% de la devise.....	(7)	12	(5)	12

Dans le cours normal de ses activités, la politique du Groupe est de couvrir tous les risques de change opérationnels sur ses transactions en devises étrangères par des instruments dérivés dès lors qu'un engagement significatif de type commercial et/ou financier ferme ou hautement probable en devise étrangère est pris ou connu. Ces instruments dérivés sont limités à des contrats à terme, des swaps et des options de change ayant une maturité initiale inférieure à un an. Cette politique est d'application dans toutes les filiales du Groupe auxquelles il appartient d'en assurer le suivi.

Le Groupe utilise des contrats de vente à terme de devises afin de couvrir certaines ventes relatives à la filiale norvégienne réalisées en dollar américain. Le montant nominal total des contrats de vente à terme de devises souscrit en 2012 s'établit à 2 250 000 dollars américains. Ces couvertures de flux de trésorerie n'ayant pas été évaluées comme hautement efficaces selon la norme IAS 39, le gain de change afférent, soit un montant de 85 000 euros au cours de l'exercice 2012, a été comptabilisé en résultat de la période. Aucun contrat de vente à terme n'a été souscrit sur l'exercice 2011.

Le montant net consolidé des gains de change s'établit à 77 000 euros pour l'exercice 2012 (2011 : 70 000 euros).

Les procédures du Groupe visent à réduire l'exposition au risque de change financier en imposant que les emprunts et placements des entreprises contrôlées soient libellés dans la même devise que les flux de trésorerie générés par les activités ordinaires, à savoir dans la monnaie fonctionnelle. Le risque de change est suivi par la direction financière du Groupe qui établit un reporting trimestriel des pertes ou gains de change consolidés et en informe la direction de la Société

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de défaut d'une contrepartie face à ses engagements contractuels ou à l'encaissement des créances. Le Groupe est exposé au risque de crédit dans le cadre de ses activités commerciales.

La politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. Les soldes clients font de même l'objet d'un suivi permanent. Au 31 décembre 2012, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables, au regard des provisions pour dépréciation sur créances clients, s'établit à 28 000 euros (2011 : 26 000 euros). Le Groupe estime que le risque lié aux créances en retard de paiement et non dépréciées est non significatif. Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, c'est à dire la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les actifs financiers, cette exposition apparaît minimale, le Groupe ne traitant qu'avec des établissements financiers de premier plan sur des produits de placement au risque limité.

### Risque sur actions ou titres de placement

La trésorerie du Groupe est principalement placée en comptes à terme court terme en euro ainsi qu'en SICAV / OPCVM monétaires en euro. La direction financière vérifie que ces SICAV / FCP monétaires euro ont tous une sensibilité comprise entre 0 et 0,5 et que leur classement en équivalents de trésorerie répond à la position AMF n°2011-13 du 23 septembre 2011 relative au classement des OPCVM de trésorerie en équivalents de trésorerie au regard de la norme IAS 7. De même, une vérification de la performance historique de ces SICAV / FCP monétaires euro est réalisée afin de s'assurer du caractère négligeable du risque de variation de valeur pour ces instruments.

Dans le cadre de placements de trésorerie, la Société détient de plus des titres obligataires et participatifs pour un montant de 1 099 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 1 045 000 euros). Ces titres présentent un horizon de placement supérieur à 3 mois et sont classés en actifs financiers non courants disponibles à la vente.

Enfin, la Société détient 7 621 actions propres au 31 décembre 2012 (2011 : 12 782 actions) pour un montant de 17 000 euros (2011 : 13 000 euros) dans le cadre d'un contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2012 et 2011, l'impact de l'exposition au risque sur actions et titres de placement s'établit comme suit :

<i>31 décembre 2012</i> <i>(en milliers)</i>	<i>Portefeuille</i> <i>Actions tierces</i> <i>(Titres obligataires)</i>	<i>Portefeuille</i> <i>Actions propres</i>
Position à l'actif .....	1 099	17
Hors bilan .....	--	--
Position nette globale .....	1 099	17
Impact d'une baisse de 10% des titres .....	(110)	(2)

<i>31 décembre 2011</i> <i>(en milliers)</i>	<i>Portefeuille</i> <i>Actions tierces</i> <i>(Titres obligataires)</i>	<i>Portefeuille</i> <i>Actions propres</i>
Position à l'actif .....	1 045	13
Hors bilan .....	--	--
Position nette globale .....	1 045	13
Impact d'une baisse de 10% des titres .....	(105)	(1)

### Risque de liquidité

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. L'objectif du Groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires et de contrats de location-financement. Au 31 décembre 2012, le Groupe dispose d'une trésorerie immédiatement disponible selon la position AMF n°2011-13 du 23 septembre 2012 de 2,7 millions d'euros (2011 : 0,6 million d'euros) et de lignes de crédit disponibles et non-utilisées de 0,3 million d'euros (31 décembre 2011 : 0,3 million d'euros). Incluant les titres obligataires et participatifs de placement comptabilisés en actifs financiers disponibles à la vente, le montant total des liquidités disponibles, comprenant la trésorerie et les placements afférents à moyen et long terme, s'établit à 3,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 (2011 : 1,7 million d'euros). Les tableaux suivants synthétisent les échéanciers des passifs financiers (incluant les obligations de location simple et le découvert bancaire) et des actifs financiers courants et non-courants (incluant la trésorerie) au 31 décembre 2012 et 2011.

<i>31 décembre 2012</i> <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>JJ à</i> <i>1 an</i>	<i>1 an à</i> <i>5 ans</i>	<i>Au-delà</i> <i>de 5 ans</i>
Dettes financières .....	(1 317)	(1 626)	(446)
Actifs financiers .....	2 706	1 099	--
Position nette avant gestion .....	1 389	(527)	--
Hors bilan .....	(1 016)	(730)	--
Position nette après gestion .....	373	(1 257)	(446)

<i>31 décembre 2011</i> <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>JJ à</i> <i>1 an</i>	<i>1 an à</i> <i>5 ans</i>	<i>Au-delà</i> <i>de 5 ans</i>
Dettes financières .....	(1 366)	(1 832)	(698)
Actifs financiers .....	640	1 045	1 938
Position nette avant gestion .....	(726)	(787)	1 240
Hors bilan .....	(1 002)	(1 279)	--
Position nette après gestion .....	(1 728)	(2 066)	1 240

Au 31 décembre 2012, la documentation des contrats de location-financement et d'emprunts bancaires contient des dispositions habituelles à ce type de contrat concernant l'exigibilité anticipée. Les contrats afférents à trois emprunts souscrits par la filiale américaine du Groupe, dont le capital restant du total s'élève à 453 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 392 000 euros), contiennent des clauses imposant le respect continu de ratios financiers. Ces ratios financiers, déterminés au niveau de la filiale américaine, sont les suivants :

- [Dettes (hors dettes contractuellement subordonnées à l'établissement financier prêteur) / Valeur nette des actifs corporels] inférieur à 1.
- [EBITDA moins dividendes et acomptes versés à la société mère / Valeur des remboursements annuels des dettes financières incluant capital et intérêts] supérieur à 1. Ce ratio doit être supérieur à 1,5 avant dividendes et acomptes versés à la société mère.

Au 31 décembre 2012, le montant des actifs courants du Groupe s'élève à 9,4 millions d'euros (2011 : 7,1 millions d'euros) couvrant très largement le montant de 4,4 millions d'euros des passifs courants (2011 : 4,6 millions d'euros). Les liquidités disponibles à cette même date, comprenant la trésorerie et les placements afférents à moyen et long terme, s'établit à 3,8

millions d'euros (2011 : 1,7 million d'euros). L'échéancier des engagements et obligations contractuelles du Groupe est présenté note 25.1 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme cela est précisé ci-dessous, la croissance de l'activité de MEMSCAP, le besoin d'investissement ou de remboursement de dettes ainsi que la réalisation d'opérations de croissance externe pourraient nécessiter davantage de ressources et contraindre MEMSCAP à lever des capitaux supplémentaires pour faire face à ses besoins de financement. Le Groupe considère toutefois qu'il n'est pas soumis à un risque de liquidité significatif au 31 décembre 2012 et qu'il dispose d'une capacité d'accès au crédit conforme à ses objectifs actuels de développement.

### **Besoins de financements complémentaires**

La croissance de l'activité de MEMSCAP, le besoin d'investissement ou de remboursement de dettes ainsi que la réalisation d'opérations de croissance externe pourraient nécessiter davantage de ressources et contraindre MEMSCAP à lever des capitaux supplémentaires. MEMSCAP pourrait être dans l'impossibilité de lever des capitaux à des conditions acceptables. En outre, en émettant des titres nouveaux, les actionnaires existants seraient dilués et les nouveaux titres pourraient bénéficier de droits qui leur seraient supérieurs. L'impossibilité de lever des fonds à des conditions acceptables se traduirait par l'incapacité de profiter d'opportunités futures, ou de répondre à des exigences imprévues, voire affecter la continuité de l'exploitation.

### **Actifs nécessaires à l'exploitation**

D'une manière générale, MEMSCAP est propriétaire des actifs nécessaires à son exploitation à l'exception des locaux que la Société loue aux Etats-Unis et en Norvège. En particulier, l'actif utilisé aux Etats-Unis est spécifique à une activité de semi-conducteurs (salle blanche). Le bail de location de MEMSCAP aux Etats-Unis a été prolongé jusqu'en décembre 2015. Si la Société décide de ne pas prolonger ce bail ou que le bailleur refuse de le prolonger, MEMSCAP serait alors dans l'obligation de déplacer ses opérations, ce qui pourrait se traduire par des investissements ou dépenses complémentaires.

### **Risque de dilution potentielle**

Au cours des derniers exercices, MEMSCAP a réalisé des opérations de croissance externe qui ont été partiellement ou totalement rémunérées en titres, générant ainsi une dilution pour les actionnaires existants. Même si aucune acquisition n'est à l'ordre du jour, MEMSCAP ne peut exclure ne pas procéder dans un avenir plus ou moins proche à de nouvelles opérations de ce type qui pourraient générer une dilution supplémentaire pour les actionnaires.

En outre, MEMSCAP a émis divers titres donnant accès au capital dont un état exhaustif est présenté note 18.3 de l'annexe aux états financiers consolidés. La dilution potentielle maximum existant au 31 décembre 2012 s'établit à 8,09% (2011 : 7,10%).

### **Historique de pertes sur les 3 derniers exercices**

Sur les 3 derniers exercices, le groupe MEMSCAP a dégagé des pertes consolidées. Malgré les efforts de la Société entrepris pour un retour à la rentabilité, MEMSCAP ne peut affirmer qu'elle ne sera plus confrontée à une nouvelle situation déficitaire dans un avenir plus ou moins proche.

### **Absence de dividendes**

MEMSCAP se positionne en tant que valeur de croissance. Aucun dividende n'a été versé au cours des trois derniers exercices et la Société n'entend pas procéder à une telle distribution dans un proche avenir.

### **Risques liés à la cotation**

MEMSCAP est cotée depuis le 1<sup>er</sup> mars 2001 sur le Nouveau Marché d'Euronext et actuellement sur l'Eurolist du NYSE Euronext (Compartiment C). Les marchés financiers ont connu une volatilité importante sans rapport avec les performances des sociétés. Ces fluctuations du marché peuvent entraîner la chute du cours des actions de MEMSCAP indépendamment de sa performance.

Au-delà de ces aléas de marché, le cours de bourse de l'action MEMSCAP est susceptible de varier sensiblement en raison d'un certain nombre de facteurs, dont certains échappent à son contrôle, en particulier (i) les variations trimestrielles et semestrielles de ses chiffres d'affaires et de ses résultats d'exploitation, (ii) la révision des évaluations financières des analystes boursiers, (iii) la révision des évaluations financières des autres fabricants de solutions basées sur la technologie des MEMS ou des sociétés de technologie en général, (iv) les communiqués relatifs au lancement de nouveaux produits, aux innovations techniques importantes, aux contrats, aux acquisitions ou partenariats stratégiques de MEMSCAP ou de ses concurrents, (v) les rumeurs de marché, (vi) la perte d'un client important, (vii) le recrutement ou le départ d'un employé clé, (viii) les modifications des perspectives économiques générales, (ix) tout écart du chiffre d'affaires ou des pertes de MEMSCAP par rapport aux prévisions des analystes financiers et (x) la cession importante d'actions MEMSCAP.

Le titre MEMSCAP a fait preuve au cours de l'exercice 2012 d'une liquidité importante. Le volume total des titres échangés en 2012 atteint 9,0 millions d'actions et le volume de titres échangés par jour atteint une moyenne sur l'exercice de 35 345 - Source Euronext.

La Société ne peut néanmoins garantir qu'à l'avenir le marché de son titre bénéficiera d'une liquidité suffisante, ceci pouvant rendre difficile la cession d'actions et affecter le cours de bourse.

## 5.6. Assurances et couvertures des risques

La Société fait appel à différentes compagnies d'assurances de premier rang pour couvrir les risques de dommages aux biens et de pertes d'exploitation, les risques des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de son exploitation ou du fait de ses produits dans le monde et les risques liés à l'environnement. La politique du Groupe est d'ajuster ses limites de couvertures à la valeur de remplacement des biens assurés ou, en matière de responsabilités, à l'estimation de ses risques propres et des risques raisonnablement escomptables dans son secteur d'activité.

**Responsabilité civile :** L'assurance « Responsabilité Civile » a pour objet de couvrir la responsabilité de la Société soit pendant l'exploitation de l'activité, soit après la livraison des produits, soit dans le cadre de défense pénale et de recours. Un contrat responsabilité civile couvre MEMSCAP S.A. et ses filiales (MEMSCAP Inc., MEMSCAP AS et Laboratoires La Licorne, S.A.S.) compte tenu des particularités de chaque site de production ainsi que des risques liés aux différentes zones géographiques de livraison des produits.

Pour l'ensemble des sociétés du Groupe, les dommages causés lors de l'exploitation sont garantis jusqu'à 9 millions d'euros (plafonnés à 2,0 millions d'euros pour la faute inexcusable), 1,5 million d'euros pour la pollution soudaine et accidentelle, 3,6 millions d'euros pour les dommages consécutifs, 1,5 million d'euros pour les dommages immatériels non consécutifs et 0,2 million d'euros pour les dommages aux biens confiés. Les dommages causés après la livraison sont garantis jusqu'à 2,5 millions d'euros dont 0,8 million d'euros pour les dommages immatériels non consécutifs. Par ailleurs, le Groupe dispose d'une assurance responsabilité civile aéronautique spécifique après livraison présentant une garantie de 10 millions d'euros par sinistre et par an.

**Dommages aux biens et pertes d'exploitation :** Les sites dans lesquels le Groupe exerce ses activités sont répartis dans plusieurs pays. Cette dispersion géographique limite les risques, notamment de pertes d'exploitation, qui pourraient résulter d'un sinistre. Les biens du Groupe sont couverts par des polices d'assurance adaptées aux différents sites de production et font l'objet de visites régulières de la part des assureurs conseils et de leurs experts afin d'ajuster les montants de garantie et les franchises aux diverses activités du Groupe.

Pour les entités françaises du Groupe, les dommages directs sont garantis à hauteur de 5,9 millions d'euros pour les sites immobiliers, les matériels et équipements ainsi que pour les marchandises. Les responsabilités de ces entités en tant que locataires ainsi que le recours des voisins et des tiers sont garantis à hauteur de 4,8 millions d'euros. Les pertes d'exploitation sont quant à elles couvertes à hauteur de 1,5 million d'euros.

Pour MEMSCAP Inc. et MEMSCAP AS, les dommages directs sont respectivement garantis à hauteur de 13,7 millions de dollars américains et 76,1 millions de couronnes norvégiennes pour les sites industriels. Les pertes d'exploitation sont quant à elles couvertes à hauteur de 3,0 millions de dollars américains pour le site américain et 58,0 millions de couronnes norvégiennes pour le site norvégien.

**Responsabilité civile des mandataires :** Un contrat responsabilité civile des mandataires sociaux de MEMSCAP, S.A. et de ses filiales couvre ce risque à hauteur de 5 millions d'euros par exercice.

**Hommes clés :** Le succès futur de MEMSCAP dépend en grande partie de l'apport permanent des membres de son comité de direction et en particulier de son président (Jean Michel Karam). C'est pourquoi la Société a souscrit une couverture d'assurance vie concernant ce dernier adossé à un contrat de prêt immobilier dans le cadre de l'achat de son siège social en 2007. Au 31 décembre 2012, la garantie s'établit à 345 000 euros. Le bénéficiaire exclusif de cette police est la société MEMSCAP, S.A. Conformément au contrat de prêt immobilier, les indemnités éventuelles seraient alors prioritairement affectées au remboursement du capital restant du relatif à cet emprunt bancaire souscrit par la société MEMSCAP, S.A. Le capital restant du afférent à cet emprunt s'établit à 222 000 euros au 31 décembre 2012.

**Transports des personnes :** MEMSCAP a souscrit une police afin de couvrir ses salariés dans le cadre de leurs déplacements professionnels. Les frais médicaux sont couverts à hauteur de 1 million d'euros et un capital décès / invalidité est prévu à hauteur de 0,2 million d'euros par salarié.

Le montant total des primes d'assurance versées au titre de l'exercice 2012 s'élève à 128 000 euros (2011 : 117 000 euros). A la connaissance de la Société, il n'y a aucun risque significatif non assuré, ni aucun risque assuré en interne.



## 6. Impact social des activités de la Société

Au 31 décembre 2012, l'effectif total du Groupe s'établit à 76 salariés (31 décembre 2011 : 78 salariés). La répartition de l'effectif total par sexe, âge et zone géographique est la suivante :

31 décembre 2012	Effectif total	% Effectif masculin	% Effectif féminin	Age moyen (Années)
France.....	4	100%	--	42
Etats-Unis.....	31	81%	19%	48
Norvège.....	41	29%	71%	46
Effectif total équivalent temps plein.....	76	54%	46%	45

L'effectif de la Société en terme de qualification est réparti comme suit : la France est principalement composée d'ingénieurs et d'administratifs, les Etats-Unis et la Norvège regroupent des ingénieurs, des commerciaux, des administratifs ainsi qu'un nombre significatif d'opérateurs de production.

L'effectif moyen du Groupe en nombre de salariés équivalent temps plein est le suivant :

	2012	2011
Production.....	53	51
Recherche et développement.....	12	15
Services commerciaux et marketing.....	4	5
Direction générale et personnel administratif.....	6	7
Effectif total équivalent temps plein.....	75	78

L'effectif moyen du Groupe en nombre de salariés équivalent temps plein par pays se décompose comme suit :

	2012	2011
France.....	3	4
Etats-Unis.....	31	30
Norvège.....	41	44
Effectif total équivalent temps plein.....	75	78

La variation de l'effectif total du Groupe sur l'exercice 2012 s'analyse comme suit :

	France	Norvège	Etats Unis	Total
Effectif total au 1 <sup>er</sup> janvier 2012.....	4	44	30	78
Embauches.....	--	2	1	3
Démissions.....	--	4	--	4
Licenciements.....	--	1	--	1
Effectif total au 31 décembre 2012.....	4	41	31	76

Les frais de personnel du Groupe comptabilisés en charge au titre des exercices 2012 et 2011 s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Charges de personnel y compris charges sociales.....	5 814	5 328
Retraites.....	94	(185)
Charges liées au paiement en actions.....	88	104
Total des frais de personnel.....	5 996	5 247

Hors impact des variations de taux de change relatifs aux filiales américaine et norvégienne, les charges de personnel y compris charges sociales (mais hors variations liées aux obligations de retraites et aux charges liées au paiement en actions) progressent de 3,6% par rapport à l'exercice précédent. Il est par ailleurs rappelé que la suppression d'un régime optionnel de retraite à prestations définies au sein de la filiale norvégienne a engendré une reprise de provision d'un montant de 189 000 euros au titre des engagements de retraite sur l'exercice 2011. La Société entend continuer à fidéliser ses salariés par l'attribution de stock-options, ou tout autre mécanisme autorisé par la loi et l'Autorité des marchés financiers, en faisant utilisation des délégations consenties par votre assemblée générale du 28 juin 2012.

Les relations sociales, l'organisation du travail ainsi que les obligations en termes de formation, santé / sécurité et égalité de traitement sont régies par les cadres législatifs locaux en vigueur en France, en Norvège et aux Etats Unis. A l'exception de la filiale norvégienne disposant de différents collèges de représentants du personnel, les autres entités du Groupe, compte tenu de leur effectif, ne présentent pas d'organisation collective de représentation. Le dialogue social relatif aux conditions de travail ainsi qu'aux rémunérations au sein de l'entité norvégienne est donc principalement réalisé via les collèges de représentation du personnel. Concernant les entités françaises et américaine, l'organisation simplifiée de ces structures

permet un dialogue et une interaction facilités entre la direction et l'ensemble du personnel. Les principaux accords collectifs ne concernent de ce fait que la filiale norvégienne du Groupe et portent essentiellement sur les augmentations salariales annuelles.

L'organisation des sites de production est basée sur un fonctionnement en « un huit » pour l'usine norvégienne et en « deux huit » pour le site de production américain. Le taux d'absentéisme moyen observé au 31 décembre 2012 au niveau du Groupe, hors congés maternité, est inférieur à 3% en ligne avec les taux standards du secteur. Le Groupe n'a déploré aucun accident du travail significatif ou maladie professionnelle au titre l'exercice 2012.

Les certifications avioniques et médicales liées à l'activité du Groupe imposent des programmes de formation internes et externes concernant notamment les équipes d'opérateurs ainsi que les agents de maîtrise et superviseurs. Par ailleurs, MEMSCAP participe à des programmes de formation technique externes concernant ses équipes de développement. Ces formations techniques sont rendues nécessaires par la constante évolution de l'environnement technologique des secteurs d'activité du Groupe. Sur l'exercice 2012, les cadres commerciaux de l'entité américaine ont de plus bénéficié de programmes de formation export en partenariat avec le U.S. Commercial Service (USCS) du Département américain du commerce.

## 7. Impact environnemental des activités de la Société

Les technologies de production des MEMS impliquent l'intégration d'éléments mécaniques réalisant des fonctions de capteurs ou d'actionneurs, et de composants microélectroniques sur un ou plusieurs substrats semi-conducteurs. Alors que les composants électroniques sont fabriqués avec des circuits intégrés et des séquences de fabrication telles que CMOS (*Complementary Metal Oxide Semiconductor* : La technologie CMOS, ou *Complementary Metal Oxide Semiconductor*, est une technologie de fabrication de composants électroniques et, par extension, l'ensemble des composants fabriqués selon cette technologie. À l'instar de la famille Transistor-Transistor logic (TTL), ces composants sont en majeure partie des portes logiques (NAND, NOR, etc.) mais peuvent être aussi utilisés comme résistance variable.) ou BiCMOS (*Bipolar CMOS* : BiCMOS (contraction de Bipolar-CMOS) est le nom d'une technique de circuit intégré alliant les avantages du CMOS et du bipolaire, c'est-à-dire une forte densité d'intégration et une grande vitesse de traitement. Cette technique est utilisée en analogique, pour faire des amplificateurs. En numérique, sa faible densité d'intégration limite ses usages.), les composants micro-électromécaniques sont fabriqués avec des techniques de traitement de micro-usinage par lots qui gravent des parties de la tranche du semi-conducteur sélectionnées ou ajoutent des couches structurales pour former des composants électromécaniques.

Afin d'assurer ces opérations, MEMSCAP loue aujourd'hui une usine de production silicium ainsi qu'un site de fabrication de produits finis (Assemblage et mise en boîtier) :

- L'usine de Caroline du Nord (Etats-Unis d'Amérique) est dotée d'une salle blanche<sup>(\*)</sup> d'une surface de 475 m<sup>2</sup> en classe 10 et 1000. Ce site est passé fin 2004 en format de production de tranches silicium de 6 pouces. Le système de management de la qualité est certifié ISO 9001.
- Le site de production de Skoppum (Norvège) dispose d'une salle blanche pour l'assemblage et la mise en boîtiers des produits médicaux et aéronautiques (250 m<sup>2</sup>, classe 10 000). Le système de management de la qualité de ce site est certifié EN AS 9100 et ISO 13485.

<sup>(\*)</sup> La classe fait référence au nombre de particules dans l'air. En général, pour assurer la production de tranches de silicium, il est nécessaire de disposer de salles blanches particulièrement propres (classe 10 ou classe 100). Pour assurer des opérations d'assemblage et de mise en boîtier, une classe 10 000 est suffisante. Une salle blanche est une pièce ou une série de pièces où la concentration particulaire est maîtrisée afin de minimiser l'introduction, la génération, la rétention de particules à l'intérieur, généralement dans un but spécifique industriel ou de recherche. Les paramètres tels que la température, l'humidité et la pression relative sont également maintenus à un niveau précis (définition selon la norme ISO 14644-1). Les salles blanches sont utilisées dans les domaines sensibles aux contaminations environnementales et notamment la fabrication des dispositifs à semi-conducteurs ou de micromécanismes.

Ces implantations internationales sont installées dans des locaux loués à des tiers. Le siège de la Société et de tests de l'activité R&D Corporate sont localisés à Bernin (France) au sein d'un ensemble industriel de 1 235 m<sup>2</sup>. Le Groupe est propriétaire de cet ensemble, acquis sur les exercices 2006 et 2007, dont une partie est louée à la société IntuiSkin, sortie du périmètre du Groupe sur l'exercice 2010. Le siège social français n'est soumis à aucune déclaration, ni autorisation auprès de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement). Après évaluation, il apparaît que ce site n'est soumis à aucune contrainte environnementale spécifique.

L'unité de production américaine est louée à la société RTI. De ce fait, les dispositifs de sécurité et de respect des normes environnementales associés à cette usine sont exclusivement gérés par RTI, sous contrôle du gouvernement américain, conformément à la législation locale en vigueur. Cette unité respecte les normes de sécurité spécifiques liées aux quelques produits sensibles utilisés en production. L'usine norvégienne est quant à elle certifiée BVQI et ISO, et respecte l'ensemble des normes de sécurité et environnementales locales, ainsi que celles spécifiquement associées aux règles strictes de l'industrie aéronautique et médicale. Compte tenu de ces éléments, la Société considère que le risque environnemental sur l'utilisation de ses immobilisations est limité et maîtrisé.

## 8. Informations concernant les mandataires sociaux

### 8.1. Rémunérations des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social, tant par la Société que par des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce.

<i>Synthèse des rémunérations, options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social (en euros)</i>		Exercice 2012	Exercice 2011
<b>Dirigeant</b>	<b>Fonction</b>		
Jean Michel Karam	Président Directeur général		
Eléments de rémunérations et avantages de toute nature			
Rémunérations dues au titre de l'exercice		153 600	153 600
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		--	--
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		--	--
Total		153 600	153 600

<i>Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en euros)</i>					
Dirigeant	Fonction	Exercice 2012		Exercice 2011	
		Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Jean Michel Karam	Président Directeur général				
Eléments de rémunérations					
Rémunération fixe		153 600	153 600	153 600	153 600
Rémunération variable		--	--	--	--
Jetons de présence		--	--	--	--
Avantages en nature		--	--	--	--
Total		153 600	153 600	153 600	153 600

<i>Informations complémentaires relatives à chaque dirigeant mandataire social au titre de l'exercice 2012</i>					
Dirigeant	Fonction	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus à raison de la cessation ou du changement de fonction	Indemnité relative à une clause de non concurrence
Jean Michel Karam	Président Directeur général	Non	Non	Oui (1)	Non

Date de début de mandat : 4 juin 1998

Date de fin de mandat : A l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2015

- (1) En application des recommandations AFEP / MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, il a été mis fin au contrat de travail de Monsieur Jean Michel Karam en date du 31 décembre 2008. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, Monsieur Jean Michel Karam bénéficie au titre de son mandat social en tant que Président du conseil d'administration et directeur général du Groupe MEMSCAP d'une indemnité de départ égale à un an et demi de rémunération annuelle fixe. Cette rémunération sera versée en cas de départ contraint du Président et lié à un changement de contrôle ou de stratégie du Groupe ainsi que si le Président remplit les conditions de performance suivantes : Absence de poursuites personnelles contre le Président par un tribunal ou l'Autorité des marchés financiers relatives à ses fonctions de dirigeant du Groupe MEMSCAP, pertes nettes du Groupe sur l'année en cours au moment du départ ne devant pas être supérieures à 50% des pertes nettes sur la même période l'année précédente et absence de procédure de liquidation ou de mise en redressement judiciaire en cours.

La rémunération annuelle brute de M. Jean Michel Karam a été établie à un montant de 153 600 euros au titre de l'exercice 2012, sans partie variable. Les autres conditions de rémunérations de M. Jean Michel Karam demeurent similaires à celles de l'exercice précédent. Par ailleurs, M. Jean Michel Karam n'a bénéficié sur l'exercice 2012 d'aucune attribution d'option de souscription d'actions.

Le tableau suivant présente les éléments de rémunérations et les avantages de toute nature dus aux mandataires sociaux non dirigeants par la Société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce

**Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants (en euros)**

	Exercice 2012	Exercice 2011
<b>Bernard Courtois</b>		
Jetons de présence	--	--
Autres rémunérations	--	--
<b>Joël Alanis</b>		
Jetons de présence	--	--
Autres rémunérations	--	--
<b>Christopher Pelly</b>		
Jetons de présence	--	--
Autres rémunérations (1)	1 170	900
<b>Total</b>	<b>1 170</b>	<b>900</b>

(1) Les montants versés à Monsieur Christopher Pelly correspondent aux remboursements de frais de déplacement.

Le montant total des sommes versés aux administrateurs au titre de l'exercice 2012 s'établit à 1 170 euros relatifs au remboursement de frais de déplacement. Par ailleurs, aucun administrateur n'a bénéficié sur l'exercice en cours d'attribution d'option de souscription d'actions ou du versement de jetons de présence.

Il est de plus rappelé les éléments suivants :

- Aucune somme n'a été provisionnée ou réglée par la Société et ses filiales aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des administrateurs et dirigeants.
- Aucune prime d'arrivée ou de départ n'a été accordée à ces personnes à l'exception de l'indemnité de départ dont bénéficie Monsieur Jean Michel KARAM au titre de son mandat social en tant que Président du conseil d'administration et directeur général du Groupe MEMSCAP et détaillée dans le présent chapitre.
- Il n'existe aucun contrat de service liant les membres des organes d'administration à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales.
- Il est de même renvoyé à la note 26 de l'annexe des comptes consolidés de la Société pour une information complémentaire sur les rémunérations du personnel dirigeant du Groupe et des membres du conseil d'administration de MEMSCAP.

## **8.2. Options de souscription ou d'achat d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées**

Les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice 2012 aux dirigeants mandataires sociaux ainsi qu'aux mandataires sociaux non dirigeants sont les suivantes :

<i>Options de souscription ou d'achat d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées par ces derniers</i>	<i>Nom des mandataires sociaux concernés</i>	<i>Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées</i>	<i>Prix (euros)</i>	<i>Date d'échéance</i>	<i>Plan</i>
Options consenties durant l'exercice clos le 31 décembre 2012 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	Néant	--	--	--	--
Options levées durant l'exercice clos le 31 décembre 2012 par chaque mandataire social	Néant	--	--	--	--

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été levée durant l'exercice 2012 par les dirigeants mandataires sociaux ainsi que par les mandataires sociaux non dirigeants.

L'historique des attributions d'options de souscription d'actions attribuées au bénéfice des administrateurs et non annulées au 31 décembre 2012 est le suivant :

- Au bénéfice de Monsieur Jean Michel Karam

	Plan 14	Plan 17	Plan 18
Date d'assemblée	27 juin 2005	27 juin 2006	30 juin 2009
Date du conseil d'administration	2 sept. 2005	21 juin 2007	24 fév. 2010
Nombre total d'options attribuées	1 850 000	32 182	32 254
Nombre total d'actions correspondant	59 550	32 182	32 254
Date de départ d'exercice des options	(1)	(2)	(2)
Date d'expiration des options	2 sept. 2013	21 juin 2015	24 fév. 2018
Prix de souscriptions par action	9,32 €	15,84 €	1,62 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 décembre 2012	--	--	--
Nombre total d'actions annulées au 31 décembre 2012	--	--	--
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 décembre 2012 sur des options précédemment consenties et non exercées	59 550	32 182	32 254

(1) Ces options peuvent être exercées :

- Pour 1 600 000 options à hauteur de 25% au 1<sup>er</sup> janvier 2005 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.
- Pour 250 000 options à hauteur de 25% au 30 juin 2006, 2007, 2008 et 2009.

(2) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% à la date anniversaire de leur attribution.

Le prix d'exercice correspond à la moyenne du prix de clôture de l'action MEMSCAP pour les derniers 20 jours précédant l'attribution.

Conformément à l'article L. 228-99 du Code de commerce, les conditions de souscription, les bases de conversion ainsi que les modalités d'attribution relatives aux plans de d'options de souscription d'actions ont fait l'objet d'un ajustement afin de tenir compte de l'incidence de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription du 7 février 2012. Les données ci-dessus sont donc ajustées de l'incidence de cette augmentation de capital.

### **8.3. Actions de performance attribuées aux mandataires sociaux**

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucune action de performance. Les actions de performance sont des actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux, qui s'inscrivent dans le cadre des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce.

### **8.4. Régimes complémentaires de retraite concernant les mandataires sociaux**

Il n'existe aucun régime complémentaire de retraite concernant les mandataires sociaux en sus des régimes complémentaires obligatoires.

### **8.5. Conventions réglementées conclues entre la Société et ses administrateurs et certains actionnaires**

Vos commissaires aux comptes ont été régulièrement informés de ces conventions qu'ils vous relatent dans leur rapport spécial. Nous vous demanderons, par conséquent, d'approuver les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, ainsi que les conventions entre MEMSCAP SA et ses filiales, conclues ou dont la réalisation s'est poursuivie au cours de l'exercice qui y sont mentionnées et les conclusions dudit rapport.

### **8.6. Actifs détenus directement ou indirectement par les dirigeants ou leur famille**

Il n'existe à ce jour, aucun actif de la Société, détenu directement ou indirectement par le dirigeant ou un membre de sa famille. De même, aucun bail immobilier n'est conclu avec une société contrôlée par le dirigeant ou sa famille.

### **8.7. Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration et de direction**

La Société n'a accordé ou constitué en faveur des membres de ses organes d'administration et de direction aucun prêt ou garantie.

### 8.8. Sommes provisionnées ou constatées aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages

Il n'existe aucun montant provisionné ou constaté au 31 décembre 2012 dans le cadre du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages au bénéfice aux mandataires sociaux.

### 8.9. Modifications intervenues au sein des organes sociaux et situation des mandats d'administrateur

Aucune modification n'est intervenue au sein des organes sociaux et concernant la situation des mandats d'administrateur au cours de l'exercice 2012.

### 8.10. Autres mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

La composition du conseil d'administration en date du 31 décembre 2012 est la suivante :

Nom	Age	Mandats et fonctions exercés dans la Société	Date de 1 <sup>ère</sup> nomination	Date d'échéance du mandat	Principales activités exercées en dehors de la Société dans le Groupe	Mandats et fonctions hors Groupe
<b>Administrateurs exerçant une fonction au sein de la Direction Générale</b>						
Jean Michel Karam	43 ans	Président Directeur général	4 juin 1998 (Renouvelé par l'assemblée générale du 10 mai 2010)	Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2015	- Président de MEMSCAP Inc., de MEMSCAP AS et de Laboratoires La Licorne S.A.S.	- Président d'IntuiSkin S.A.S., d'IntuiSkin Inc., d'IntuiSkin Ltd et d'IntuiSkin GmbH
<b>Administrateurs n'exerçant pas de fonction au sein de la Direction Générale</b>						
Joël Alanis	53 ans	Administrateur indépendant	30 mars 2005 (Renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2008)	Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2013	Néant	- Membre du Conseil de surveillance d'EMIX S.A. - Membre du conseil d'administration de Tiempo S.A.S. et d'ITRIS Square Automation. - Président de Zenith Wafers Systems S.A.S.
Bernard Courtois	65 ans	Administrateur indépendant	30 mars 2005 (Renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2008)	Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2013	Néant	- Administrateur de NanoSprint, S.A.R.L.
Christopher Pelly	57 ans	Administrateur indépendant	27 juin 2005 (Renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2008)	Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2013	Néant	Néant

A ce jour, Monsieur Jean Michel Karam est le seul administrateur exerçant une fonction au sein de la direction générale. Le conseil d'administration ne comporte pas d'administrateur élu par les salariés, ni d'administrateur représentant les salariés actionnaires. Il n'y a pas de censeur au sein du conseil d'administration.

Conformément à l'article 16 des statuts de la Société, chaque administrateur doit être propriétaire d'au moins une action MEMSCAP.

### 8.11. Fonctionnement du conseil d'administration

Le conseil d'administration s'est impliqué dans l'élaboration du plan stratégique, de la définition des budgets, des restructurations imposées par les évolutions du marché et des opportunités de croissance externe et des opérations de haut de bilan. En 2012, le conseil d'administration s'est réuni 11 fois. Le taux de présence effective a été de 95%. Le taux de présence et de représentation a été de 95%.

Les thèmes abordés sont notamment :

- l'arrêté des comptes annuels et semestriels ainsi que le chiffre d'affaires et les résultats trimestriels,
- la définition et le suivi de la stratégie du Groupe, des plans d'activité et des différents budgets,
- la stratégie de croissance organique et externe,
- le plan de financement et les opérations financières y afférentes,
- le fonctionnement du conseil d'administration.

## Comité stratégique

Le conseil d'administration de MEMSCAP dispose, depuis octobre 2003, d'un comité stratégique ayant pour objet le suivi de l'ensemble des orientations majeures relatives au fonctionnement, à l'activité et à la stratégie de MEMSCAP. Sa mission est de donner au conseil administration de la Société son avis sur les points suivants :

- Vision stratégique de la croissance organique ou externe de la Société ;
- Business plans ;
- Activités de fusions-acquisitions.

Depuis janvier 2007, ce comité est composé de 3 membres :

- Monsieur Jean Michel Karam, Président du conseil d'administration et Directeur général,
- Monsieur Bernard Courtois, administrateur indépendant,
- Monsieur Joël Alanis, administrateur indépendant.

Le comité stratégique ne s'est pas réuni au cours de l'exercice 2012, ces sujets ayant été directement suivis par le conseil d'administration.

## Comité des rémunérations

Le conseil d'administration de MEMSCAP dispose, depuis novembre 2008, d'un comité des rémunérations. Sa mission est de donner au conseil d'administration de la Société ses recommandations relatives aux points suivants :

- Rémunération, régime de retraite et prévoyance, avantages en nature et droits pécuniaires divers, y compris le cas échéant les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société, attribués au président du conseil d'administration et aux éventuels membres du conseil d'administration salariés ou mandataires sociaux ;
- Rémunération des membres du conseil d'administration.

Ce comité est composé des 3 membres suivants :

- Monsieur Jean Michel Karam, Président du conseil d'administration et Directeur général,
- Monsieur Bernard Courtois, administrateur indépendant,
- Monsieur Christopher Pelly, administrateur indépendant.

Le comité des rémunérations ne s'est pas réuni au cours de l'exercice 2012, les rémunérations des membres de la direction du Groupe et des mandataires sociaux n'ayant pas fait l'objet de modifications substantielles.

Il est par ailleurs rappelé que la Société applique les recommandations AFEP/MEDEF du 6 octobre 2008 sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées de même que les recommandations Middledent relatives à la rémunération des dirigeants à l'exception :

- Des conditions d'exercice et d'attribution définitive de stock options ou d'actions gratuites pour lesquelles la mise en œuvre de conditions de performance est recommandée. Les conditions d'exercice et d'attribution définitive des stock-options ou d'actions gratuites au sein du Groupe Memscap n'intègrent pas de conditions de performance postérieures à la date d'attribution initiale et cela pour l'ensemble des bénéficiaires qu'ils soient dirigeants, mandataires sociaux ou autres salariés. Compte tenu du fait que l'exercice et l'attribution définitive des stock-options ou d'actions gratuites pour les dirigeants s'effectuent selon des conditions identiques à ceux des autres salariés, l'exercice et l'attribution définitive de ces stocks options ou actions gratuites ne sont pas soumis à des conditions de performance à venir. Par ailleurs, il est rappelé que l'attribution initiale des stock-options ou d'actions gratuites est quant à elle directement soumise à des conditions réalisées de performance individuelle et relative à la Société (à l'exception des nouveaux entrants au sein de la Société) et vient donc en rémunération de services et de conditions de performance préalables et avérés.
- De l'exclusion du mandataire social de la composition du comité des rémunérations. M. Jean Michel Karam, unique mandataire social du Groupe MEMSCAP, fait partie du comité des rémunérations. Sa présence au sein de ce comité permet d'apporter aux membres de ce dernier, les informations opérationnelles nécessaires concernant notamment les rémunérations des membres de l'équipe dirigeante. Il est rappelé par ailleurs que la rémunération de M. Jean Michel Karam est définie en conformité avec les recommandations AFEP/MEDEF.

Il est enfin précisé que la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ne comprend pas de part variable.

## Déclaration relative au gouvernement d'entreprise

La Société se conforme à la loi et aux règlements en vigueur relatifs au gouvernement d'entreprise ainsi qu'aux pratiques de la place en la matière.

## Charte d'éthique et de bonne conduite

Le conseil d'administration du 9 juillet 2001 a adopté le principe d'élaboration d'une charte de bonne conduite des administrateurs. Le conseil d'administration du 15 octobre 2001 a adopté la charte dont le texte est reproduit ci-dessous :

*« Après avoir rappelé que les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration ou aux comités spécialisés que celui-ci décidera de créer, est tenue à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président du conseil d'administration.*

*Après avoir rappelé que les sociétés dont les titres sont négociés sur un marché réglementé sont tenues à un certain nombre d'obligations à l'égard du public au titre de l'information financière permanente, périodique et liée aux opérations financières, que si chacun des administrateurs doit assumer sa responsabilité personnelle au regard de telles obligations, le bon fonctionnement des organismes sociaux conduit à ce que seul le Président du conseil d'administration ou les personnes désignées par lui doivent s'exprimer au nom de la société pour satisfaire aux obligations susvisées.*

*Après avoir rappelé les principales obligations posées aux administrateurs et dirigeants des sociétés dont les titres sont admis aux cotations sur un marché réglementé et en particulier :*

- *Les articles L.225-109 et L.247-4 du Code de commerce sur la mise obligatoire sous la forme nominative des actions de la société détenues par les administrateurs ;*
- *L'article L.465-1 alinéas 1 et 2 du Code monétaire et financier sur le délit d'initié et le fait que les dirigeants visés à l'article L.225-109 du Code de commerce soient des initiés dits « primaires » qui sont susceptibles de disposer d'informations privilégiées sur les perspectives ou la situation de MEMSCAP et ne peuvent donc en conséquence d'une part réaliser ou permettre sciemment de réaliser, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée, une opération (achat ou vente de titres) avant que le public ait connaissance de ces informations, d'autre part communiquer à un tiers une information privilégiée en dehors du cadre normal de sa profession ou de ses fonctions ;*
- *Le règlement de la COB n° 90-08 relatif à l'utilisation d'information privilégiée ;*
- *L'article L.465-1 alinéa 3 du Code monétaire et financier qui sanctionne le fait de diffuser dans le public des informations fausses ou trompeuses sur les perspectives où la situation d'un émetteur où sur les perspectives d'évolution d'un instrument financier admis sur un marché réglementé, de nature à agir sur le cours ;*
- *Le règlement n° 98-07 relatif à l'information du public ;*
- *L'article L.465-2 du Code monétaire et financier qui incrimine le fait d'exercer ou de tenter d'exercer une manœuvre ayant pour objet d'entraver le fonctionnement régulier de marché d'un instrument financier en induisant autrui en erreur.*

*Le conseil d'administration s'engage et chacun des administrateurs à titre individuel s'engage à agir en toute hypothèse dans le respect de ces règles permettant l'intégrité du marché des titres MEMSCAP.*

*En outre, les administrateurs s'engagent à agir avec loyauté et diligence dans leurs fonctions en faisant prévaloir dans tous les cas l'intérêt social et l'intérêt commun des actionnaires.*

*En particulier chacun des administrateurs s'engage à révéler l'existence éventuelle de conflit d'intérêt avec la société et s'engage à s'abstenir de voter ou même de participer à la prise de décision du conseil d'administration au cas où un tel conflit surviendrait.*

*Chacun des administrateurs s'engage enfin à exercer sa mission avec diligence en exerçant notamment son devoir de surveillance et d'information en privilégiant la défense de l'intérêt social de MEMSCAP. »*

Cette charte a été signée par tous les administrateurs de la Société.

## Evaluation organisée de la performance du conseil d'administration

Il n'existe pas de règlement intérieur définissant les règles de fonctionnement du conseil d'administration. Toutefois, le conseil d'administration, attentif à son action, surveille des indicateurs quantitatifs (i.e. la fréquence des réunions, le taux de présence, etc.) et dresse un bilan quantitatif et qualitatif de la stratégie adoptée et des opérations menées.

### 8.12. Proposition de fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration

Aucun jeton de présence n'a été versé au titre de l'exercice 2012. Après étude de l'avis du comité des rémunérations de la Société, nous vous proposons d'attribuer, lors de l'assemblée générale du 27 juin 2013, des jetons de présence aux administrateurs de la Société au titre de l'exercice 2013. Le montant annuel global de ces jetons de présence pour tous les administrateurs ne pourra excéder 100 000 euros.



### 8.13. Etat récapitulatif des opérations mentionnées à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier

Aucune opération mentionnée à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier relative aux administrateurs ou membres de la direction n'a été déclarée au cours de l'exercice 2012.

Il est par ailleurs rappelé que dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012 et conformément aux intentions de souscription mentionnées dans le prospectus n°12-017 visé par l'AMF en date du 11 janvier 2012, Monsieur Jean Michel Karam, Président du Conseil d'administration et Directeur général, ainsi que les membres du conseil d'administration et de l'équipe dirigeante de la Société ont souscrit à titre irrévocable à hauteur de la totalité de leurs droits préférentiels de souscription ainsi qu'à titre réductible selon les règles légales d'allocation en vigueur.

Le nombre d'actions souscrit au prix unitaire de 0,85 euro lors de cette augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012 est le suivant :

- 117 647 actions souscrites par Monsieur Jean Michel Karam, Président du conseil d'administration et Directeur général.
- 35 616 actions souscrites par les membres du conseil d'administration.
- 225 actions souscrites par les membres de l'équipe dirigeante.

## 9. Situation des mandats des commissaires aux comptes

Commissaires aux comptes titulaires :	Commissaires aux comptes suppléants :
<p><b>Monsieur Jean-Marie Bourgeois</b> 1, rue Alfred de Musset 38100 Grenoble</p> <p>Date de nomination : Assemblée générale ordinaire du 10 mai 2010. Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.</p> <p><b>Ernst &amp; Young et Autres</b> 1-2, place des Saisons 92400 Courbevoie</p> <p>Date de nomination : Assemblée générale mixte du 21 novembre 2000. Date de renouvellement : Assemblée générale ordinaire du 28 juin 2012. Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.</p>	<p><b>Christian Muraz</b> 3, chemin du vieux chêne 38240 Meylan</p> <p>Date de nomination : Assemblée générale mixte du 21 juin 2007. Date de renouvellement : Assemblée générale mixte du 20 juin 2011. Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.</p> <p><b>Auditex</b> 1-2, place des Saisons 92400 Courbevoie</p> <p>Date de nomination : Assemblée générale mixte du 27 juin 2006. Date de renouvellement : Assemblée générale ordinaire du 28 juin 2012. Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.</p>

L'assemblée générale du 28 juin 2012 a reconduit en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire, la société Ernst & Young & Autres (1-2, place des Saisons, 92400 Courbevoie) pour une durée de 6 ans, la date du présent mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. De même, cette assemblée a reconduit en qualité de co-commissaire aux comptes suppléant, la société Auditex (1-2, place des Saisons, 92400 Courbevoie) pour une durée de 6 ans, la date du présent mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## 10. Capital social

### 10.1. Répartition du capital social

A la connaissance de la Société, les principaux actionnaires au 31 décembre 2012 étaient les suivants :

Actionnaires	Nombre d'actions	%	Nombre de votes	%
Jean Michel Karam	425 006	7,00%	710 365	11,03%
Bernard Courtois	76 050	1,25%	124 401	1,93%
Autres administrateurs	36 676	0,60%	38 935	0,60%
<b>Sous-total Administrateurs</b>	<b>537 732</b>	<b>8,85%</b>	<b>873 701</b>	<b>13,56%</b>
Autres actionnaires au nominatif	53 820	0,89%	94 524	1,47%
Public au porteur	5 471 838	90,13%	5 471 838	84,97%
Contrat de liquidité	7 621	0,13%	--	--
<b>Total</b>	<b>6 071 011</b>	<b>100,00%</b>	<b>6 440 063</b>	<b>100,00%</b>

## **10.2. Franchissement de seuil**

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce et de nos statuts et compte tenu des informations reçues en application des articles L.233-7 et L.233-12 dudit code, nous vous indiquons ci-après l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus (i) du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales ; (ii) de 3% du capital ou des droits de vote ou une fraction égale à un multiple de 3% du capital ou des droits de vote et ce, jusqu'à 33% du capital social ou des droits de vote inclus.

- Jean Michel Karam possède plus de 5% du capital social et plus de 10% des droits de vote.

Les actionnaires énumérés ci-dessus bénéficient d'un droit de vote double.

Ofivalmo Gestion, 1 rue Vernier, 75 017 Paris, a informé la Société que la SICAV Ofi Smidcap a franchi le 21 juin 2005 à la hausse le seuil des 3% du capital.

La Société Privée de Gestion de Patrimoine (SPGP) a déclaré en date du 26 septembre 2005, le franchissement à la hausse du seuil de 10% du capital. (Publication AMF – 205C1602). La Société Privée de Gestion de Patrimoine (SPGP), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 13 juillet 2008, par suite d'une cession d'actions MEMSCAP sur le marché, le seuil de 10% du capital de la société MEMSCAP (Publication AMF – 208C1387). La Société Privée de Gestion de Patrimoine (SPGP), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi en baisse, le 6 octobre 2008, par suite d'une cession d'actions MEMSCAP sur le marché, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société MEMSCAP et détenir, pour le compte desdits fonds, 226 576 actions MEMSCAP représentant autant de droits de vote, soit 4,81% du capital et 4,33% des droits de vote de cette société. Le déclarant a par ailleurs précisé détenir, au 24 octobre 2008, 156 547 actions MEMSCAP représentant autant de droits de vote, soit 3,32% du capital et 2,99% des droits de vote (Publication AMF – 208C1963).

La Société Financière de Champlain a déclaré en date du 23 mai 2006, le franchissement à la hausse du seuil de 5% du capital. (Publication AMF – 206C1094). La Société Financière de Champlain a déclaré en date du 13 septembre 2006, le franchissement à la baisse du seuil de 5% du capital. (Publication AMF – 206C1770).

AGF Asset Management a déclaré en date du 20 novembre 2007, le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 3% du capital par l'intermédiaire de ses fonds communs de placement AGF Opéra et AGF Invest.

La société anonyme Seventure Partners, agissant pour le compte d'un fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 15 et le 17 septembre 2009, respectivement les seuils de 5% des droits de vote et 5% du capital de la société MEMSCAP et détenir, pour le compte dudit fonds, 232 091 actions MEMSCAP représentant autant de droits de vote, soit 4,92% du capital et 4,51% des droits de vote (Publication AMF – 209C1201).

La société Otus Capital Management a déclaré en date du 2 août 2011, le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 3% du capital.

A la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire que ceux mentionnés ci-dessus n'a fait depuis l'exercice 2005 de déclaration mentionnant qu'il détient plus de 3% du capital ou des droits de vote de façon directe, indirecte ou de concert.

## **10.3. Participation des salariés au capital**

En application de l'article L.225-23 du Code de commerce, la Société doit être invitée à faire participer à votre conseil d'administration un ou plusieurs représentants des salariés actionnaires lorsque ces derniers détiennent au moins 3% du capital social. Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés (1) au capital social au dernier jour de l'exercice écoulé, soit le 31 décembre 2012.

A cette date, les salariés ne détenaient aucune action de la Société. Nous vous rappelons que les actions qui doivent être prises en compte pour le recensement des actionnaires salariés sont les actions des salariés qui sont l'objet d'une gestion collective ou dont les intéressés n'ont pas la libre disposition, à savoir :

- les actions figurant dans des plans d'épargne d'entreprise ou des plans partenariaux d'épargne salariale volontaire,
- les actions figurant dans des fonds commun de placement d'entreprise,
- les actions détenues directement par les salariés au titre des privatisations et de la participation aux résultats de l'entreprise durant la période d'inaccessibilité.

---

<sup>1</sup> Sont concernés ici les salariés de la Société et le personnel des sociétés dont 10% au moins du capital social est détenu par la Société.

#### 10.4. Modifications intervenues dans le capital social

##### Capital social

Au 31 décembre 2012, le montant du capital social s'élève à 1 517 752,75 euros correspondant à 6 071 011 actions ordinaires de 0,25 euro de valeur nominale. Ces actions sont entièrement libérées.

##### Nature et caractéristiques principales des titres de la Société

Les actions de la Société sont des actions ordinaires de même catégorie et sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Les actions de la Société ont été admises aux négociations sur le Nouveau Marché le 1<sup>er</sup> mars 2001. Ces actions sont actuellement admises aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext, compartiment C. Le code ISIN des actions MEMSCAP est FR0010298620 avec un code mnémorique MEMS. Compte tenu des droits de vote double qui sont conférés aux actions détenues en nominatif depuis plus de deux ans, le nombre total de droits de vote réel, déduction faite des actions auto-détenues, attachés au capital est de 6 440 063 au 31 décembre 2012 (2011 : 5 078 600 droits de vote).

##### Evolution du nombre d'actions

Réunis en assemblée générale extraordinaire en date du 21 décembre 2011, les actionnaires de la Société ont approuvé la réduction de capital d'un montant de 8 251 860,75 euros par diminution de la valeur nominale de 2 euros à 0,25 euro par action. Sous délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration de la Société a procédé en date du 2 janvier 2012 à la réalisation définitive de cette opération. Le capital avant réduction s'élevant à 9 430 698 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,00 euros, a ainsi été ramené à 1 178 837,25 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le montant de cette réduction de capital, soit 8 251 860,75 euros, a été affecté au compte prime d'émission.

Cette opération de réduction de capital, non motivée par l'apurement de pertes comptables antérieures, a été réalisée dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription finalisée le 7 février 2012, la valeur nominale des actions de la Société de 2,00 euros pouvant faire obstacle à la réalisation d'une opération de levée de fonds compte tenu de la valorisation boursière des actions de MEMSCAP.

Suite à cette augmentation de capital d'un montant de 1 152 312,70 euros, le capital de la Société a été porté à compter du 7 février 2012 à 1 517 752,75 euros divisé en 6 071 011 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le compte primé d'émission a quant à lui été augmenté d'un montant net de frais de 788 334,26 euros.

<i>Actions ordinaires émises et entièrement libérées (Données sociales – MEMSCAP, S.A.)</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Capital social</i>	<i>Primes d'émission</i>
	<i>Milliers</i>	<i>€000</i>	<i>€000</i>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 .....	4 714	9 428	10 699
Exercice d'options d'achat et de bons de souscription d'actions .....	1	3	2
Au 31 décembre 2011 .....	4 715	9 431	10 701
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 .....	4 715	9 431	10 701
Réduction de capital (2 janvier 2012).....	--	(8 252)	8 252
Augmentation de capital en numéraire (7 février 2012) .....	1 356	339	788
Imputation du report à nouveau sur les primes d'émission (28 juin 2012) .....	--	--	(2 325)
Au 31 décembre 2012.....	6 071	1 518	17 416

Il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices. La Société a l'intention de réinvestir ses bénéfices pour financer sa croissance future et n'envisage pas de procéder à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2012.

##### Titres non représentatifs du capital social

Il n'existe pas de titres non représentatifs du capital social.

## 10.5. Actions propres

### Nombre d'actions détenues en propre

La Société dispose d'un programme de rachat d'actions portant au maximum sur 10% de son capital. Dans le cadre des autorisations qui lui ont été consenties par votre assemblée générale du 28 juin 2012, elle dispose d'un contrat de liquidité géré par CM CIC-Securities. Dans le cadre de ces autorisations, la Société a réalisé sur ses propres titres les opérations suivantes dans le cadre du contrat de liquidité avec la société CM-CIC Securities.

<i>Opérations réalisées dans le cadre du contrat de liquidité avec la Société CM-CIC Securities du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012 (*)</i>	
% de capital auto-détenu de manière directe ou indirect au 31 décembre 2012	0,13%
Nombre d'actions achetées	237 944
Nombre d'actions vendues	243 105
Nombre d'actions annulées	--
Nombre de titres détenus en portefeuille au 31 décembre 2012	7 621
Valeur nette comptable du portefeuille au 31 décembre 2012	17 230 €
Valeur de marché du portefeuille au 31 décembre 2012	17 230 €

(\*) *Quote-part MEMSCAP : 100%*

Le coût d'acquisition des actions propres détenues à la clôture de l'exercice 2012 a été déduit des capitaux propres consolidés pour un montant de 132 000 euros en conformité avec les normes IFRS (2011 : 140 000). Au 31 décembre 2012, le montant de la dépréciation cumulée relative aux actions propres détenues s'établit à 114 000 euros (2011 : 127 000 euros). Cette dépréciation est comptabilisée en diminution des capitaux propres consolidés.

### Autorisations données par l'assemblée générale

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation précédemment donnée à votre conseil et d'approuver à l'assemblée générale annuelle du 27 juin 2013, l'autorisation à donner en vue de permettre à la Société d'opérer sur ses propres actions.

Cette délégation permettra à votre conseil de procéder à l'achat, la cession et le transfert par la Société de ses propres actions représentant jusqu'à 10% du nombre des actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, ou représentant jusqu'à 5% du nombre d'actions composant le capital social de la Société à quelque moment que ce soit, s'il s'agit d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport.

-- L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués en une ou plusieurs fois par tous moyens, en particulier par interventions sur le marché ou hors marché, y compris par transactions sur blocs de titres ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés, tels des options ou des bons, ou tout autre moyen permettant un transfert de propriété conditionnel à terme desdites actions, et à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, notamment en conformité avec la réglementation européenne et la réglementation AMF relative aux rachats d'actions. Les actions pourront en outre faire l'objet de prêts, conformément aux dispositions des articles L.432-6 et suivants du Code monétaire et financier. La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transaction de blocs n'est pas limitée.

-- Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique, dans le respect de la réglementation en vigueur ;

-- Le prix maximum d'achat est fixé à 6,50 euros par action de 0,25 euro de nominal.

-- Le prix d'achat des actions sera ajusté par le conseil d'administration en cas d'opérations financières sur la Société dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

-- En cas d'opérations sur le capital, notamment augmentation du capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas de division ou de regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et à ce nombre après l'opération ;

-- Les acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise à la Société dans le cadre des recommandations et réglementations de l'AMF, soit :

(i) de respecter les obligations de délivrance d'actions contractées à l'occasion (a) de l'émission de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, (b) de programmes et /ou décisions de consentir des options d'achat d'actions de la Société aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et/ou de son groupe, et aux membres du « Technical Advisory Board », ou de leur proposer d'acquérir des actions dans les conditions prévues par le Code du travail et le Code de commerce (c) de l'éventuelle attribution d'actions gratuites aux salariés et aux mandataires sociaux du groupe, (d) d'attributions d'actions de la Société dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (e) de tout autre engagement de ce type mettant à la charge de la Société une obligation de délivrance d'actions de la Société ;

(ii) de conserver, céder ou généralement transférer les actions, en tout ou partie, notamment en procédant à des remises de titres à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe dans le cadre de la réglementation boursière ;

(iii) d'acheter et/ou vendre des actions en fonction des situations de marché, d'assurer la liquidité du marché de l'action, de régulariser le cours de bourse de son action en application d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers et conclu avec un prestataire de services d'investissement ;

(iv) de réduire le capital de la Société en application de la dix-septième résolution de l'assemblée générale du 20 juin 2011.

L'assemblée donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour passer tous ordres, conclure tous accords, signer tous actes d'achat, de cession ou de transfert, tenir les registres d'achats et ventes d'actions, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès des organismes et généralement faire le nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre de la présente autorisation.

Cette autorisation est donnée pour une durée de 18 mois à compter du 27 juin 2013. Elle annule et remplace la précédente autorisation consentie par l'assemblée générale du 28 juin 2012.

#### **Nombre d'actions détenues par l'intermédiaire de filiales**

Aucune filiale ne détient d'actions de la Société.

#### ***10.6. Souscription, achat ou prise en gage par la Société de ses propres actions dans le cadre de l'intéressement du personnel aux résultats de l'entreprise***

Néant.

## 10.7. Options de souscription et/ou d'achat d'actions consenties aux salariés de la Société

### Détails des plans d'options de souscription d'actions

Les tableaux suivants présentent pour chaque plan d'options de souscription d'achat d'actions : la date de l'assemblée générale qui a autorisé le plan, la date du conseil d'administration qui a arrêté les modalités du plan, le nombre d'actions nouvelles qui peuvent être souscrites avec le nombre d'options de souscription attribuées par le plan, le nombre d'actions nouvelles pouvant être souscrites par les mandataires sociaux et par les dix premiers attributaires salariés de chaque plan, le point de départ d'exercice des options, la date d'expiration, le prix de souscription, le nombre d'actions souscrites jusqu'au 31 décembre 2012, le nombre total d'actions annulées jusqu'au 31 décembre 2012 et le nombre total d'actions restantes au 31 décembre 2012.

Conformément à l'article L. 228-99 du Code de commerce, les conditions de souscription, les bases de conversion ainsi que les modalités d'attribution relatives aux plans de d'options de souscription d'actions ont fait l'objet d'un ajustement afin de tenir compte de l'incidence de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription du 7 février 2012. Les données suivantes sont donc ajustées de l'incidence de cette augmentation de capital.

	Plan 10	Plan 11	Plan 12	Plan 13
Date d'assemblée	20 juin 2003	20 juin 2003	20 juin 2003	27 juin 2005
Date du conseil d'administration	17 mai 2004	24 janv. 2005	21 avril 2005	30 juin 2005
Nombre total d'options attribuées	613 000	568 500	23 500	1 318 500
Nombre total d'actions correspondant	19 729	18 300	756	42 427
- Dont mandataires sociaux	3 219	--	--	32 179
- Dont 10 premiers attributaires salariés	9 173	18 253	756	10 249
Date de départ d'exercice des options	(1)	(2)	(3)	(4)
Date d'expiration des options	17 mai 2012	24 janv. 2013	21 avril 2013	30 juin 2013
Prix de souscription par action	8,70 €	9,63 €	7,77 €	8,08 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 déc. 2012	612	3 865	--	--
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	19 117	6 049	611	41 397
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 déc. 2012 sur des options précédemment consenties et non encore exercées	--	8 386	145	1 030

(1) Sur les 613 000 options :

- Pour 257 000 options : L'exercice est de 25% actions exerçables et vendables par an à la date d'anniversaire de l'attribution.
- Pour 356 000 options : L'exercice est de 25% d'actions exerçables par an à la date d'anniversaire de l'attribution. Ces options sont vendables à partir du 17 mai 2008.

(2) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% à partir du 24 janvier 2006 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.

(3) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% chaque année à la date anniversaire de leur attribution.

(4) Ces options peuvent être exercées :

- Pour 2 salariés (31 500 options) à hauteur de 25% au 30 juin 2006 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.
- Pour 4 administrateurs et 7 salariés (1 287 000 options) à hauteur de 25% chaque année à la date d'anniversaire de leur attribution.

	<i>Plan 14</i>	<i>Plan 15</i>	<i>Plan 16</i>	<i>Plan 17</i>
Date d'assemblée	27 juin 2005	27 juin 2005	27 juin 2005	27 juin 2006
Date du conseil d'administration	2 sept. 2005	22 oct. 2005	20 fév. 2006	21 juin 2007
Nombre total d'options attribuées	1 850 000	320 000	3 659 200	116 625
Nombre total d'actions correspondant	59 550	10 303	117 828	150 126
- Dont mandataires sociaux	59 550	--	--	68 868
- Dont 10 premiers attributaires salariés	59 550	10 303	92 577	92 521
Date de départ d'exercice des options	(5)	(6)	(6)	(6)
Date d'expiration des options	2 sept. 2013	22 oct. 2013	20 fév. 2014	21 juin 2015
Prix de souscription par action	9,32 €	10,25 €	11,18 €	15,84 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 déc. 2012	--	--	1 611	--
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	--	322	61 952	76 270
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 déc. 2012 sur des options précédemment consenties et non encore exercées	59 550	9 981	54 265	73 856

(5) Ces options peuvent être exercées :

- a. Pour 1 600 000 options à hauteur de 25% au 1er janvier 2005 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.
- b. Pour 250 000 options à hauteur de 25% au 30 juin 2006, 2007, 2008 et 2009.

(6) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% chaque année à la date anniversaire de leur attribution.

	<i>Plan 18</i>	<i>Plan 19</i>	<i>Plan 20</i>
Date d'assemblée	30 juin 2009	30 juin 2009	20 juin 2011
Date du conseil d'administration	24 fév. 2010	25 fév. 2011	7 fév. 2012
Nombre total d'options attribuées	185 000	20 000	40 000
Nombre total d'actions correspondant	238 673	25 731	40 000
- Dont mandataires sociaux	32 254	--	--
- Dont 10 premiers attributaires salariés	154 815	25 731	40 000
Date de départ d'exercice des options	(7)	(7)	(7)
Date d'expiration des options	24 fév. 2018	25 fév. 2019	7 fév. 2020
Prix de souscription par action	1,62 €	3,42 €	1,29 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 déc. 2012	1 613	--	--
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	19 351	6 432	--
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 déc. 2012 sur des options précédemment consenties et non encore exercées	217 709	19 299	40 000

(7) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% chaque année à la date anniversaire de leur attribution.

### Détails des plans d'actions gratuites

Le tableau ci-dessous présente pour chaque plan d'actions gratuites : la date de l'assemblée générale qui a autorisé le plan, la date du conseil d'administration qui a arrêté les modalités du plan, le nombre total d'actions gratuites attribuées, le nombre d'actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux et aux dix premiers attributaires salariés de chaque plan, les périodes d'acquisition et de conservation, le cours de l'action au moment de l'attribution ainsi que le nombre d'actions acquises, annulées et restantes au 31 décembre 2012.

<i>Plan 1</i>	
Date d'assemblée	20 juin 2011
Date du conseil d'administration	7 fév. 2012
Nombre total d'actions gratuites attribuées	50 000
- Dont mandataires sociaux	--
- Dont 10 premiers attributaires salariés	50 000
Période d'acquisition	Du 7 fév. 2012 au 6 fév. 2014
Période de conservation	Du 7 fév. 2014 au 6 fév. 2016
Cours de l'action au moment de l'attribution	1,46 €
Conditions de performance	Non
Nombre total d'actions acquises au 31 déc. 2012	50 000
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	--
Nombre total d'actions restantes au 31 déc. 2012	50 000

### Synthèse des options de souscription d'actions et d'actions gratuites

La variation du nombre total d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites, exprimé en nombre d'actions, s'analyse comme suit :

<i>(en nombre d'actions)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture.....	360 161	348 121
Ajustement des conditions de conversion des options de souscription d'actions restantes suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012.....	104 010	--
Options de souscription d'actions attribuées.....	40 000	20 000
Actions gratuites attribuées.....	50 000	--
Options de souscription d'actions exercées.....	--	(1 250)
Options de souscription d'actions annulées.....	(19 950)	(6 710)
Solde à la clôture.....	534 221	360 161

Les données présentées au titre de l'exercice 2012 tiennent compte des réajustements sur le prix de souscription et le nombre d'actions pouvant être souscrites suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012.

La dilution potentielle s'établit à 8,09% du capital au 31 décembre 2012 (2011 : 7,10%). Le tableau suivant détaille le nombre d'actions relatif aux options de souscription d'actions, le prix moyen pondéré des prix d'exercice (PMPE), ainsi que leurs variations sur l'exercice :

<i>(En nombre d'actions)</i>	<i>2012</i>		<i>2011</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>PMPE</i>	<i>Nombre</i>	<i>PMPE</i>
En circulation au 1 <sup>er</sup> janvier.....	360 161	8,60 €	348 121	8,78 €
Ajustement des conditions de conversion des options de souscription d'actions restantes suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012.....	104 010	(1,93) €	--	--
Attribuées sur l'exercice.....	40 000	1,29 €	20 000	4,40 €
Exercées sur l'exercice.....	--	--	(1 250)	2,09 €
Déchues sur l'exercice.....	(14 339)	7,26 €	(6 037)	5,91 €
Expirées sur l'exercice.....	(5 611)	8,70 €	(673)	18,00 €
En circulation au 31 décembre.....	484 221	6,18 €	360 161	8,60 €
Exercçables au 31 décembre.....	320 892	8,47 €	214 855	12,83 €

Les données présentées au titre de l'exercice 2012 tiennent compte des réajustements sur le prix de souscription et le nombre d'actions pouvant être souscrites suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012.

La durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée des options au 31 décembre 2012 est de 3,75 années (2011 : 4,38 années).



## 11. Informations boursières

### Evolution du cours de l'action

(Du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2012)

La Société est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment C) et précédemment sur le Nouveau Marché et ce depuis le 1<sup>er</sup> mars 2001. Les actions de la Société sont cotées sous les codes suivants :

- Code ISIN FR0010298620.
- Code mnémonique MEMS.

Mois	Cours cotés (en euros)				Volume transactions mensuel (en milliers)	Capitalisation (en millions d'euros)
	Ouverture	+ haut	+ bas	Clôture		
<b>2012</b>						
Décembre	2,00	2,37	1,95	2,27	962	13,8
Novembre	1,58	2,07	1,54	2,04	1 285	12,4
Octobre	1,27	1,82	1,20	1,58	1 289	9,6
Septembre	1,29	1,37	1,24	1,28	193	7,8
Août	1,18	1,40	1,11	1,28	254	7,8
Juillet	1,31	1,50	1,05	1,20	205	7,3
Juin	1,11	1,45	0,99	1,32	545	8,0
Mai	1,28	1,29	1,05	1,13	299	6,9
Avril	1,54	1,63	1,15	1,28	241	7,8
Mars	1,61	1,84	1,51	1,53	613	9,3
Février	1,99	1,99	1,42	1,60	1 785	9,7
Janvier	0,96	2,40	0,91	1,89	1 377	11,5
<b>2011</b>						
Décembre	0,78	1,19	0,72	1,01	417	4,8
Novembre	1,63	1,64	0,75	0,75	463	3,5
Octobre	1,65	1,81	1,46	1,64	75	7,7
Septembre	2,19	2,19	1,50	1,65	123	7,8
Août	1,97	2,30	1,50	2,20	408	10,4
Juillet	3,29	3,35	1,85	1,98	368	9,3
Juin	3,23	3,71	3,04	3,29	339	15,5
Mai	3,80	3,99	2,95	3,30	342	15,6
Avril	4,39	4,60	3,80	4,05	185	19,1
Mars	4,40	4,62	4,10	4,30	183	20,3
Février	4,07	4,68	4,07	4,50	259	21,2
Janvier	4,10	4,84	3,95	4,07	254	19,2
<b>2010</b>						
Décembre	3,18	4,20	2,91	4,10	212	19,3
Novembre	4,34	4,39	3,11	3,18	173	15,0
Octobre	3,61	4,71	3,60	4,36	247	20,6
Septembre	2,83	4,04	2,80	3,65	446	17,2
Août	2,62	2,85	2,60	2,85	221	13,4
Juillet	2,29	2,75	2,15	2,70	215	12,7
Juin	2,09	2,44	1,95	2,29	141	10,8
Mai	2,70	2,70	1,92	2,12	316	10,0
Avril	2,30	2,90	2,30	2,66	419	12,5
Mars	2,03	2,30	1,92	2,30	424	10,8
Février	2,18	2,23	1,90	2,02	255	9,5
Janvier	2,24	2,43	2,15	2,22	256	10,5

Sources Euronext / Société

L'action a clôturé à 2,27 euros le 31 décembre 2012 contre 1,01 euros le 31 décembre 2011. La capitalisation boursière est donc passée de 4,8 millions d'euros au 31 décembre 2011 à 13,8 millions d'euros au 31 décembre 2012. Au cours de l'exercice 2012, le cours de clôture journalier de l'action a été pour le plus haut 2,40 euros, pour le plus bas 0,91 euro et en moyenne 1,44 euros. Le volume total des titres échangés en 2012 atteignait 9 048 267 actions et le volume de titres échangés par jour atteint une moyenne annuelle de 35 345.

## Calendrier de communication financière de la société

Pour l'exercice 2013 en cours, le calendrier prévisionnel de communication financière de la Société est le suivant :

- Publication des résultats annuels 2012 :	26 mars 2013
- Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 1 <sup>er</sup> trimestre 2013 :	30 avril 2013
- Assemblée générale des actionnaires :	27 juin 2013
- Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2013 :	26 juillet 2013
- Publication des résultats semestriels au 30 juin 2013 :	30 août 2013
- Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2013 :	25 octobre 2013
- Publication du chiffre d'affaires et des résultats du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2013 :	28 janvier 2014
- Publication des résultats annuels 2013 :	Mars 2014

## Eléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique

Conformément à l'article L.225-100-3 du Code de commerce, nous vous indiquons qu'il existe des accords commerciaux conclus par la Société qui prendraient fin en cas de changement de contrôle de la Société, et qui ne peuvent être divulgués car une telle divulgation porterait gravement atteinte aux intérêts de la Société.

## 12. Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce

Vos commissaires aux comptes ont été régulièrement informés de ces conventions qu'ils vous relatent dans leur rapport spécial. Nous vous demanderons, par conséquent, d'approuver les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, ainsi que les conventions entre MEMSCAP S.A. et ses filiales, conclues ou dont la réalisation s'est poursuivie au cours de l'exercice qui y sont mentionnées et les conclusions dudit rapport.

## 13. Rapport spécial du conseil d'administration sur les options de souscription et d'achat d'actions

Conformément aux dispositions de l'article L.225-184 du Code de commerce, votre conseil d'administration vous informe, dans son rapport spécial, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L.225-177 à L.225-186 du Code de commerce concernant les opérations de souscription et d'achat d'actions.

## 14. Rapport spécial du conseil d'administration sur la réalisation des opérations de rachat d'actions

Conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce, votre conseil d'administration vous informe, dans son rapport spécial, des opérations de rachat d'actions réalisées en vertu de l'autorisation donnée par votre assemblée générale annuelle du 28 juin 2012.

## 15. Rapport complémentaire du conseil d'administration prévu à l'article L.225-129-5 du Code de commerce

Néant.

## 16. Modification des statuts

En application des délégations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 21 décembre 2011, le conseil d'administration a adopté les modifications des statuts suivantes :

- Conseil d'administration du 2 janvier 2012 (*Modification de l'article 6 ainsi que l'annexe des statuts*)

### "6. CAPITAL SOCIAL

*Le capital social est fixé à la somme de 1.178.837,25 euros divisé en 4.715.349 actions de 0,25 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées et de même catégorie. Les modifications successives du capital social, les apports en nature ou en numéraire reçus par MEMSCAP et les conditions de leur rémunération sont rappelés en annexe aux présents statuts."*

"Nouvel alinéa en annexe aux statuts :

Le conseil d'administration du 2 janvier 2012 a constaté la réduction de capital d'un montant de 8.251.860,75 euros par affectation à due concurrence du compte "Prime d'émission". La valeur nominale des actions a été portée à 0,25 euro."

- Conseil d'administration du 7 février 2012 (Modification de l'article 6 ainsi que l'annexe des statuts)

#### "6. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 1.517.752,75 euros divisé en 6.071.011 actions de 0,25 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées et de même catégorie. Les modifications successives du capital social, les apports en nature ou en numéraire reçus par MEMSCAP et les conditions de leur rémunération sont rappelés en annexe aux présents statuts."

"Nouvel alinéa en annexe aux statuts :

Le conseil d'administration du 7 février 2012 a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 338.915,50 euros par versement en numéraire et émission de 1.355.662 actions nouvelles. "

## 17. Autorisations financières au conseil d'administration

### Tableau récapitulatif des autorisations en cours de validité

#### Assemblée générale du 20 juin 2011

Délégation accordée	Assemblée générale	Montant / Limite	Utilisée
Délégation de compétences donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, le cas échéant avec un délai de priorité dans les conditions prévues aux articles L.225-129, L.225-129-2, L.225-135, L.225-136, L.228-91 et L.228-92 du Code de commerce. (Durée de 26 mois à compter du 20 juin 2011)	20 juin 2011 10 <sup>o</sup> résolution	Montant maximal des actions émises ne pouvant dépasser le plus élevé de 2.000.000 euros s'agissant du montant nominal de l'augmentation de capital ou de 20.000.000 euros s'agissant du montant global de l'augmentation de capital (prime d'émission incluse). Montant maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société ne pouvant pas dépasser le plafond de 20.000.000 euros.	Non
Délégation de compétences donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social, soit par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la société, de bons et/ou de valeurs mobilières composées donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société ou de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, dans les conditions prévues aux articles L.225-129, L.225-129-2, L.228-91 et L.228-92 du Code de commerce, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dans les conditions de l'article L.225-130 du Code de commerce. (Durée de 26 mois à compter du 20 juin 2011)	20 juin 2011 11 <sup>o</sup> résolution	Montant maximal des actions émises ne pouvant dépasser le plus élevé de 2.000.000 euros s'agissant du montant nominal de l'augmentation de capital ou de 20.000.000 euros s'agissant du montant global de l'augmentation de capital (prime d'émission incluse). Montant maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société ne pouvant pas dépasser le plafond de 20.000.000 euros.	Oui – Dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant de 1.152.313 euros (Prime d'émission incluse), finalisée le 7 février 2012 (Cf. Section 1 du présent Rapport annuel).
Autorisation donnée au conseil d'administration, dans la limite de 10% du capital de la Société par an, à fixer le prix d'émission des augmentations de capital réalisées sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions de l'article L.225-136 du Code de commerce. (Durée de 26 mois à compter du 20 juin 2011)	20 juin 2011 12 <sup>o</sup> résolution	Fixation du prix d'émission des actions conformément à l'article L. 225-136 1 <sup>o</sup> du Code de commerce et ce, dans la limite du 10 % du capital social par an. Prix d'émission ne pouvant être inférieur à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 30%.	Non

Délégation donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation de capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en période d'offre publique, pour autant que les augmentations de capital visées s'inscrivent dans le cours normal de l'activité de la Société et que leur mise en œuvre ne soit pas susceptible de faire échouer l'offre publique, dans les conditions de l'article L.233-32 du Code de commerce. (Durée de 26 mois à compter du 20 juin 2011)	20 juin 2011 13° résolution	Cf. Résolutions 11° à 12°.	Non
Délégation donnée au conseil d'administration pour l'attribution d'options de souscription et/ou d'achat d'actions de la société dans les conditions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce. (Durée de 38 mois à compter du 20 juin 2011)	20 juin 2011 14° résolution	Nombre d'actions résultant des options de souscription ou d'achat d'actions ouvertes ou non encore levées ne pouvant être supérieur à 10% du capital de la société, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés en vertu de la réglementation en vigueur.	Oui - Dans le cadre de plans d'options approuvés par le conseil d'administration du 25 février 2011 et du 7 février 2012 conduisant à l'attribution de 60 000 stocks options.
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet d'attribuer des actions gratuites, existantes ou à créer, au profit de certains membres salariés du personnel, de catégories de salariés ou de mandataires sociaux, dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce. (Durée de 38 mois à compter du 20 juin 2011)	20 juin 2011 15° résolution	Nombre total des actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pouvant pas excéder 5% du capital social.	Oui - Dans le cadre d'un plan d'actions gratuites approuvé par le conseil d'administration du 7 février 2012 conduisant à l'attribution de 50 000 actions gratuites.
Délégation donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation de capital social par émission d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée aux adhérents à un plan d'épargne de la Société, dans les conditions des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail et L.225-138-1 du Code de commerce.	20 juin 2011 16° résolution	Résolution rejetée par l'assemblée générale du 20 juin 2011.	Néant
Délégation donnée au conseil d'administration de réduire le capital par annulation d'actions. (Durée de 24 mois à compter du 20 juin 2011)	20 juin 2011 17° résolution	Réduction autorisée dans la limite de 10% du capital social.	Non
<b>Assemblée générale du 21 décembre 2011</b>			
<b>Délégation accordée</b>	<b>Assemblée générale</b>	<b>Montant / Limite</b>	<b>Utilisée</b>
Délégation donnée au conseil d'administration en vue de procéder à la réduction de capital par diminution de la valeur nominale de l'action. (Durée de 12 mois à compter du 21 décembre 2011)	21 décembre 2011 2° résolution	Délégation de pouvoir au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour procéder à la réduction de capital telle qu'approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2011, pour effectuer toute formalité prévue par l'article L.225-205 du Code de commerce, pour constater la réalisation définitive de cette réduction de capital, pour y sursoir le cas échéant, pour procéder à l'affectation du montant de la réduction de capital au compte prime d'émission, pour modifier corrélativement les statuts et, d'une manière générale, pour faire tout ce qui est nécessaire à la réalisation de cette opération.	Oui - Dans le cadre de la réduction du capital par diminution de la valeur nominale de l'action finalisée le 2 janvier 2012. (Cf. Section 1 du présent Rapport annuel).

## Assemblée générale du 28 juin 2012

Délégation accordée	Assemblée générale	Montant / Limite	Utilisée
Délégation donnée au conseil d'administration en vue de permettre à la société d'opérer sur ses propres actions. (Durée de 18 mois à compter du 28 juin 2012)	28 juin 2012 6° résolution	Achat, cession et transfert par la société de ses propres actions représentant jusqu'à 10% du nombre des actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, ou représentant jusqu'à 5% du nombre des actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, s'il s'agit d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport.	Oui - Dans le cadre d'un contrat de liquidité avec le CM CIC Securities.

## Renouvellement et délégation des autorisations financières

Nous vous proposons de renouveler les délégations suivantes accordées au conseil d'administration. Ces délégations sont en accord avec les pratiques habituelles et les recommandations en la matière en termes de montant, plafond et durée.

## Assemblée générale mixte du 27 juin 2013

**Sixième résolution** (Autorisation à donner en vue de permettre à la société d'opérer sur ses propres actions) -- L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce et des articles du règlement général de l'Autorité des marchés financiers ou de toute disposition qui viendrait s'y substituer, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la société à procéder à l'achat, la cession et le transfert par la société de ses propres actions représentant jusqu'à 10% du nombre des actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, ou représentant jusqu'à 5% du nombre d'actions composant le capital social de la société à quelque moment que ce soit, s'il s'agit d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport.

-- L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués en une ou plusieurs fois par tous moyens, en particulier par interventions sur le marché ou hors marché, y compris par transactions sur blocs de titres ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés, tels des options ou des bons, ou tout autre moyen permettant un transfert de propriété conditionnel à terme desdites actions, et à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, notamment en conformité avec la réglementation européenne et la réglementation AMF relative aux rachats d'actions. Les actions pourront en outre faire l'objet de prêts, conformément aux dispositions des articles L.432-6 et suivants du Code monétaire et financier. La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transaction de blocs n'est pas limitée ;

-- Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique, dans le respect de la réglementation en vigueur ;

-- Le prix maximum d'achat est fixé à 6,50 euros par action de 0,25 euro de nominal ;

-- Le prix d'achat des actions sera ajusté par le conseil d'administration en cas d'opérations financières sur la société dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

-- En cas d'opérations sur le capital, notamment augmentation du capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas de division ou de regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et à ce nombre après l'opération ;

-- Les acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise à la société dans le cadre des recommandations et réglementations de l'AMF, soit :

- (i) de respecter les obligations de délivrance d'actions contractées à l'occasion (a) de l'émission de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, (b) de programmes et /ou décisions de consentir des options d'achat d'actions de la société aux salariés et aux mandataires sociaux de la société et/ou de son groupe, et aux membres du « Technical Advisory Board », ou de leur proposer d'acquérir des actions dans les conditions prévues par le Code du travail et le Code de commerce, (c) de l'éventuelle attribution d'actions gratuites aux salariés et aux mandataires sociaux du groupe, (d) d'attributions d'actions de la société dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (e) de tout autre engagement de ce type mettant à la charge de la société une obligation de délivrance d'actions de la société ;
- (ii) de conserver, céder ou généralement transférer les actions, en tout ou partie, notamment en procédant à des remises de titres à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe dans le cadre de la réglementation boursière ;
- (iii) d'acheter et/ou vendre des actions en fonction des situations de marché, d'assurer la liquidité du marché de l'action, de régulariser le cours de bourse de son action en application d'un contrat de liquidité conforme à la charte de

déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers et conclu avec un prestataire de services d'investissement ;

- (iv) de réduire le capital de la société en application de la seizième résolution de la présente assemblée générale, sous réserve de son adoption.

L'assemblée donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour passer tous ordres, conclure tous accords, signer tous actes d'achat, de cession ou de transfert, tenir les registres d'achats et ventes d'actions, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès des organismes et généralement faire le nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre de la présente autorisation.

Cette autorisation est donnée pour une durée de 18 mois à compter du jour de la présente assemblée. Elle annule et remplace la précédente autorisation consentie par l'assemblée générale du 28 juin 2012.

**Neuvième résolution** (*Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, le cas échéant avec un délai de priorité dans les conditions prévues aux articles L.225-129, L.225-129-2, L.225-135, L.225-136, L.228-91 et L.228-92 du Code de commerce*) -- Statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, l'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés commerciales :

1°) délègue au conseil d'administration en application des dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.225-135, L.228-91 et L.228-92 du Code de commerce sa compétence à l'effet de procéder sur ses seules délibérations, à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies sur le marché français et/ou sur le marché international, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, par émission d'actions ordinaires, de bons, et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions de la société, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, et dont la souscription pourrait être opérée soit en numéraire soit par compensation de créances, étant précisé que ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur des actions répondant aux conditions fixées dans la douzième résolution ;

2°) fixe à 26 mois à compter de la présente assemblée générale la durée de validité de la présente délégation ;

3°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres émis en vertu de la présente délégation, en laissant au conseil la faculté, s'il le juge opportun, de conférer aux actionnaires, en cas d'offre au public et pour tout ou partie d'une émission effectuée, une priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables pendant un délai qu'il déterminera et dont la durée ne saurait être inférieure à celle prévue par la loi et de définir les caractéristiques de ce droit de priorité et notamment de limiter le nombre de titres auxquels il donnera droit pour chaque ordre de souscription émis. A ce titre, et en application de l'article R. 225-131 du Code de commerce, la durée minimale du délai de priorité sera de trois jours de bourse ;

4°) fixe comme suit le montant maximal des actions qui pourraient être décidées par le conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétences :

(a) le montant maximal des actions qui pourront être émises, ne pourra pas dépasser le plus élevé de 700 000 euros s'agissant du montant nominal de l'augmentation de capital ou de 10 000 000 euros s'agissant du montant global de l'augmentation de capital (prime d'émission incluse), ou la contre-valeur de ces montants majorés, le cas échéant, du montant de l'augmentation de capital (en nominal ou prime d'émission incluse suivant le cas) résultant de l'émission d'actions éventuellement à réaliser pour préserver les droits des titulaires de ces titres conformément à la loi ;

(b) le montant maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant ainsi être émises ne pourra pas dépasser le plafond de 10 000 000 euros ou la contre-valeur de ce montant ;

(c) en tout état de cause, les émissions de titres réalisées en application d'une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier sont limitées conformément au 3° de l'article L.225-136 du Code de commerce.

5°) prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des titres émis, renonciation expresse de chacun des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres auxquels les valeurs mobilières émises donneront droit ;

6°) décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la société pour chacune des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée, après prise en compte, en cas d'émission de bons de souscription autonomes ou d'attribution d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale, en application des dispositions de l'article R.225-119 du Code de commerce, (a) à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 % ou (b) à la valeur minimale fixée par les dispositions légales et réglementaires applicables au moment où il est fait usage de la présente délégation, si elle est différente ;

7°) décide que si les souscriptions, y compris, le cas échéant, celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts (75%) de l'émission initialement décidée ;

8°) décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation au président directeur général, pour mettre en œuvre cette délégation, dans les conditions fixées par la loi et notamment pour :

(a) déterminer les conditions de la ou des émission(s) ;

(b) déterminer le nombre d'actions, de bons et/ou de valeurs mobilières composées à émettre, leur prix d'émission ainsi que le montant de la prime dont la libération pourrait, le cas échéant, être demandée au moment de l'émission ;

(c) déterminer les dates les prix, les montants et modalités d'émission, ainsi que la nature, la forme et la caractéristique des titres à créer ;

(d) déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis et le cas échéant les conditions de leur rachat ou échange ;

(e) fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux actions, et/ou valeurs mobilières, et /ou aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de la ou des émission(s) ;

(f) fixer les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les titres émis ou à émettre ;

(g) décider que le solde de l'émission qui n'aurait pas pu être souscrit sera réparti à sa diligence, totalement ou partiellement, ou que le montant de l'émission sera limité au montant des souscriptions reçues, étant précisé que le conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il jugera bon, les facultés ci-dessus ou l'une d'entre elles seulement ;

(h) plus particulièrement, en cas d'émission de titres à l'effet de rémunérer des actions apportées dans le cadre d'une offre publique d'échange :

(i) arrêter la liste des titres apportés à l'échange ;

(ii) fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;

(iii) déterminer les modalités d'émission dans le cadre, soit d'une offre publique d'échange, d'une offre alternative d'achat ou d'échange, soit d'une offre publique d'achat ou d'échange à titre principal, assortie d'une offre publique d'échange ou offre publique d'achat à titre particulier ;

(iv) effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier de ces titres émis en vertu de cette délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés, constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;

(i) suspendre le cas échéant l'exercice des droits d'attribution ou de souscription d'actions attachés aux valeurs mobilières émises pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ;

(j) procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, notamment en cas de modification de la valeur nominale de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ;

(k) fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital social conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles, notamment en application des articles L.228-99 et suivants du Code de commerce ;

(l) procéder, à la suite de l'émission par l'une des sociétés dont la société détendrait directement ou indirectement plus de la moitié du capital social, avec l'accord de la société, de toute valeur mobilière donnant accès, immédiatement ou à terme, par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon, combinaison de ces moyens ou de toute autre manière, à l'attribution, à tout moment ou à date fixe, d'actions qui, à cet effet, seraient émises en représentation d'une quotité du capital social de la société ;

(m) procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions ;

(n) en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créance donnant accès au capital de la société, le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au président directeur général dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; le conseil d'administration pourra également modifier, pendant la durée de vie des valeurs mobilières concernées, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

(o) constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts et à toutes formalités nécessaires ;

(p) d'une manière générale, modifier les statuts et passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la négociation et à l'admission des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris et à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;

9°) décide que la présente délégation pourra être utilisée à l'effet de procéder à l'émission d'actions de la société ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la société sur les titres de la société ou d'une autre société à

l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article L.225-148 du Code de commerce ;

10°) décide que la présente délégation, pourra être utilisée à l'effet de procéder à l'émission d'actions de la société, ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, dans la limite de 10% du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;

11°) prend acte du fait que dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la présente délégation, celui-ci rendrait compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à l'article L.225-129-5 du Code de commerce, de l'utilisation faite des délégations conférées dans la présente résolution ;

12°) prend acte, en tant que de besoin, que la présente délégation prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure relative à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, de titres donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital social de la société dont celle consentie par les actionnaires réunis en assemblée générale le 20 juin 2011 ;

13°) donne compétence au conseil d'administration pour augmenter, sur ses seules décisions, le nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société en application de la présente délégation, dans les 30 jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale, dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 et de l'article R.225-118 du Code de commerce.

**Dixième résolution** (*Délégation de compétences donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social, soit par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la société, de bons et/ou de valeurs mobilières composées donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société ou de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, dans les conditions prévues aux articles L.225-129, L.225-129-2, L.228-91 et L.228-92 du Code de commerce, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dans les conditions de l'article L.225-130 du Code de commerce*) -- Statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, l'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés commerciales :

1°) délègue au conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, sur ses seules délibérations à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, avec ou sans prime, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies sur le marché français et/ou sur le marché international :

(a) par émission d'actions ordinaires, de bons, et/ou de valeurs mobilières ouvrant droit, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions de la société, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière et dont la souscription pourrait être opérée soit en numéraire soit par compensation de créances ;

(b) et/ou par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait légalement et statutairement possible, et attribution d'actions gratuites ou élévation de la valeur nominale des actions existantes ;

2°) fixe à 26 mois à compter de la présente assemblée générale la durée de validité de la présente délégation ;

3°) fixe comme suit le montant de la présente délégation de compétences :

(a) en cas d'augmentation de capital réalisée dans le cadre des émissions visées au 1 a) ci-dessus :

(i) le montant maximal des actions qui pourront être émises, ne pourra pas dépasser le plus élevé de 700 000 euros s'agissant du montant nominal de l'augmentation de capital ou de 10 000 000 euros s'agissant du montant global de l'augmentation de capital (prime d'émission incluse), ou la contre-valeur de ces montants majorés, le cas échéant, du montant de l'augmentation de capital (en nominal ou prime d'émission incluse suivant le cas) résultant de l'émission d'actions éventuellement à réaliser pour préserver les droits des titulaires de ces titres conformément à la loi ;

(ii) le montant maximal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant ainsi être émises ne pourra pas dépasser le plafond de 10 000 000 euros ou la contre-valeur de ce montant,

(b) en cas d'incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres, le montant nominal maximal d'augmentation de capital qui pourrait en résulter, ne pourra pas dépasser le montant global des sommes pouvant être incorporées, étant précisé que le montant de ces augmentations de capital s'ajoutera au montant du plafond fixé ci-dessus ;

4°) en cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation de compétences, dans le cadre des émissions visées au 1 (a) ci-dessus :

(a) décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible ;

(b) confère au conseil d'administration la faculté d'accorder aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de titres supérieur à celui qu'ils pourront souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;



(c) décide que, si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission effectuée, le conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

(i) limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée ;

(ii) répartir librement tout ou partie des titres émis, non souscrits ;

(iii) offrir au public, sur le marché, tout ou partie des titres émis non souscrits.

d) décide que toute émission de bons de souscription d'actions de la société pourra faire l'objet, soit d'une offre de souscription dans les conditions prévues ci-dessus, soit d'une attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes ;

e) prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des titres émis, la renonciation expresse à leur droit préférentiel de souscription aux titres auxquels les valeurs mobilières donnant accès au capital émises donneront droit ;

5°) décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation au Président directeur général, pour mettre en œuvre cette délégation, dans les conditions fixées par la loi et notamment pour arrêter les conditions de la ou des augmentation(s) de capital et/ou de la ou des émission(s), dans les conditions suivantes :

(a) Pour toute émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital visée au 1 (a) ci-dessus :

(i) déterminer le nombre d'actions, de bons et/ou de valeurs mobilières composées à émettre, leur prix d'émission ainsi que le montant de la prime dont la libération pourrait, le cas échéant, être demandée au moment de l'émission ;

(ii) déterminer les dates et modalités d'émission, la nature et la forme des titres à créer ;

(iii) déterminer le mode de libération des actions et/ou des titres émis ;

(iv) fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles et/ou des titres porteront jouissance, ainsi que toutes les autres conditions et modalités de réalisation de la ou des émission(s) ;

(v) fixer les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les titres émis ou à émettre ;

(vi) fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières ouvrant droit à terme à des actions de la société et ce, conformément aux dispositions légales et réglementaires ;

(vii) à sa seule initiative, imputer les frais de la ou des augmentation(s) de capital sur le montant des primes qui y seraient afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation.

(b) Pour toute incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres visée au 1(b) ci-dessus :

(i) fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital ;

(ii) fixer le nombre d'actions à émettre ou le montant dont le nominal des actions composant le capital social sera augmenté ;

(iii) arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal prendra effet ;

(iv) décider, le cas échéant, et par dérogation aux dispositions de l'article L.225-130 du Code de commerce, que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits au plus tard 30 jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées ;

(v) d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin de la ou des émission(s) envisagée(s), prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier des titres émis en vertu de cette délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ; constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;

6°) prend acte que la présente délégation prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure relative à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, de titres donnant accès immédiat ou à terme à une quotité du capital social de la société ou à l'incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres dont celle consentie par les actionnaires réunis en assemblée générale le 20 juin 2011 ;

7°) donne compétence au conseil d'administration pour augmenter, sur ses seules décisions, le nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société en application de la présente délégation, dans les 30 jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale, dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 et de l'article R.225-118 du Code de commerce.

**Onzième résolution** (Autorisation donnée au conseil d'administration, dans la limite de 10% du capital de la Société par an, à fixer le prix d'émission des augmentations de capital réalisées sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions de l'article L.225-136 du Code de commerce) -- L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration pour, conformément à l'article L.225-136 1° du Code de commerce, sur ses seules délibérations, et ce, dans la limite du 10% du capital social par an, fixer le prix d'émission des actions qui ne pourra toutefois être inférieur à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 30%.

L'assemblée générale prend acte que dans ce cas, le conseil d'administration devra établir un rapport complémentaire, certifié par les commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation de l'actionnaire. L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdéléguer, pour procéder à ces émissions suivant les modalités qu'il arrêtera.

Cette autorisation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée générale. Elle prive d'effet l'autorisation de même nature consentie par l'assemblée générale du 20 juin 2011.

**Douzième résolution** (*Délégation donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation de capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société en période d'offre publique, pour autant que les augmentations de capital visées s'inscrivent dans le cours normal de l'activité de la Société et que leur mise en œuvre ne soit pas susceptible de faire échouer l'offre publique, dans les conditions de l'article L.233-32 du Code de commerce*) -- L'assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article L.233-32 du Code de commerce, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide que les délégations et autorisations consenties par l'assemblée générale réunie ce jour, sont maintenues en cas d'offre publique d'achat ou d'échange pour autant que les augmentations de capital visées s'inscrivent dans le cours normal des activités de la Société et que leur mise en œuvre ne soit pas susceptible de faire échouer l'offre publique concernée.

**Treizième résolution** (*Délégation donnée au conseil d'administration pour l'attribution d'options de souscription et/ou d'achat d'actions de la société dans les conditions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce*) -- L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes :

1°) donne compétence au conseil d'administration, dans le cadre de l'article L.225-177 et suivants du Code de commerce, pour consentir, en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires ci-après indiqués, des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions ordinaires de la société ;

2°) décide que les bénéficiaires de ces options seront les salariés, ou certains d'entre eux, et les mandataires sociaux tels que définis par la loi, tant de la société que des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce ;

3°) décide que les options attribuées seront soumises aux termes et conditions stipulés dans le plan d'option dont le règlement sera fixé par le conseil d'administration ;

4°) rappelle qu'il ne pourra être consenti d'options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux possédant individuellement plus de 10% du capital social ;

5°) décide que le nombre d'actions résultant des options de souscription ou d'achat d'actions ouvertes ou non encore levées ne pourra être supérieur à 10% du capital de la société, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés en vertu de la réglementation en vigueur ;

6°) décide que l'autorisation est donnée pour une durée de trente-huit (38) mois à compter du jour de la présente assemblée et que les options pourront être exercées pendant une période ne dépassant pas 10 ans à compter du jour où elles auront été consenties ;

7°) rappelle qu'en application des dispositions de l'article L.225-178 du Code de commerce, la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscriptions aux actions qui seraient émises au fur et à mesure des levées d'options, et sera exécutée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et la réglementation en vigueur ;

8°) rappelle au conseil d'administration qu'en application des dispositions de l'article L.225-117 du Code de commerce, aucune action ne pourra être consentie (i) dans le délai de dix séances de bourse précédant ou suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics et (ii) dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours de bourse des titres de la société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique ;

9°) décide que le prix d'exercice des options de souscription d'actions sera déterminé le jour où les options seront consenties par le conseil d'administration et sera au moins égal, pour les actions nouvelles, à 80% de la moyenne des cours cotés de l'action de la société sur l'Eurolist d'Euronext Paris aux 20 séances de bourse précédant le jour de la décision de consentir les options, aucune option ne pouvant être consentie moins de vingt séances de bourse après le détachement des actions donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital ;

10°) décide que le prix de souscription des options, tel que déterminé ci-dessus, ne pourra être modifié sauf si, pendant la période durant laquelle les options pourront être exercées, la société vient à réaliser une des opérations financières ou sur titres visées à l'article L.225-177 alinéa 4 du Code de commerce et aux articles R.225-137 et suivants du Code de Commerce. Dans ce cas, le conseil d'administration procédera, dans les conditions légales et réglementaires, à un ajustement du prix et du nombre d'actions pouvant être acquises ou souscrites, selon le cas, par exercice des options, pour tenir compte de l'incidence de l'opération prévue ;

11°) décide que le prix d'exercice des options d'achat d'actions ne pourra être inférieur à 80% du prix moyen d'achat des actions détenues par la société au titre de l'article L.225-208 du Code de commerce et, de tout autre programme de rachat d'actions qui existerait ou viendrait à exister ;

12°) donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation ou de subdélégation au président directeur général, dans les conditions légales et réglementaires, pour déterminer toutes les modalités des options, notamment :

(i) fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options, ces conditions pouvant comporter les clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions ;

- (ii) arrêter des catégories et la liste des bénéficiaires des options tels que prévus ci-dessus, ainsi que les quantités d'actions sur lesquelles elles porteront ;
- (iii) adapter les conditions applicables à des bénéficiaires soumis à des régimes juridiques ou fiscaux étrangers afin de les rendre conformes aux dispositions des régimes concernés et d'assurer le meilleur traitement possible pour le bénéficiaire ;
- (iv) fixer l'époque ou les époques auxquelles les options pourront être ouvertes et levées ;
- (v) décider les conditions dans lesquelles le prix et le nombre des actions pourront être ajustés dans les différentes hypothèses prévues aux articles R.225-137 et R225-142 du Code de commerce ;
- (vi) suspendre temporairement et pour un délai maximum de 3 mois l'exercice des options en cas d'opérations financières.

Cette délégation annule et remplace la précédente délégation consentie par l'assemblée générale du 20 juin 2011.

**Quatorzième résolution** (Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet d'attribuer des actions gratuites, existantes ou à créer, au profit de certains membres salariés du personnel, de catégories de salariés ou de mandataires sociaux, dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce) -- L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- donne compétence au conseil d'administration pour procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions, à son choix, soit d'actions gratuites existantes de la société provenant d'achats effectués par elle, soit d'actions gratuites à émettre, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société ;
- décide que le nombre total des actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra pas excéder 5 % du capital social ;
- rappelle :
  - (a) que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de deux ans et que la durée de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires est fixée à deux ans minimum à compter de la fin de la période d'acquisition, et
  - (b) que le conseil d'administration aura la faculté d'augmenter les durées de la période d'acquisition et de l'obligation de conservation.
- prend acte de ce que, s'agissant des actions gratuites à émettre, la présente décision emportera, à l'issue de la période d'acquisition, augmentation du capital de la société par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires des attributions à la partie des réserves, bénéfiques et primes ainsi incorporée ;
- décide que la présente délégation est consentie pour une durée de trente-huit (38) mois, à compter de ce jour ;
- rappelle que le conseil d'administration ne peut attribuer d'actions gratuites aux salariés et mandataires sociaux détenant chacun plus de 10% du capital de la société ;
- rappelle au conseil d'administration que conformément aux dispositions légales, à l'issue de la période d'obligation de conservation, les actions ne pourront pas être cédées : dans le délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels, sont rendus publics ; dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours des titres de la société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique ; confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au président directeur général, dans les conditions prévues par la loi, pour :- déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions gratuites ainsi que les conditions et modalités et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ; - mettre en œuvre la présente autorisation, procéder le cas échéant, à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la société ; - fixer en cas d'attribution d'actions à émettre le montant et la nature des réserves, bénéfiques et primes à incorporer au capital et prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des attributions envisagées, constater la ou les augmentations de capital résultant de toute attribution réalisée par l'usage de la présente autorisation et modifier les statuts.

Cette délégation annule et remplace la précédente délégation consentie par l'assemblée générale du 20 juin 2011.

**Quinzième résolution** (Délégation donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation de capital social par émission d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée aux adhérents à un plan d'épargne de la Société, dans les conditions des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail et L.225-138-1 du Code de commerce) -- Statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, l'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L.3332-18 et suivants et suivants du Code du travail et conformément aux dispositions des articles L.225-138-1 et L.225-129-6 du Code de commerce :

- (i) donne compétence au conseil d'administration, pour augmenter, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, le capital social de la société, à concurrence d'un montant nominal de 100 000 euros, par émissions d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservées aux salariés et anciens salariés (retraités et pré-retraités) adhérant à un plan d'épargne d'entreprise ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire de la société, des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce, ou par l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes, et attribution gratuite d'actions auxdits salariés et anciens salariés (retraités et pré-retraités) ;
- (ii) fixe à vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente assemblée, la durée de la délégation ;

- (iii) décide de supprimer en faveur des adhérents au plan d'épargne définis au paragraphe précédent le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital émis en application de la présente résolution ;
- (iv) décide, en application des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail, de fixer la décote sur le prix à 20% (ou 30% pour les cas prévus par la loi) par rapport à la moyenne des cours cotés de l'action de la société sur Eurolist d'Euronext Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions ;
- (v) autorise toutefois expressément le conseil d'administration à réduire la décote susmentionnée, s'il le juge opportun, afin de tenir compte, inter alia, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables aux bénéficiaires ;
- (vi) donne au conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de délégation ou de subdélégation, dans les conditions légales et réglementaires, pour :
- (a) mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment pour fixer les modalités et conditions des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation ;
  - (b) fixer le prix de souscription des actions conformément aux dispositions des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail, notamment lorsque les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, le prix de cession étant fixé d'après les cours de bourse, le prix de souscription ne pouvant être inférieur au cours de bourse après déduction d'une décote telle que précisée au (v) de la présente résolution ;
  - (c) fixer le montant proposé à la souscription et les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix, les dates de jouissance des titres émis, les modalités et les délais de libération des titres ;
  - (d) demander leur admission à la cotation en bourse sur Eurolist d'Euronext Paris ;
  - (e) constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;
  - (f) décider que les émissions pourront être réalisées directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes de placements collectifs ;
  - (g) accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social, apporter les modifications nécessaires aux statuts et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun ;
  - (h) imputer le cas échéant les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces émissions et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
  - (i) effectuer toutes les déclarations auprès de tous organismes, modifier les statuts de la Société, et faire tout ce qui serait autrement nécessaire ;
  - (j) d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la négociation sur un marché réglementé, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

**Seizième résolution** (*Autorisation à donner au conseil d'administration de réduire le capital par annulation d'actions*) -- L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes établi conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, par voie d'annulation de tout ou partie des actions de la société qu'elle pourrait acquérir dans le cadre de toute autorisation, présente ou future, donnée par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires dans le cadre de l'article L.225-209 précité, et ce, dans la limite de 10% du capital, et en conformité avec toutes autres dispositions légales et réglementaires applicables.

Cette autorisation est valable pour une période de vingt-quatre mois à compter de la présente assemblée. Elle prive d'effet toute autorisation antérieure de même nature, dont celle consentie par les actionnaires réunis en assemblée générale le 20 juin 2011.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour procéder à cette ou ces réductions de capital et à la modification corrélative des statuts et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Nous vous invitons à adopter les résolutions qui vont être soumises à votre vote et vous remercions de la confiance que vous nous témoignez.

Le conseil d'administration

## TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES DE LA SOCIETE

Exercice clos le 31 décembre 2012

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

<i>(En milliers d'euros hors section 3)</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>
<b>1. Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	1 518	9 431	9 428	9 428	9 428
Nombre des actions ordinaires existantes	6 071 011	4 715 349	4 713 970	4 713 970	4 713 970
Nombre d'obligations convertibles en actions	--	--	--	--	--
<b>2. Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	132	222	281	384	874
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(585)	(5 775)	(8 131)	(6 683)	(4 260)
Impôts sur les bénéfices	(15)	(30)	(56)	(87)	(136)
Participation des salariés au titre de l'exercice	--	--	--	--	--
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	162	(3 024)	736	(7 499)	(21 943)
Résultat distribué	--	--	--	--	--
<b>3. Résultat par action (en euro)</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	(0,09)	(1,22)	(1,71)	(1,40)	(0,87)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,03	(0,64)	0,16	(1,59)	(4,65)
Dividende distribué à chaque action	--	--	--	--	--
<b>4. Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	4	4	8	11	13
Montant de la masse salariale de l'exercice	334	370	574	802	868
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres...)	146	138	236	330	365

## TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Exercice clos le 31 décembre 2012

Nom de la filiale	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (1)	Valeur comptable des titres en euros			Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés en euros (2)	Montant des cautions et avals donnés par la société en euros	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé en euros	Résultat du dernier exercice clos en euros
				Brute	Provision	Nette				
<b>1. Filiales détenues à plus de 50%</b>										
MEMSCAP Inc. (USA)	\$10	\$ (10 857 251)	100,00%	9 €	--	9 €	11 124 983 €	--	5 397 983 €	280 157 €
MEMSCAP AS (Norvège)	Kr 18 412 762	Kr 5 082 865	100,00%	13 306 911 €	4 308 283 €	8 998 628 €	1 369 065 €	--	7 105 973 €	(67 501) €
Laboratoires La Licorne SAS (France)	37 000 €	76 823 €	100,00%	3 613 197 €	--	3 613 197 €	73 661 €	--	68 825 €	(19 163) €
<b>2. Participations</b>										
N/A	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
<b>3. Total</b>										
				16 920 117 €	4 308 283 €	12 611 834 €	12 567 709 €			

(1) Le pourcentage de droits de vote est identique au pourcentage de capital détenu.

(2) Les prêts et avances sont dépréciés à hauteur de :

- MEMSCAP Inc. (USA) : 8 091 001 €

Aucun dividende n'a été encaissé par la Société au cours de l'exercice.

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2012



### Etats financiers consolidés

31 décembre 2012

# SOMMAIRE

	<u>Page</u>
Bilan consolidé au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011 .....	2
Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011.....	3
Etat du résultat global consolidé au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011.....	4
Tableau des variations des capitaux propres consolidé .....	5
Tableau des flux de trésorerie consolidé .....	6
Notes annexes aux états financiers consolidés .....	7



# BILAN CONSOLIDE

## Exercice clos le 31 décembre 2012

	Notes	31 décembre 2012 €000	31 décembre 2011 €000
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs non-courants</b>			
Immobilisations corporelles .....	8	3 619	3 813
Immobilisations incorporelles .....	9	9 836	9 516
Actifs financiers disponibles à la vente .....	11	1 099	2 983
Actifs d'impôt différé.....	6	1 226	1 201
		<b>15 780</b>	<b>17 513</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks.....	12	3 694	3 476
Clients et autres débiteurs.....	13	2 912	2 703
Créances d'impôts courants .....	14	15	30
Paievements d'avance.....	--	121	283
Autres actifs financiers courants .....	15	35	--
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	16	2 671	640
		<b>9 448</b>	<b>7 132</b>
<b>Total actifs</b>		<b>25 228</b>	<b>24 645</b>
<b>Capitaux propres et passifs</b>			
<b>Capitaux propres</b>			
Capital émis.....	17.1	1 518	9 431
Primes d'émission .....	17.1	19 419	12 703
Actions propres .....	17.2	(132)	(140)
Réserves consolidées.....	17.3	(1 897)	(3 780)
Ecarts de conversion.....	17.3	(455)	(937)
		<b>18 453</b>	<b>17 277</b>
<b>Passifs non-courants</b>			
Emprunts portant intérêt.....	19	2 072	2 455
Autres passifs financiers non-courants .....	23	--	75
Passifs liés aux avantages au personnel.....	20	328	275
		<b>2 400</b>	<b>2 805</b>
<b>Passifs courants</b>			
Fournisseurs et autres créditeurs .....	22	2 980	3 104
Emprunts portant intérêt.....	19	1 242	1 159
Autres passifs financiers courants .....	23	75	207
Provisions.....	21	78	93
		<b>4 375</b>	<b>4 563</b>
<b>Total passifs</b>		<b>6 775</b>	<b>7 368</b>
<b>Total des capitaux propres et passifs</b>		<b>25 228</b>	<b>24 645</b>

# COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Exercice clos le 31 décembre 2012

	<i>Notes</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>
		<b>€000</b>	<b>€000</b>
<b>Activités poursuivies</b>			
Ventes de biens et services .....		12 410	10 023
<b>Produits des activités ordinaires .....</b>		<b>12 410</b>	<b>10 023</b>
Coût des ventes .....		(9 397)	(7 335)
<b>Marge brute.....</b>		<b>3 013</b>	<b>2 688</b>
Autres produits.....	5.1	--	137
Frais de recherche et développement .....	5.6	(1 638)	(1 681)
Frais commerciaux.....		(822)	(801)
Charges administratives .....		(2 093)	(2 196)
<b>Résultat opérationnel.....</b>		<b>(1 540)</b>	<b>(1 853)</b>
Charges financières.....	5.2	(243)	(335)
Produits financiers .....	5.3	1 439	144
<b>Résultat avant impôt.....</b>		<b>(344)</b>	<b>(2 044)</b>
Produit / (charge) d'impôt sur le résultat .....	6	--	--
<b>Résultat net des activités ordinaires .....</b>		<b>(344)</b>	<b>(2 044)</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé .....</b>		<b>(344)</b>	<b>(2 044)</b>
Résultats par action :			
- de base pour le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère .....	7	€ (0,06)	€ (0,43)
- dilué pour le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère .....	7	€ (0,06)	€ (0,43)

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

### Exercice clos le 31 décembre 2012

	<i>2012</i>	<i>2011</i>
	<i>€000</i>	<i>€000</i>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé .....</b>	<b>(344)</b>	<b>(2 044)</b>
Variation de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente .....	(186)	245
Ecart de change résultant des activités à l'étranger .....	482	120
Impôts sur les autres éléments du résultat global .....	--	--
<b>Total des autres éléments du résultat global nets d'impôt.....</b>	<b>296</b>	<b>365</b>
<b>Résultat global consolidé .....</b>	<b>(48)</b>	<b>(1 679)</b>

# TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

Exercice clos le 31 décembre 2012

<i>(En milliers d'euros, sauf données par action)</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Capital émis €000</i>	<i>Primes d'émission €000</i>	<i>Actions propres €000</i>	<i>Réserves consolidées €000</i>	<i>Ecarts de conversion €000</i>	<i>Total capitaux propres €000</i>
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b> .....	<b>4 713 970</b>	<b>9 428</b>	<b>12 701</b>	<b>(99)</b>	<b>(2 085)</b>	<b>(1 057)</b>	<b>18 888</b>
Variation de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente.....	--	--	--	--	245	--	245
Ecarts de conversion.....	--	--	--	--	--	120	120
<b>Total des produits et des charges reconnus directement en capitaux propres</b> .....	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>245</b>	<b>120</b>	<b>365</b>
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	--	--	--	--	(2 044)	--	(2 044)
<b>Résultat global</b> .....	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>(1 799)</b>	<b>120</b>	<b>(1 679)</b>
Exercice d'options d'achat et de bon de souscription d'actions .....	1 379	3	2	--	--	--	5
Opérations sur titres auto-détenus (Note 17.2) .....	--	--	--	(41)	--	--	(41)
Paievements en actions (Note 18.4) .....	--	--	--	--	104	--	104
<b>Solde au 31 décembre 2011</b> .....	<b>4 715 349</b>	<b>9 431</b>	<b>12 703</b>	<b>(140)</b>	<b>(3 780)</b>	<b>(937)</b>	<b>17 277</b>
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b> .....	<b>4 715 349</b>	<b>9 431</b>	<b>12 703</b>	<b>(140)</b>	<b>(3 780)</b>	<b>(937)</b>	<b>17 277</b>
Variation de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente.....	--	--	--	--	(186)	--	(186)
Ecarts de conversion.....	--	--	--	--	--	482	482
<b>Total des produits et des charges reconnus directement en capitaux propres</b> .....	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>(186)</b>	<b>482</b>	<b>296</b>
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	--	--	--	--	(344)	--	(344)
<b>Résultat global</b> .....	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>(530)</b>	<b>482</b>	<b>(48)</b>
Réduction de capital (Note 17.1) .....	--	(8 252)	8 252	--	--	--	--
Augmentation de capital (Note 17.1).....	1 355 662	339	789	--	--	--	1 128
Imputation du report à nouveau sur les primes d'émission (Note 17.1) .	--	--	(2 325)	--	2 325	--	--
Opérations sur titres auto-détenus (Note 17.2) .....	--	--	--	8	--	--	8
Paievements en actions (Note 18.4) .....	--	--	--	--	88	--	88
<b>Solde au 31 décembre 2012</b> .....	<b>6 071 011</b>	<b>1 518</b>	<b>19 419</b>	<b>(132)</b>	<b>(1 897)</b>	<b>(455)</b>	<b>18 453</b>

# TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Exercice clos le 31 décembre 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	<u>€000</u>	<u>€000</u>
<b>Flux de trésorerie provenant / (consommés) par les activités opérationnelles :</b>		
Résultat net de l'ensemble consolidé .....	(344)	(2 044)
Ajustements pour :		
Amortissements et provisions (Note 24.1) .....	904	1 097
Annulation des plus et moins values de cession d'actifs .....	(1 300)	24
Autres éléments non monétaires (Note 24.3) .....	73	74
Créances clients.....	52	818
Stocks.....	(88)	296
Autres débiteurs .....	(262)	132
Dettes fournisseurs.....	(15)	394
Autres créditeurs .....	57	(164)
<b>Flux de trésorerie provenant / (consommés) par les activités opérationnelles .....</b>	<b>(923)</b>	<b>627</b>
<b>Flux de trésorerie provenant / (consommés) par les activités d'investissement :</b>		
Encaissement résultant de la cession d'immobilisations .....	9	2
Acquisition d'immobilisations .....	(590)	(981)
Revente / (achat) d'actifs financiers.....	120	(138)
Cession de participations (Note 1.2).....	2 862	--
<b>Flux de trésorerie provenant / (consommés) par des activités d'investissement.....</b>	<b>2 401</b>	<b>(1 117)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant / (consommés) par les activités de financement :</b>		
Financement par emprunts et assimilés.....	180	632
Remboursement d'emprunts et assimilés.....	(646)	(403)
Remboursement de dettes sur contrats de location-financement .....	(89)	(113)
Revente / (achat) d'actions propres .....	8	(41)
Variation de trésorerie soumise à restriction .....	--	23
Produits nets perçus sur les augmentations de capital et exercices de bons et options .....	1 127	5
<b>Flux de trésorerie provenant / (consommés) par les activités de financement .....</b>	<b>580</b>	<b>103</b>
Impact des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie .....	(17)	(18)
<b>Augmentation / (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie.....</b>	<b>2 041</b>	<b>(405)</b>
<b>Solde de la trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture .....</b>	<b>28</b>	<b>433</b>
<b>Solde de la trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (Note 24.4) .....</b>	<b>2 069</b>	<b>28</b>

# NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## Exercice clos le 31 décembre 2012

### 1. PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET DES EVENEMENTS MAJEURS

#### 1.1 *Caractéristiques de l'activité*

MEMSCAP, S.A. (la "Société" ou "MEMSCAP") est une société anonyme de droit français, créée en novembre 1997 et cotée sur Euronext Paris, compartiment C.

MEMSCAP est le fournisseur de solutions innovantes basées sur la technologie des MEMS. Les MEMS, ou systèmes micro-électro-mécaniques, ou encore micro-systèmes, sont des systèmes microscopiques, qui associent des éléments mécaniques, optiques, électromagnétiques, thermiques et fluidiques à de l'électronique sur des substrats semi-conducteurs. Ils assurent des fonctions de capteurs pouvant identifier des paramètres physiques de leur environnement (pression, accélération, ...) et/ou d'actionneurs pouvant agir sur cet environnement. Cette technologie permet d'améliorer la performance des produits, d'accroître la rapidité des systèmes, de réduire la consommation d'énergie, de produire en masse, de miniaturiser et d'accroître la fiabilité et l'intégration.

L'offre de MEMSCAP est centrée autour de trois cœurs d'activité :

- **Les produits sur mesure**, qui comprennent la conception et la fabrication de composants MEMS, la concession de licences de propriété intellectuelle ainsi que les projets de coopération clients pour le développement et la production sur mesure ;
- **Les produits standards**, qui intègrent la conception et la fabrication de capteurs et de systèmes de mesures multi-fonctionnels destinés aux secteurs du médical, du biomédical ainsi qu'à ceux de l'industrie aéronautique et de la défense ;
- **Le pôle dermocosmétique**, qui intègre l'exploitation et la gestion des actifs du Groupe relatifs aux secteurs de la dermatologie et de la cosmétologie dont notamment la marque Ioma.

Au 31 décembre 2012, la Société et ses filiales comptent 76 employés, dont 4 sont localisés en France, 41 en Norvège et 31 aux États-Unis.

En date du 25 mars 2013, le conseil d'administration de la Société a arrêté les états financiers consolidés de MEMSCAP au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, et en a autorisé la publication.

#### 1.2 *Evénements majeurs de l'exercice 2012*

##### **Cession de la participation IntuiSkin**

La Groupe MEMSCAP a procédé en date du 26 juin 2012 à la cession de l'intégralité de sa participation (soit 11,6%) dans la société IntuiSkin pour un prix de vente, net de frais, d'un montant de 2,9 millions d'euros en numéraire. La plus-value afférente à cette cession, comptabilisée en résultat financier, s'établit à 1,3 million d'euros.

Cette cession d'un actif non lié aux cœurs de métier de MEMSCAP a ainsi permis au Groupe de renforcer sa trésorerie disponible d'un montant additionnel de 2,9 millions d'euros. Par ailleurs, le Groupe, conservant la propriété de la marque Ioma et de certaines marques associées, bénéficie de versements de redevances sur les ventes Ioma via un contrat de licence exclusif avec la société IntuiSkin. Ce contrat de licence est complété d'une promesse de cession relative à ces actifs, au bénéfice de la société IntuiSkin, pour un montant de 3,5 millions d'euros.

##### **Opération de réduction et d'augmentation de capital de la société MEMSCAP, S.A.**

Réunis en assemblée générale extraordinaire en date du 21 décembre 2011, les actionnaires de la Société ont approuvé la réduction de capital d'un montant de 8,3 millions d'euros par diminution de la valeur nominale de 2,00 euros à 0,25 euro par action. Sous délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration de la Société a procédé en date du 2 janvier 2012 à la réalisation définitive de cette opération. Le capital avant réduction s'élevant à 9 430 698,00 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,00 euros, a ainsi été ramené à 1 178 837,25 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le montant de cette réduction de capital, soit 8 251 860,75 euros, a été affecté au compte prime d'émission.

Cette opération de réduction de capital, non motivée par l'apurement de pertes comptables antérieures, a été réalisée dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription finalisée le 7 février 2012, la valeur nominale des actions de la Société de 2,00 euros pouvant faire obstacle à la réalisation d'une opération de levée de fonds compte tenu de la valorisation boursière des actions de MEMSCAP.

Suite à cette augmentation de capital d'un montant net de frais de 1,1 million d'euros, le capital de la Société a été porté à compter du 7 février 2012 à 1 517 752,75 euros divisé en 6 071 011 actions ordinaires d'une valeur nominale

de 0,25 euro. Le compte prime d'émission a quant à lui été augmenté d'un montant net de frais de 0,8 million d'euros.

## 2. METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

### 2.1 *Principes de préparation des états financiers*

#### **Conformité aux normes comptables**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe MEMSCAP arrêtés au 31 décembre 2012 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel que publié par l'IASB (International Accounting Standards Board), adopté par l'Union européenne et rendu obligatoire à la clôture des comptes.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte, ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

#### *Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2012*

Le Groupe a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivantes à compter de l'ouverture de l'exercice 2012 :

- Amendement IFRS 7 « Instruments financiers » : Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers ;
- Amendement IAS 12 – Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents.

Ces nouveaux textes publiés par l'IASB n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

#### *Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur*

##### *Textes adoptés par l'Union européenne à la date de clôture*

Les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous sont applicables majoritairement aux périodes annuelles ouvertes postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Leur date d'application coïncide avec celle de l'IASB :

- IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur ;
- Amendement IAS 1 – Présentation des états financiers ;
- Amendement IAS 19 – Avantages du personnel ;
- Amendement IFRS 7 – Présentation – Compensation des actifs et passifs financiers ;
- Amendement IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014).

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou interprétations par anticipation et n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers.

L'Union Européenne a fixé une date d'application obligatoire pour les normes suivantes aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 contre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 fixée par l'IASB.

- IFRS 10 – États financiers consolidés ;
- IFRS 11 – Accords conjoints ;
- IFRS 12 – Information à fournir sur les participations dans les autres entités ;
- IAS 27 révisée – États financiers individuels ;
- IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et coentreprises ;

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes par anticipation et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application.

### *Textes non adoptés par l'Union européenne à la date de clôture*

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous, sont d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes :

- IFRS 9 – Instruments financiers : Classifications et évaluations et amendements subséquents à IFRS 9 et IFRS 7 ;
- Amendements IFRS 10, 11 et 12 : Dispositions transitoires (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013) et entités d'investissement (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014) ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (17 mai 2012).

### **Base de préparation des comptes consolidés**

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de MEMSCAP S.A. et de ses filiales au 31 décembre 2012. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes. Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique. Les états financiers consolidés sont présentés en euro et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

Tous les soldes intra-groupe, transactions intra-groupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. La direction du Groupe considère que ce principe est respecté au regard du plan de trésorerie prévisionnel pour l'exercice 2013 et des actifs financiers disponibles au 31 décembre 2012 soit 3,8 millions d'euros comprenant la trésorerie et équivalents de trésorerie pour un montant de 2 671 000 euros ainsi que les actifs financiers disponibles à la vente et liquides d'un montant de 1 099 000 euros.

### **2.2 Périmètre de consolidation**

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe. Le contrôle est le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote (y compris les droits de vote potentiels) de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les sociétés consolidées au 31 décembre 2012 sont au nombre de 4 et sont les suivantes :

<i>Pays</i>	<i>Sociétés</i>	<i>Date d'entrée dans le périmètre</i>	<i>% d'intérêt au 31 déc. 2012</i>	<i>Méthode de consolidation</i>
France	MEMSCAP, S.A.	--	Société mère	--
	Laboratoires La Licorne, S.A.S.	Novembre 2007	100%	Intégration globale
Etats-Unis	MEMSCAP, Inc.	Février 1999	100%	Intégration globale
Norvège	MEMSCAP, AS	Janvier 2002	100%	Intégration globale

### **2.3 Résumé des jugements et estimations significatifs**

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.



Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture pour lesquelles il existe un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs, sont relatives à la dépréciation des goodwill.

Le Groupe vérifie ainsi la valeur recouvrable des goodwill au moins une fois par an, à chaque date d'arrêté, et à chaque fois qu'il existe des indices de perte de valeur. La valeur recouvrable est en général estimée sur la base de la valeur d'utilité des groupes d'unités génératrices de trésorerie auxquels le goodwill est alloué. La détermination de la valeur d'utilité requiert que le Groupe fasse des estimations sur les flux de trésorerie futurs attendus des groupes d'unités génératrices de trésorerie et également de choisir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. De plus amples détails sont donnés dans les notes 2.4.6 et 10.

Les autres estimations importantes effectuées par le Groupe sont relatives aux options de souscription d'actions (Note 18.1), aux dépréciations des actifs courants (Notes 12 et 13), à l'appréciation de la valeur des actifs financiers disponibles à la vente (Notes 2.4.9 et 11) ainsi qu'aux provisions (Note 21).

## 2.4 *Résumé des méthodes comptables significatives*

### 2.4.1 *Conversion des comptes des filiales étrangères*

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été établis en euro qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société mère. Chaque entité du Groupe détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont mesurés en utilisant cette monnaie fonctionnelle. L'ensemble des postes du bilan exprimés en devises est converti en euro aux taux en vigueur à la date de clôture, à l'exception de la situation nette qui est conservée à sa valeur historique. Les comptes de résultat exprimés en devises sont convertis aux taux moyens annuels, appliqués à l'ensemble des transactions. Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux sur le résultat net ne sont pas incluses dans le résultat de la période mais affectées directement en écarts de conversion en capitaux propres.

Les différences de change latentes ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères sont inscrites en écarts de conversion en capitaux propres.

Les éléments non monétaires libellés en devises étrangères et évalués au coût historique, sont convertis aux cours de change aux dates des transactions initiales. Les éléments non monétaires libellés en devises étrangères et évalués à la juste valeur, sont convertis au cours de change à laquelle cette juste valeur a été déterminée. Tout goodwill provenant de l'acquisition d'une activité à l'étranger et tout ajustement, à la juste valeur, de la valeur comptable des actifs et passifs provenant de l'acquisition de cette activité à l'étranger, sont comptabilisés comme un actif ou un passif de l'activité à l'étranger et convertis en euro au taux de clôture.

### 2.4.2 *Conversion des opérations en devises*

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au taux historique en vigueur à la date de la transaction. A la clôture, les créances et dettes en devises étrangères sont converties au taux de clôture, et l'écart de change latent qui en résulte est inscrit au compte de résultat.

### 2.4.3 *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, à l'exclusion des coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Ces coûts incluent le coût de remplacement d'une partie de l'actif lorsqu'ils sont encourus, si les critères de comptabilisation sont satisfaits.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif. Le cas échéant, il est tenu compte d'une valeur résiduelle.

Bâtiments usines.....	20 ans
Bâtiments bureaux.....	20 à 30 ans
Agencements des constructions.....	5 à 20 ans
Matériel et outillage .....	4 à 15 ans
Matériel de transport .....	5 ans
Matériel de bureau et informatique .....	2 à 3 ans
Mobilier de bureau .....	5 à 10 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues conformément aux principes décrits à la note 2.4.8.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est inclus dans le compte de résultat l'année de la décomptabilisation de l'actif.

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture. Le coût correspondant à chaque visite d'inspection majeure doit être comptabilisé dans la valeur comptable de l'immobilisation corporelle à titre de remplacement, si les critères de comptabilisation sont satisfaits.

#### 2.4.4 Contrats de location

L'existence d'un contrat de location au sein d'un accord est mise en évidence sur la base de la substance de l'accord et nécessite d'apprécier si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un (ou de plusieurs) actif(s) spécifique(s), et si l'accord octroie un droit d'utilisation de l'actif.

Les contrats de location-financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité et de la durée du contrat si le Groupe n'a pas une certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

#### 2.4.5 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif, dont la préparation préalable à l'utilisation ou la vente prévue, nécessite un délai substantiel (généralement supérieur à six mois), sont incorporés au coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les coûts d'emprunt sont les intérêts et autres coûts supportés par une entreprise dans le cadre d'un emprunt de fonds.

#### 2.4.6 Goodwill et regroupement d'entreprises

IFRS 3 révisée modifie les modalités d'application de la méthode de l'acquisition à partir du 1er janvier 2010. En effet, la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à la prise de contrôle sont désormais comptabilisés en charge.

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un goodwill. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un goodwill partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un goodwill complet. Dans le cas d'une option pour la méthode du goodwill complet, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010 ont été traités selon la méthode du goodwill partiel, seule méthode applicable.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistrée directement en résultat contre réserves avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Les montants comptabilisés à la date d'acquisition peuvent donner lieu à ajustement, à condition que les éléments permettant d'ajuster ces montants correspondent à des informations nouvelles portées à la connaissance de l'acquéreur et trouvant leur origine dans des faits et circonstances antérieurement à la date d'acquisition. Au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois après la date de prise de contrôle de l'entité acquise), le goodwill ne peut faire l'objet d'aucun ajustement ultérieur. L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un goodwill complémentaire.

Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans le coût d'acquisition à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelque soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en goodwill lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition. Au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat (« Autres produits opérationnels » ou « Autres charges opérationnelles »), sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

IFRS 3 révisée modifie le traitement des impôts différés actifs puisqu'elle impose de reconnaître en produit les impôts différés actifs qui n'auraient pas été reconnus à la date d'acquisition ou durant la période d'évaluation.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur. Un goodwill doit être soumis à des tests de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'il s'est déprécié.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à compter de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie du Groupe ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient ou non affectés à ces unités ou groupes d'unités.

Chaque unité ou groupe d'unités auxquels le goodwill est ainsi affecté :

- représente au sein du Groupe, le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour les besoins de gestion interne ; et,
- n'est pas plus grand qu'un secteur fondé sur le premier ou le deuxième niveau d'information sectorielle du Groupe, déterminé conformément à IAS 14 Information sectorielle.

La dépréciation est déterminée en évaluant la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie) à laquelle le goodwill a été affecté. Lorsque le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (ou groupe d'unités génératrices de trésorerie) est inférieur à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Si le goodwill a été affecté à une unité génératrice de trésorerie (ou groupe d'unités génératrices de trésorerie) et si une activité au sein de cette unité est cédée, le goodwill lié à l'activité sortie est inclus dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de cession. Le goodwill ainsi cédé est évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée (Note 2.4.8).

#### 2.4.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées initialement au coût. Le coût d'une immobilisation incorporelle acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise est la juste valeur à la date de l'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles générées en interne, à l'exception des coûts de développement, ne sont pas capitalisées et les dépenses engagées sont comptabilisées en résultat lorsqu'elles sont encourues.

Le Groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est finie ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation incorporelle s'est dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité finie sont réexaminés à chaque clôture. Tout changement de la durée d'utilité attendue ou du rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif est comptabilisé en modifiant la durée d'amortissement ou le mode selon le cas, de tels changements étant traités comme des changements d'estimation. La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie finie est comptabilisée en résultat dans la catégorie de charges appropriée compte tenu de la fonction de l'immobilisation incorporelle.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à des tests de dépréciation à chaque clôture soit individuellement, soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'immobilisation incorporelle appartient. Ces immobilisations ne sont pas amorties. La durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée est réexaminée à chaque clôture afin de déterminer si l'appréciation d'une durée d'utilité indéterminée pour cet actif continue d'être justifiée. Dans le cas contraire, le changement d'appréciation de la nature de la durée d'utilité, de indéterminée à finie, est comptabilisé de manière prospective.

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Conformément à la norme IAS 38, une immobilisation résultant de dépenses de développement sur la base d'un projet individuel est comptabilisée lorsque le Groupe peut démontrer la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente, son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre, la façon dont cet actif générera des avantages économiques futurs, la disponibilité de ressources pour achever le développement et la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses engagées au titre du projet de développement.

Après leur comptabilisation initiale, les dépenses de développement sont évaluées en utilisant le modèle du coût, ce qui nécessite que les actifs soient comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des ventes futures relatives au projet.

La valeur comptable des coûts de développement activés fait l'objet d'un test de perte de valeur à chaque clôture tant que l'actif n'est pas encore mis en service ou plus fréquemment quand il existe au cours de l'exercice une indication que l'actif a perdu de la valeur.

Un résumé des méthodes comptables appliquées aux immobilisations incorporelles du Groupe est présenté ci-dessous :

Licences de logiciels .....	Amortissement linéaire sur des durées de 1 à 3 ans
Brevets et marques .....	Amortissement linéaire sur des durées de 5 à 20 ans
Frais de développement.....	Amortissement linéaire sur des durées de 3 à 5 ans

Les brevets et marques font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée moyenne de protection. Les frais de développement capitalisés, principalement composés de coûts de conception de puces et de capteurs, de frais de développement de prototypes et de frais d'homologation, sont amortis à partir de la phase de production et pendant la durée de commercialisation prévue.

Les profits ou les pertes résultant de la décomptabilisation d'un actif incorporel sont déterminés comme la différence entre les produits nets de cession et la valeur comptable de l'actif. Ils sont enregistrés dans le compte de résultat quand l'actif est décomptabilisé.

#### 2.4.8 Dépréciation d'actifs

Le Groupe apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif a perdu de la valeur. Si une telle indication existe, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le Groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Le groupe MEMSCAP a défini les UGT comme étant les activités « Produits standards / Avionique et médical », « Produits sur mesure / Recherche et développement corporate » et « Pôle dermocosmétique ». Les goodwill sont testés à ces mêmes niveaux.

Les indices de perte de valeur suivis par le Groupe sont :

- Des changements importants intervenus dans l'environnement économique ou technologique sur lequel la Société opère ou auquel l'UGT est dévolue ;
- La baisse des volumes d'activité et des performances inférieures aux prévisions ;
- L'arrivée de produits concurrents et le dépôt de brevets afférents.

La valeur recouvrable est déterminée pour chaque UGT. Si la valeur comptable des actifs d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme ayant perdu de sa valeur et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable.

La valeur d'utilité est déterminée sur la base des flux futurs de trésorerie futurs (qui se fondent sur les budgets financiers approuvés par la direction sur une période de cinq ans) actualisés en utilisant un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les taux d'actualisation sont des taux après impôt appliqués à des flux de trésorerie après impôt. L'utilisation de ces taux donne des valeurs recouvrables identiques à celles qui seraient obtenues en utilisant des taux avant impôt appliqués à des flux de trésorerie avant impôt (comme requis par IAS 36 « Dépréciations d'actifs »).

La valeur terminale est obtenue en actualisation à l'infini le flux de trésorerie normatif attendu. Les frais de siège sont affectés au prorata des chiffres d'affaires de chaque UGT.

Les dépréciations constatées sur des activités qui se poursuivent sont enregistrées d'abord sur le goodwill et ensuite sur les actifs non courants et sont comptabilisées en résultat dans la catégorie de charges appropriée compte tenu de la fonction de l'actif déprécié, en résultat opérationnel.

A l'exception des goodwill, une perte de valeur comptabilisée précédemment peut être reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est augmentée à hauteur de sa valeur recouvrable. La valeur comptable augmentée suite à une reprise d'une perte de valeur ne doit cependant pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée sur cet actif au cours des exercices antérieurs. Une reprise de perte de valeur est comptabilisée en résultat. Après la comptabilisation d'une reprise de perte de valeur, la dotation aux amortissements est ajustée pour les périodes futures afin que la valeur comptable révisée de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle éventuelle, soit répartie de façon systématique sur la durée d'utilité restant à courir.

#### 2.4.9 Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés en quatre catégories selon leur nature et l'intention de détention :

- les actifs détenus jusqu'à l'échéance,
- les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat,
- les prêts et créances,
- les actifs disponibles à la vente.

Le Groupe ne détient pas d'actifs détenus jusqu'à l'échéance.

##### *Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat*

Ils représentent les actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les actifs acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Certains actifs peuvent également faire l'objet d'un classement volontaire dans cette catégorie.

##### *Prêts et créances*

Les avances et dépôts de garantie sont des actifs financiers non courants à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. De tels actifs sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat lorsque les prêts et les créances sont décomptabilisés ou dépréciés, et au travers du processus d'amortissement. S'il existe des indications objectives d'une perte de valeur sur ces actifs comptabilisés au coût amorti, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés (hors pertes de crédit futures qui n'ont pas été encourues), actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). La valeur comptable de l'actif est réduite soit directement, soit via l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat. Si, au cours d'un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur diminue, et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise. Toute reprise est comptabilisée au compte de résultat dès lors que la valeur comptable de l'actif financier n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu à la date de reprise de la dépréciation de l'actif financier.

Les actifs financiers courants comprennent principalement les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours. Ces créances sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des provisions pour dépréciation des montants non recouvrables. Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

##### *Actifs financiers disponibles à la vente*

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont classés dans aucune des trois catégories précédentes. Après comptabilisation initiale, les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur et les gains et les pertes afférents sont comptabilisés directement en capitaux propres. Lorsqu'un actif disponible à la vente est décomptabilisé ou doit faire l'objet d'une dépréciation, le profit ou la perte cumulé(e) précédemment comptabilisé(e) en capitaux propres est enregistré(e) en résultat.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont classés en actifs financiers disponibles à la vente et sont évalués à leur juste valeur, lors de leur première comptabilisation et ultérieurement. Pour les titres cotés sur un marché actif, la juste valeur correspond à la valeur boursière. Lorsqu'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est généralement définie en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation spécifique de chaque titre (transactions comparables, multiples de sociétés comparables, valeur actualisée des flux futurs de trésorerie, valeur de cession estimée). Si cette juste valeur n'est pas déterminable de manière fiable, les titres sont maintenus dans l'état de la situation financière consolidée à leur coût d'acquisition.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. Lorsque les titres sont cédés, les pertes et gains latents cumulés sont alors comptabilisés dans le compte de résultat (« Charges financières » ou « Produits financiers »). Le Groupe apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication objective de perte permanente de valeur sur ces actifs financiers qui conduirait, le cas échéant, à constater dans le compte de résultat la dépréciation qui aurait été jusqu'alors comptabilisée en capitaux propres. Conformément aux dispositions de la norme IAS 39, cette dépréciation au compte de résultat ne peut être ultérieurement reprise hormis dans le cas d'un instrument d'emprunt pour lequel la juste valeur augmente au cours d'une période ultérieure, et si cette augmentation peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation en résultat de la perte de valeur. Les facteurs considérés par le Groupe pour apprécier le caractère objectif de perte permanente de valeur sur ses actifs financiers, et donc permettant au Groupe de qualifier le caractère ou non recouvrable de ses investissements, sont notamment :

- l'existence de difficultés financières importantes ;
- l'analyse de la situation économique nationale/locale en liaison avec ses actifs ;
- l'analyse de changements défavorables significatifs de son environnement technologique, économique ou juridique ;
- l'existence d'une baisse significative ou prolongée de la juste valeur de cette participation en deçà de son coût d'acquisition.

Concernant ce dernier critère, une baisse est qualifiée de significative lorsque la perte de valeur par rapport au prix d'acquisition apparaît supérieure à 20%. Une baisse est qualifiée de prolongée lorsque cette dernière est observée sur une durée consécutive de 12 mois.

#### 2.4.10 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Les coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état dans lequel ils se trouvent sont comptabilisés de la manière suivante :

- Matières premières : Coût d'achat selon la méthode du premier entré - premier sorti ;
- Produits finis et produit-en-cours : Coûts des matières et de la main d'œuvre directe et quote-part des frais généraux de production fonction de la capacité normale des installations de production, à l'exclusion des coûts d'emprunt.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

#### 2.4.11 Actifs non-courants destinés à être cédés et passifs afférents

Sont considérés comme destinés à être cédés, les actifs non-courants qui sont disponibles à la vente et dont la vente est hautement probable et pour lesquels un plan de vente des actifs a été engagé par un niveau de direction approprié. Les actifs non-courants considérés comme destinés à être cédés sont évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminué des coûts de vente. Ces actifs cessent d'être amortis à la date de décision de cession.

#### 2.4.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme.

Pour être éligible au classement d'équivalent de trésorerie, conformément à la norme IAS 7, les placements doivent remplir quatre conditions :

- Placement à court terme ;
- Placement très liquide ;
- Placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie ;
- Risque négligeable de changement de valeur.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidé, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie ainsi que les dépôts à court terme nets des concours bancaires courants.

#### 2.4.13 Capitaux propres

##### *Frais de transactions sur capitaux propres*

Les frais externes et internes (lorsque éligibles) directement attribuables aux opérations de capital ou sur instruments de capitaux propres sont comptabilisés, nets d'impôt, en diminution des capitaux propres. Les autres frais sont portés en charges de l'exercice.

##### *Actions propres*

Les propres instruments de capitaux propres qui ont été rachetés (actions propres) sont déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du Groupe.

##### *Intérêts ne donnant pas le contrôle*

La norme IAS 27 révisée présente les états financiers consolidés d'un groupe comme ceux d'une entité économique unique ayant deux catégories de propriétaires : les propriétaires de la société mère d'une part (actionnaires de MEMSCAP), et les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle d'autre part (actionnaires minoritaires des

filiales). Une participation ne donnant pas le contrôle est définie comme la part d'intérêt dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à une société mère (ci-après « Intérêts ne donnant pas le contrôle »). En conséquence de cette nouvelle approche, les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres car le contrôle ne change pas au sein de l'entité économique.

Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, dans le cas d'une acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée par intégration globale, le Groupe comptabilise la différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires en variation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de MEMSCAP. Les frais attachés à ces opérations sont également enregistrés au sein des capitaux propres. Il en est de même pour les cessions sans perte de contrôle.

Concernant la cession d'intérêts minoritaires induisant une perte de contrôle, le Groupe constate une cession à 100% des titres détenus suivie, le cas échéant, d'une acquisition à la juste-valeur de la part conservée. Ainsi, le Groupe constate un résultat de cession sur la totalité de sa participation (part cédée et part conservée), revenant à réévaluer la partie conservée par le résultat.

#### 2.4.14 *Transactions dont le paiement est fondé sur actions*

Les transactions réglées en instruments de capitaux propres avec les salariés sont valorisées à la juste valeur des instruments attribués à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle Black & Scholes. De plus amples détails sont fournis en note 18.4. Lors de l'évaluation des transactions réglées en instruments de capitaux propres, les conditions de performances autres que les conditions liées au prix des actions de MEMSCAP S.A. (« les conditions du marché »), ne sont pas prises en compte.

Le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est comptabilisé, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres équivalente, sur la période pendant laquelle les conditions de performance et/ou de services sont remplies. Cette période se termine à la date à laquelle les employés concernés obtiennent un droit inconditionnel aux instruments (la date d'acquisition des droits). La charge cumulée enregistrée pour ces transactions à chaque fin d'exercice jusqu'à la date d'acquisition des droits est le reflet de l'écoulement de cette période d'acquisition et de la meilleure estimation du Groupe à cette date du nombre d'instruments qui vont être acquis. La charge ou le produit reconnu au compte de résultat de la période correspond à la différence entre charges cumulées à la fin de la période et charges cumulées au début de la période.

Aucune charge n'est constatée pour les instruments qui ne sont finalement pas acquis, sauf pour ceux dont l'acquisition dépend de conditions liées au marché. Ces dernières sont considérées comme étant acquises, que les conditions du marché soient réunies ou pas, pourvu que les autres conditions de performance soient remplies.

Si les termes d'une rémunération réglée en instruments de capitaux propres sont modifiés, une charge est constatée à minima pour le montant qui aurait été reconnu si aucun changement n'était survenu. Une charge est en outre comptabilisée pour prendre en compte les effets des modifications qui augmentent la juste valeur totale de l'accord dont le paiement est fondé sur des actions ou qui sont favorables d'une autre façon au membre du personnel. Elle est valorisée à la date de la modification.

Si une rémunération en instruments de capitaux propres est annulée, elle est traitée comme si elle avait été acquise à la date d'annulation. Toute charge relative à la transaction qui n'a pas été comptabilisée jusqu'alors est enregistrée immédiatement. Cependant, si un nouvel accord remplace l'accord annulé et qu'il est désigné comme tel à la date où il est attribué, les deux sont traités comme si le premier avait été modifié, comme décrit dans le précédent paragraphe.

L'effet dilutif des options en circulation est reflété dans le calcul du résultat dilué par action (Note 7).

Conformément aux dispositions transitoires de la norme, seuls les plans d'options postérieurs au 7 novembre 2002 ont été comptabilisés selon le principe exposé ci-dessus et font l'objet d'une valorisation.

#### 2.4.15 *Passifs financiers*

Les passifs financiers sont classés en deux catégories et comprennent :

- les emprunts au coût amorti et,
- des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat.

##### *Prêts et emprunts portant intérêts*

Tous les prêts et emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les profits et pertes sont enregistrés en résultat lorsque les passifs sont décomptabilisés, ainsi qu'au travers du processus d'amortissement.

#### *Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat*

Ils représentent les passifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les passifs qui répondent à une intention de réalisation à court terme. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées par le compte de résultat.

##### *2.4.16 Juste valeur des instruments financiers*

Les évaluations à la juste valeur doivent être détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

- l'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1) ;
- l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2) ;
- au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les cotations au jour de clôture du bilan. Un marché est considéré comme actif si les cotations sont aisément et régulièrement disponibles d'une bourse, de négociants, de courtiers, d'un évaluateur ou d'une agence de réglementation et que ces cotations sont basées sur des transactions régulières. Ces instruments sont classés en niveau 1.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces différentes méthodes maximisent l'utilisation de données de marché observables, si disponibles, et se fondent peu sur les estimations propres du Groupe. Si tous les éléments requis au calcul de la juste valeur de l'instrument sont observables, cet instrument est classé en niveau 2.

Si un ou plusieurs des principaux éléments de calcul ne sont pas basés sur des données de marché observables, l'instrument est classé en niveau 3.

##### *2.4.17 Provisions*

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque le Groupe attend le remboursement partiel ou total de la provision, par exemple du fait d'un contrat d'assurances, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct mais uniquement si le remboursement est quasi-certain. La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

##### *2.4.18 Avantages au personnel*

En Norvège, les engagements de retraite font l'objet de deux types distincts de régime : Un régime à cotisations définies et un régime à prestations définies. Ce dernier régime nécessite que les contributions du Groupe soient versées à un fond administré spécifique. Le coût des avantages accordés lié à ce régime à prestations définies est de même déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en produit ou en charge lorsque les gains et pertes actuariels cumulés non reconnus à la fin de l'exercice précédent excèdent 10% de la valeur la plus élevée entre l'obligation aux titres des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime à cette date. Ces gains ou pertes sont reconnus sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant du régime. Le montant comptabilisé au passif au titre de ce régime est égal au total de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, diminuée du coût des services passés non encore comptabilisé et de la juste valeur des actifs du régime utilisés directement pour éteindre l'obligation du Groupe. Si ce montant est négatif, l'actif est évalué en retenant le plus faible montant déterminé supra, le coût des services passés non encore comptabilisés et de la valeur actualisée de tout avantage économique disponible sous forme de remboursement du régime ou de diminution des cotisations futures du régime. Le coût des services passés est comptabilisé en charge, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Si les droits à prestations sont déjà acquis lors de l'adoption du plan de retraite ou de sa modification, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé. Le montant comptabilisé au passif au titre de régime à prestations définies est égal au total de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, diminuée du coût des services passés non encore comptabilisé.

Conformément aux dispositions de la loi française, MEMSCAP et ses filiales françaises cotisent à des régimes de retraite au bénéfice du personnel en France, par des contributions assises sur les salaires versées à des agences publiques. La loi française requiert également le versement en une seule fois aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de leur retraite, d'une indemnité de départ en retraite calculée en fonction du nombre d'année de service et du niveau de salaire. Il s'agit d'un régime à prestations définies dont l'obligation n'est couverte par aucun contrat d'assurances. Le coût des avantages accordés lié à ce régime à prestations définies est déterminé en utilisant la



méthode actuarielle des unités de crédit projetées selon les modalités décrites pour le régime applicable à l'entité norvégienne.

Aux États Unis, MEMSCAP Inc. a adopté en novembre 2000, un plan de retraite par capitalisation qui qualifie au titre de la section 401(k) du code des impôts américain. Ce plan d'épargne, à cotisations définies, est exonéré d'impôt et couvre la majeure partie des salariés américains.

#### 2.4.19 *Reconnaissance des produits des activités ordinaires*

Les produits ordinaires de la Société sont principalement constitués des ventes de produits, des ventes de licences de propriété intellectuelle et de prestations de recherche et développement.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Les critères de reconnaissance spécifiques suivants doivent également être remplis pour que les produits des activités ordinaires puissent être reconnus :

- Le chiffre d'affaires sur les ventes de produits est reconnu à la livraison.
- Le chiffre d'affaires de la vente des licences de transfert de propriété intellectuelle (licence d'exploitation de procédés de fabrication) et de concession des droits d'utilisation des outils logiciels associés est reconnu lors de la vente de la licence.
- Les produits liés aux prestations de recherche et développement, y compris les contrats conclus avec les agences publiques, sont reconnus selon la méthode de l'avancement.

#### 2.4.20 *Marge brute*

La marge brute est calculée par différence entre d'une part les produits des activités ordinaires et d'autre part le coût complet de production lié aux ventes de la période. Il s'agit du coût complet de production de l'usine aux États-Unis d'Amérique pour la fabrication des puces ainsi que de celle de Norvège pour l'assemblage des capteurs.

#### 2.4.21 *Résultat opérationnel*

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts d'arrêt d'activités autres que celles destinées à être vendues.

##### *Frais de recherche et développement*

Certains coûts de développement de nouveaux produits encourus après la faisabilité technologique sont capitalisés lorsqu'ils remplissent les critères présentés à la note 2.4.7. Tous les autres coûts de recherche et développement sont comptabilisés en charge au compte de résultat sur la ligne « Frais de recherche et développement ». Le crédit d'impôt recherche vient minorer la charge comptabilisée sur la ligne « Frais de recherche et développement ».

##### *Coûts de production et coûts de commercialisation*

Les coûts de production sont présentés dans la marge brute sur la ligne « Coût des ventes », les coûts de commercialisation étant quant à eux présentés sur la ligne « Frais commerciaux ».

##### *Autres produits et charges opérationnels*

Cette rubrique enregistre les effets des événements majeurs intervenus pendant la période comptable qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise. Il s'agit de produits et charges en nombre limité, inhabituels, anormaux ou peu fréquents et de montants significatifs. Il s'agit notamment des coûts de restructuration, de dépréciation d'actifs, de pertes sur créances clients, de pertes sur stock ou de résultats de cession d'immobilisations spécifiques.

#### 2.4.22 *Impôts*

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielles du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan. Les impôts différés actifs nets ne sont pas comptabilisés lorsque leur recouvrabilité n'est pas jugée probable.

#### 2.4.23 *Résultats par action*

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période plus le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui auraient été émises suite à la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives en actions ordinaires.

#### 2.4.24 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe peut être conduit à utiliser des instruments financiers dérivés tels que les contrats de change à terme et (ou) des swaps de taux d'intérêt pour se couvrir contre les risques associés aux taux d'intérêts et à la fluctuation des cours des monnaies étrangères. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur dès que le contrat est négocié et sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les dérivés sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque la juste valeur est positive et en tant que passifs lorsque la juste valeur est négative.

Tous gains et pertes provenant des variations de juste valeur de dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont comptabilisés directement en résultat. La juste valeur des contrats de change à terme est calculée par références aux cours actuels pour des contrats ayant des profils de maturité similaires. Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- Soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme (excepté pour le risque de change) ;
- Soit de couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable soit à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé, soit à une transaction future hautement probable ou au risque de change sur un engagement ferme.

Au commencement d'une relation de couverture, le Groupe désigne de manière formelle et documente la relation de couverture à laquelle le Groupe souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif poursuivi en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture. La documentation inclut l'identification de l'instrument de couverture, de l'élément ou de la transaction couvert(e), de la nature du risque couvert ainsi que de la manière dont le Groupe évaluera l'efficacité de l'instrument de couverture à des fins de compensation de l'exposition aux variations de juste valeur de l'instrument couvert ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert. Le Groupe s'attend à ce que la couverture soit hautement efficace dans la compensation des variations de juste valeur ou de flux de trésorerie. La couverture est évaluée de façon continue afin de démontrer qu'elle a effectivement été hautement efficace durant tous les exercices couverts par les états financiers pour lesquels elle a été désignée.

Les instruments de couverture qui satisfont aux critères stricts de la comptabilité de couverture sont comptabilisés de la manière suivante :

##### *Couvertures de juste valeur*

Les variations de juste valeur d'un dérivé qualifié de couverture de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert ajustent la valeur comptable de l'élément couvert et sont aussi comptabilisées en résultat.

##### *Couvertures de flux de trésorerie*

Le profit ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres, alors que la partie inefficace est comptabilisée en résultat. Les montants comptabilisés directement en capitaux propres sont inclus dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction couverte affecte le résultat, comme par exemple lorsqu'un produit financier couvert ou une charge financière couverte est comptabilisé(e) ou lorsqu'une vente prévue a lieu. Quand l'élément couvert est le coût d'un actif non financier ou d'un passif non financier, les montants comptabilisés directement en capitaux propres sont exclus des capitaux propres et intégrés au coût initial de l'actif ou du passif non financier. Si le Groupe s'attend à ce que la transaction prévue ou l'engagement ne se réalisent pas, les montants préalablement comptabilisés directement en capitaux propres sont enregistrés en résultat. Si l'instrument de couverture arrive à maturité, est vendu, résilié ou exercé sans remplacement ou renouvellement, ou si sa désignation comme instrument de couverture est révoquée, les montants précédemment comptabilisés en capitaux propres y sont maintenus jusqu'à la réalisation de la transaction prévue ou de l'engagement ferme.

### 3. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Aucune opération de regroupement d'entreprises n'est intervenue au cours des exercices 2012 et 2011.

## 4. INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à IFRS 8, l'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par la direction opérationnelle du Groupe pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance. Les informations du reporting sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le Groupe. Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

- **Les produits sur mesure**, qui comprennent la conception et la fabrication de composants MEMS, la concession de licences de propriété intellectuelle ainsi que les projets de coopération clients pour le développement et la production sur mesure ;
- **Les produits standards / capteurs**, qui intègrent la conception et la fabrication de capteurs et de systèmes de mesures multi-fonctionnels destinés aux secteurs du médical, du biomédical ainsi qu'à ceux de l'industrie aéronautique et de la défense ;
- **Le pôle dermocosmétique**, qui intègre l'exploitation et la gestion des actifs du Groupe relatifs aux secteurs de la dermatologie et de la cosmétologie, dont notamment la marque Ioma.

Aucun de ces secteurs opérationnels, considérés comme devant être présentés, ne résulte de regroupement de secteurs opérationnels. Le management contrôle les résultats des secteurs d'activité de manière distincte, aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources de chacun des secteurs et d'évaluation de ses performances. La performance sectorielle est évaluée sur la base d'un résultat opérationnel, dont la détermination diffère, à certains égards, du résultat opérationnel dans les états financiers consolidés, comme détaillé ci-après. La politique financière du Groupe (incluant l'incidence des charges et produits financiers) et la fiscalité sur le résultat, sont gérées au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs opérationnels. Les prix de transfert entre les segments d'activités sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

### 4.1 Secteurs d'activité

Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur d'activité du Groupe, les produits des activités ordinaires ainsi que les résultats pour les exercices clos au 31 décembre 2012 et 2011. Au 31 décembre 2012, tous les actifs sont affectés aux différents secteurs à l'exception de la trésorerie et équivalents de trésorerie consolidés d'un montant de 2 671 000 euros (2011 : 640 000 euros) et des titres obligataires disponibles à la vente d'un montant de 1 099 000 euros (2011 : 1 045 000 ) correspondant à des placements de trésorerie à plus d'un an. Le Groupe gère sa trésorerie de manière centralisée (Cash pooling) qui n'est de ce fait pas affectée aux différents secteurs. Au 31 décembre 2012, l'ensemble des passifs sont affectés aux différents secteurs à l'exception des découverts bancaires correspondant à la trésorerie passive du Groupe soit un montant de 602 000 euros (2011 : 612 000 euros de découverts bancaires). Comme évoqué précédemment concernant le traitement des actifs sectoriels, ces éléments de trésorerie ne sont pas affectés aux différents secteurs.

Activités poursuivies - Exercice clos le 31 décembre 2012

	<i>Produits sur mesure</i>	<i>Produits standards / Capteurs</i>	<i>Pôle dermo- cosmétique</i>	<i>Eliminations</i>	<i>Total</i>
	<u>€000</u>	<u>€000</u>	<u>€000</u>	<u>€000</u>	<u>€000</u>
<b>Produits des activités ordinaires</b>					
Ventes à des clients externes .....	5 235	7 106	69	--	12 410
Ventes inter-secteurs .....	110	--	--	(110)	--
Produits des activités ordinaires .....	<u>5 345</u>	<u>7 106</u>	<u>69</u>	<u>(110)</u>	<u>12 410</u>
Résultats sectoriels .....	<u>(876)</u>	<u>48</u>	<u>43</u>	<u>--</u>	<u>(785)</u>
Charges non affectées .....					(755)
Résultat avant impôt, charges et produits financiers .....					<u>(1 540)</u>
Produits financiers nets .....					1 196
Résultat avant impôt .....					<u>(344)</u>
Produit / (Charge) d'impôt sur le résultat .....					--
Résultat net de l'exercice .....					<u>(344)</u>
<b>Actifs et passifs</b>					
Goodwill .....	--	4 959	3 419	--	8 378
Autres actifs incorporels et immobilisations ...	2 407	2 665	5	--	5 077
Autres actifs sectoriels .....	2 688	5 293	22	--	8 003
Actifs non affectés .....					3 770
Total actifs .....					<u>25 228</u>
Passifs sectoriels .....	3 604	2 557	12	--	6 173
Passifs non affectés .....					602
Total passifs .....					<u>6 775</u>
<b>Autres informations sectorielles</b>					
<b>Investissements :</b>					
Immobilisations corporelles .....	278	162	--	--	440
Immobilisations incorporelles .....	23	234	--	--	257
<b>Amortissements / Dépréciations :</b>					
Immobilisations corporelles .....	323	334	--	--	657
Immobilisations incorporelles .....	18	244	--	--	262
Pertes de valeur .....	--	--	--	--	--

Activités poursuivies - Exercice clos le 31 décembre 2011

	<i>Produits sur mesure</i>	<i>Produits standards / Capteurs</i>	<i>Pôle dermo- cosmétique</i>	<i>Eliminations</i>	<i>Total</i>
	<u>€000</u>	<u>€000</u>	<u>€000</u>	<u>€000</u>	<u>€000</u>
<b>Produits des activités ordinaires</b>					
Ventes à des clients externes .....	3 908	6 071	44	--	10 023
Ventes inter-secteurs .....	49	--	--	(49)	--
Produits des activités ordinaires .....	<u>3 957</u>	<u>6 071</u>	<u>44</u>	<u>(49)</u>	<u>10 023</u>
Résultats sectoriels .....	<u>(386)</u>	<u>(492)</u>	<u>(77)</u>	<u>--</u>	<u>(955)</u>
Charges non affectées .....					(898)
Résultat avant impôt, charges et produits financiers .....					<u>(1 853)</u>
Charges financières nettes .....					(191)
Résultat avant impôt .....					<u>(2 044)</u>
Produit / (Charge) d'impôt sur le résultat .....					--
Résultat net de l'exercice .....					<u>(2 044)</u>
<b>Actifs et passifs</b>					
Goodwill .....	--	4 700	3 419	--	8 119
Autres actifs incorporels et immobilisations ...	2 487	2 711	12	--	5 210
Actifs financiers disponibles à la vente .....	--	--	1 938	--	1 938
Autres actifs sectoriels .....	2 737	4 907	49	--	7 693
Actifs non affectés .....					1 685
Total actifs .....					<u>24 645</u>
Passifs sectoriels .....	4 379	2 325	52	--	6 756
Passifs non affectés .....					612
Total passifs .....					<u>7 368</u>
<b>Autres informations sectorielles</b>					
<b>Investissements :</b>					
Immobilisations corporelles .....	432	23	--	--	455
Immobilisations incorporelles .....	9	511	7	--	527
<b>Amortissements / Dépréciations :</b>					
Immobilisations corporelles .....	349	425	--	--	774
Immobilisations incorporelles .....	13	242	98	--	353
Pertes de valeur .....	--	--	--	--	--

## 4.2 Secteurs géographiques

Les tableaux suivants présentent, par secteur géographique, les produits des activités ordinaires relatifs aux activités poursuivies pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011.

Activités poursuivies - Exercice clos le 31 décembre 2012

	<i>Europe</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>Asie</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
	<i>€000</i>	<i>€000</i>	<i>€000</i>	<i>€000</i>	<i>€000</i>
Produits des activités ordinaires					
Ventes à des clients externes .....	3 427	6 742	1 975	266	12 410
Produits sectoriels .....	3 427	6 742	1 975	266	12 410
Autres informations sectorielles					
Actifs sectoriels					
Actifs sectoriels affectés.....	21 062	4 166	--	--	25 228
Actifs non affectés.....					--
Total actifs .....					25 228
Investissements					
Investissements corporels.....	162	278	--	--	440
Investissements incorporels.....	234	23	--	--	257

Activités poursuivies - Exercice clos le 31 décembre 2011

	<i>Europe</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>Asie</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
	<i>€000</i>	<i>€000</i>	<i>€000</i>	<i>€000</i>	<i>€000</i>
Produits des activités ordinaires					
Ventes à des clients externes .....	3 250	4 444	1 901	428	10 023
Produits sectoriels .....	3 250	4 444	1 901	428	10 023
Autres informations sectorielles					
Actifs sectoriels					
Actifs sectoriels affectés.....	20 467	4 178	--	--	24 645
Actifs non affectés.....					--
Total actifs .....					24 645
Investissements					
Investissements corporels.....	25	430	--	--	455
Investissements incorporels.....	527	--	--	--	527

## 4.3 Principaux clients

Les principaux clients représentant plus de 10% du chiffre d'affaires total du Groupe sur l'exercice 2012 et 2011 s'analysent comme suit :

<i>(% des ventes totales sur l'exercice)</i>	<i>Produits sur mesure</i>		<i>Produits standards</i>	
	<i>2012</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>
1 <sup>er</sup> client.....	--	10,7%	11,6%	--
2 <sup>ème</sup> client .....	10,4%	--	--	10,2%
3 <sup>ème</sup> client .....	--	--	--	--
Total .....	10,4%	10,7%	11,6%	10,2%

## 5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES

### 5.1 *Autres produits*

Les autres produits sont composés de subventions d'exploitation afférentes à des opérations de recherche et développement accordées dans le cadre de programmes étatiques.

### 5.2 *Charges financières*

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Emprunts et découverts bancaires.....	209	197
Charges financières dues au titre des contrats de location-financement .....	20	30
Dépréciation d'actifs financiers disponibles à la vente .....	14	108
<b>Charges financières.....</b>	<b>243</b>	<b>335</b>

### 5.3 *Produits financiers*

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Produits de cession de participations ( <i>Note 1.2</i> ) .....	1 261	--
Produits d'intérêts bancaires .....	101	74
Gain de change .....	77	70
<b>Produits financiers .....</b>	<b>1 439</b>	<b>144</b>

### 5.4 *Dotations aux amortissements*

La dotation aux amortissements au titre des exercices 2012 et 2011 se répartit comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Coût des ventes.....	586	572
Frais de recherche et développement .....	200	331
Frais commerciaux.....	41	72
Charges administratives.....	92	152
<b>Total dotations aux amortissements.....</b>	<b>919</b>	<b>1 127</b>

### 5.5 *Frais de personnel*

Les frais de personnel, charges sociales comprises, comptabilisés en charge au titre des exercices 2012 et 2011 s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Charges de personnel y compris charges sociales.....	5 814	5 328
Retraites .....	94	(185)
Charges liées au paiement en actions.....	88	104
<b>Total des frais de personnel .....</b>	<b>5 996</b>	<b>5 247</b>

La suppression d'un régime optionnel de retraite à prestations définies au sein de la filiale norvégienne a engendré une reprise de provision d'un montant de 189 000 euros au titre des engagements de retraite sur l'exercice 2011 (Note 20).

L'effectif moyen du Groupe en nombre de salariés équivalent temps plein est le suivant :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Production.....	53	51
Recherche et développement .....	12	15
Services commerciaux et marketing .....	4	5
Direction générale et personnel administratif .....	6	7
<b>Effectif total équivalent temps plein.....</b>	<b>75</b>	<b>78</b>

### 5.6 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se composent de 1 638 000 euros (2011 : 1 681 000 euros) de charges directement comptabilisées en compte de résultat et de 234 000 euros (2011 : 507 000 euros) de frais développement capitalisés. Au 31 décembre 2012, la valeur nette des frais de développement capitalisés s'établit à 1 358 000 euros (2011 : 1 284 000 euros).

## 6. IMPOTS SUR LE RESULTAT

Le rapprochement chiffré entre la charge d'impôt et le résultat comptable avant impôt multiplié par le taux d'impôt applicable en France soit 33,33% (2011 : 33,33%) pour les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2011 est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Résultat avant impôt .....	(344)	(2 044)
Produit / (charge) au taux d'impôt en vigueur en France.....	115	681
Incidence des pertes reportables .....	(115)	(681)
<b>Produit d'impôt.....</b>	<b>--</b>	<b>--</b>

La situation fiscale latente au 31 décembre 2012 est essentiellement composée des pertes reportables d'un montant de :

- 117,4 millions d'euros en France reportables indéfiniment.
- 12,3 millions d'euros pour la filiale américaine expirant entre 2019 et 2027.
- 5,8 millions d'euros pour la filiale norvégienne reportables indéfiniment.

Au 31 décembre 2012, la Société comptabilise en actifs d'impôt différé une quote-part des pertes reportables sur bénéficiaires fiscaux futurs relatives à sa filiale norvégienne et américaine soit 1 226 000 euros (2011 : 1 201 000 euros). En raison de son historique de perte, la Société estime que la recouvrabilité des actifs d'impôt différé générés par les pertes reportables sur les autres entités du Groupe n'est pas jugée probable, le Groupe ne comptabilisant en impôts différés actifs que les déficits d'impôts pouvant être imputés dans un avenir proche.

L'horizon de recouvrement des reports déficitaires activés par périmètre fiscal ainsi que la quotité de déficits reportables activés par rapport aux reports disponibles s'analysent comme suit au 31 décembre 2012 et 2011 :

(Au 31 décembre 2012)	Etats-Unis	Norvège
Actifs d'impôt différé comptabilisé (En milliers d'euros) .....	564	662
Horizon de recouvrement des reports déficitaires activés .....	3 ans	3 ans
Quotité de déficits reportables activés par rapport aux reports disponibles .....	11%	41%
<b>(Au 31 décembre 2011)</b>	<b>Etats-Unis</b>	<b>Norvège</b>
Actifs d'impôt différé comptabilisé (En milliers d'euros) .....	573	628
Horizon de recouvrement des reports déficitaires activés .....	3 ans	4 ans
Quotité de déficits reportables activés par rapport aux reports disponibles .....	11%	44%



## 7. RESULTATS PAR ACTION

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère .....	(344)	(2 044)
	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
<i>(en milliers)</i>		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (excluant les actions propres) pour le résultat de base par action .....	5 923	4 705
Effet de la dilution :		
Options de souscription d'actions (Plans n°18 et n°20) .....	80	--
Actions gratuites (Plan n°1) .....	50	--
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (excluant les actions propres) ajusté pour le résultat dilué par action .....	6 053	4 705

En 2012, du fait du cours moyen de l'action qui s'élève à 1,44 euros (2011 : 2,86 euros) et d'un plus haut annuel à 2,40 euros (2011 : 4,84 euros), les instruments non-dilutifs correspondent à l'ensemble des plans d'options de souscription d'actions, à l'exception des plans n°18 du 24 février 2010 et n°20 du 07 février 2012 dont les prix de souscription par action s'établissent respectivement à 1,62 euros et 1,29 euros, ainsi que du plan d'actions gratuites n°1 du 07 février 2012.

Au 31 décembre 2012, ces 3 plans sont dilutifs compte tenu du cours de clôture à 2,27 euros. Les plans d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites sont décrits en note 18.1.

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Terrains .....	30	30
Constructions .....	1 414	1 414
Agencements et installations .....	136	130
Equipements industriels (1) .....	9 403	9 118
Mobilier et autres équipements de bureau .....	331	286
Equipements informatiques .....	323	316
Immobilisations corporelles (2) .....	11 637	11 294
Amortissements cumulés .....	(7 353)	(6 702)
Provisions pour dépréciation d'actifs (3) .....	(665)	(779)
Valeur nette des immobilisations corporelles .....	3 619	3 813

(1) dont immobilisations financées par contrats de location-financement :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Equipements industriels .....	1 281	1 381
Immobilisations corporelles .....	1 281	1 381
Amortissements cumulés .....	(890)	(1 029)
Valeur nette des immobilisations corporelles financées par crédit-bail .....	391	352

(2) La variation des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture .....	11 294	11 264
Acquisitions .....	440	455
Cessions .....	(271)	(597)
Ecarts de conversion .....	174	172
Solde à la clôture .....	11 637	11 294

Les principales acquisitions de l'exercice 2012 comprennent du matériel industriel afférent aux filiales américaine et norvégienne du Groupe (401 000 euros).

Les cessions sur l'exercice 2012 sont principalement composées d'équipements et d'agencements intégralement amortis ou dépréciés.

Les actifs acquis par contrats de location-financement sont donnés en nantissement des dettes afférentes à ces contrats. Les constructions et terrains, d'une valeur nette comptable de 1 027 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 1 100 000 euros), servent de droit réel de premier rang en couverture d'emprunts bancaires du Groupe (Note 19.1).

La charge d'amortissement au compte de résultat s'élève à 657 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 774 000 euros).

(3) La variation de la provision pour dépréciation d'actifs s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture .....	779	851
Ajustements suite aux amortissements comptabilisés sur l'exercice .....	(101)	(93)
Ecarts de conversion .....	(13)	21
Solde à la clôture .....	665	779

Cette provision pour dépréciation d'actifs est afférente à un ensemble d'équipements et outillages industriels relatif à l'activité Produits sur mesure du Groupe. La valeur nette comptable de ces équipements s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Valeur brute des équipements faisant l'objet d'une provision pour dépréciation ..	3 370	3 437
Amortissements / Dépréciations .....	(2 465)	(2 377)
Valeur nette des équipements faisant l'objet d'une prov. pour dépréciation.....	905	1 060

## 9. ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels de la Société s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Goodwill .....	8 846	8 587
Logiciels (1).....	437	427
Marques et brevets .....	2 249	2 254
Frais de développement immobilisés .....	1 645	1 769
Immobilisations incorporelles (2) .....	13 177	13 037
Amortissements cumulés .....	(2 873)	(2 873)
Provisions pour dépréciation d'actifs (3) .....	(468)	(648)
Valeur nette des immobilisations incorporelles .....	9 836	9 516

(1) dont immobilisations financées par contrats de location-financement :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Logiciels .....	97	92
Immobilisations incorporelles.....	97	92
Amortissements cumulés .....	(51)	(39)
Valeur nette des immobilisations incorporelles financées par crédit-bail .....	46	53

(2) La variation des actifs incorporels s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture .....	13 037	12 778
Acquisitions.....	257	527
Cessions.....	(472)	(314)
Ecart de conversion.....	355	46
Solde à la clôture .....	13 177	13 037

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Goodwill</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Marques et brevets</i>	<i>Frais de développement</i>	<i>Total</i>
Coût :					
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 .....	8 559	405	2 247	1 567	12 778
Acquisitions.....	--	13	7	--	20
Développements générés en interne.....	--	--	--	507	507
Cessions.....	--	--	--	(314)	(314)
Ecart de conversion.....	28	9	--	9	46
Au 31 décembre 2011.....	8 587	427	2 254	1 769	13 037
Coût :					
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 .....	8 587	427	2 254	1 769	13 037
Acquisitions.....	--	23	--	--	23
Développements générés en interne.....	--	--	--	234	234
Cessions.....	--	(13)	(7)	(452)	(472)
Ecart de conversion.....	259	--	2	94	355
Au 31 décembre 2012.....	8 846	437	2 249	1 645	13 177

Les principales acquisitions de l'exercice 2012 concernent les frais de recherche et développement capitalisés afférents à l'activité Produits standards / Capteurs pour un montant de 234 000 euros (2011 : 507 000 euros) conformément à la norme IAS 38. Les cessions de l'exercice sont quant elles principalement composées de la mise au rebut de développements antérieurs intégralement amortis ou dépréciés.

Les actifs acquis par contrats de location-financement sont donnés en nantissement des dettes afférentes à ces contrats.

La charge d'amortissement au compte de résultat s'élève à 262 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 353 000 euros).

(3) Le montant des dépréciations d'actifs comptabilisées selon la norme IAS 36 s'établit à 468 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 648 000 euros). La variation de la provision pour dépréciation d'actifs s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture .....	648	864
Ajustements suite aux amortissements comptabilisés sur l'exercice .....	(180)	(216)
Solde à la clôture .....	468	648

Les dépréciations d'actifs incorporels, selon la norme IAS 36, comptabilisées au titre des exercices 2012 et 2011 s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
<i>Secteur Produits sur mesure</i>		
Dépréciations de marques et brevets.....	--	(180)
Dépréciations d'actifs incorporels – Secteur Produit sur mesure.....	--	(180)
<i>Secteur Pôle dermocosmétique</i>		
Pertes de valeur sur goodwill.....	(468)	(468)
Dépréciations d'actifs incorporels – Secteur Pôle dermocosmétique .....	(468)	(468)
<b>Total dépréciations d'actifs incorporels.....</b>	<b>(468)</b>	<b>(648)</b>

La valeur nette comptable de ces actifs incorporels après dépréciations et amortissements s'établit comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
<i>Secteur Pôle dermocosmétique</i>		
Goodwill.....	3 419	3 419
Valeur nette des actifs incorporels faisant l'objet de dépréciations .....	3 419	3 419

## 10. TEST DE PERTE DE VALEUR

Le goodwill acquis lors des regroupements d'entreprises a été alloué de la façon suivante à trois unités génératrices de trésorerie (UGT) pour les besoins des tests de dépréciation :

- Unité génératrice de trésorerie Produits standards / Avionique et médical ;
- Unité génératrice de trésorerie Produits sur mesure / Recherche et développement corporate ; et,
- Unité génératrice de trésorerie Pôle dermocosmétique.

Suite à l'examen annuel de la valeur recouvrable des actifs au 31 décembre 2012, estimée sur la base des valeurs d'utilité dont les hypothèses sont décrites ci-dessous, aucune perte de valeur complémentaire par rapport à l'exercice précédent n'a été comptabilisée. Les reprises de provisions pour dépréciations d'actifs sur l'exercice 2012 tiennent compte quant à elles de la révision des valeurs nettes comptables des actifs suite à l'amortissement comptabilisé. Au 31 décembre 2012 et 2011, les dépréciations d'actifs comptabilisées au bilan du Groupe se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>		
UGT – Produits sur mesure / R&D corporate.....	665	959		
UGT – Pôle dermocosmétique.....	468	468		
<b>Total dépréciations d'actifs.....</b>	<b>1 133</b>	<b>1 427</b>		
<i>31 décembre 2012 (en milliers d'euros)</i>	<i>Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)</i>		<i>Total</i>	<i>Réf. Notes Annexe</i>
	<i>Produits sur mesure / R&amp;D corporate</i>	<i>Pôle dermocosmétique</i>		
<i>Actifs</i>				
Goodwill.....	--	468	468	9
Immobilisations corporelles.....	665	--	665	8
Dépréciations d'actifs.....	665	468	1 133	
Valeur des actifs testés avant dépréciations (1).....	4 403	3 908	8 311	

(1) Incluant les besoins en fonds de roulement.

31 décembre 2011 (en milliers d'euros)	Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)		Total	Réf. Notes Annexe
	Produits sur mesure / R&D corporate	Pôle dermocosmétique		
<i>Actifs</i>				
Goodwill.....	--	468	468	9
Actifs incorporels.....	180	--	180	9
Immobilisations corporelles.....	779	--	779	8
Dépréciations d'actifs.....	959	468	1 427	
Valeur des actifs testés avant dépréciations (1).....	4 514	3 902	8 416	

(1) Incluant les besoins en fonds de roulement.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée concernant l'UGT Produits standards / Avionique et médical dont la valeur comptable des actifs testés s'établit à 10 893 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 10 834 000 euros).

Les variations des provisions pour dépréciations d'actifs au 31 décembre 2012 et 2011 sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Goodwill	Actifs incorporels	Immobilisations corporelles	Total Dépréciations
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011.....	468	396	851	1 715
<i>Reprises de provisions consécutives aux :</i>				
Ajustements suite aux amortissements comptabilisés sur la période.....	--	(216)	(93)	(309)
Ecarts de conversion.....	--	--	21	21
Au 31 décembre 2011.....	468	180	779	1 427
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012.....	468	180	779	1 427
<i>Reprises de provisions consécutives aux :</i>				
Ajustements suite aux amortissements comptabilisés sur la période.....	--	(180)	(101)	(281)
Ecarts de conversion.....	--	--	(13)	(13)
Au 31 décembre 2012.....	468	--	665	1 133

Les valeurs nettes comptables du goodwill après dépréciations, allouées à chaque unité génératrice de trésorerie, s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Produits standards Avionique / Médical		Pôle dermo-cosmétique		Total	
	Déc. 2012	Déc. 2011	Déc. 2012	Déc. 2011	Déc. 2012	Déc. 2011
	Valeur comptable du goodwill.....	4 959	4 700	3 419	3 419	8 378

La variation de la valeur comptable du goodwill relatif à l'UGT Produits standards / Avionique et médical au 31 décembre 2012, soit une augmentation de cette valeur de 259 000 euros, correspond à l'impact de l'évolution du cours de la couronne norvégienne lors de la conversion en euro de ce goodwill.

Les hypothèses clés utilisées dans le calcul de la valeur d'utilité des UGT sont les suivantes :

#### Taux d'actualisation

Les taux d'actualisation après impôt appliqués aux prévisions de flux de trésorerie sont les suivants :

Taux d'actualisation (1)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
UGT Produits standards / Avionique et médical.....	12,1%	12,1%
UGT Produits sur mesure / R&D corporate.....	12,1%	12,1%
UGT Pôle dermocosmétique.....	13,1%	13,1%

(1) Les taux d'actualisation sont des taux après impôt appliqués à des flux de trésorerie après impôt. L'utilisation de ces taux donne des valeurs recouvrables identiques à celles qui seraient obtenues en utilisant des taux avant impôt appliqués à des flux de trésorerie avant impôt (comme requis par IAS 36 « Dépréciations d'actifs »).

Les taux d'actualisation spécifiques reflètent les estimations faites par le Groupe sur chacune des UGT. Pour déterminer les taux d'actualisation respectifs de chaque UGT, il a été tenu compte de la position concurrentielle, de la courbe d'expérience et des potentiels de croissance de marché relatifs à chaque UGT. L'UGT Pôle dermocosmétique étant considérée comme une activité en phase de lancement, le taux d'actualisation apparaît supérieur à celui utilisé pour les UGT Produits standards / Avionique et médical et Produits sur mesure / R&D corporate, ces activités étant afférentes à des marchés matures pour lesquels le Groupe possède une position concurrentielle forte grâce à ses brevets et son know-how.

Pour les UGT Produits standards / Avionique et médical et Produits sur mesure / R&D corporate, les hypothèses clés sur l'évolution des activités sont les suivantes :

*Taux de croissance utilisés pour extrapoler les flux de trésorerie au-delà de la période budgétée*

Pour les flux au-delà de cinq ans, une extrapolation est effectuée sur une période de 2 ans qui intègre un taux de croissance dégressif convergeant vers le taux de croissance long terme de 2,00% retenu pour les besoins du test (2011 : 2,00%). Ce taux correspond à l'estimation du taux de croissance moyen à long terme des secteurs sur lesquels le Groupe est présent.

*Volumes de ventes attendus durant la période budgétée*

Les hypothèses clés relatives à la progression attendue des volumes de ventes sur les 5 prochaines années par UGT sont les suivantes : Progression annuelle moyenne de 14% pour l'UGT Produits standards / Avionique et médical (2011 : 17%) et de 16% pour l'UGT Produits sur mesure / R&D corporate (2011 : 19%). Ces volumes de ventes ont été déterminés avec un niveau attendu du cours du dollar américain de 1,35 pour 1,00 euro. Les montants d'investissements retenus sur la période budgétée par UGT ainsi que les niveaux de besoins en fonds de roulement sont corrélés aux taux de croissance attendus.

*EBITDA (résultat avant intérêts, impôts, dotations aux amortissements et provisions) durant la période budgétée*

Les EBITDA sont déterminés sur la base des ratios EBITDA / Chiffre d'affaires moyens constatés au titre des 3 exercices précédant le début de la période budgétée hors éléments non normatifs. Ces indicateurs financiers sont augmentés des gains de productivité attendus. Le coefficient de progression moyen durant la période budgétée s'établit à 1,19 pour l'UGT Produits standards / Avionique et médical et de 1,12 pour l'UGT Produits sur mesure / R&D corporate.

La sensibilité des valeurs recouvrables des UGT aux changements d'hypothèses clés s'analyse comme suit :

- Pour l'UGT Produits standards :
  - a) Une progression des volumes de ventes attendus sur les 5 prochaines années ramenée de 14% à 10% conduirait à une dépréciation du goodwill de l'UGT de 1,9 million d'euros.
  - b) Une augmentation de 1 point du taux d'actualisation après impôt conduirait à une dépréciation du goodwill de l'UGT de 1,1 million d'euros.
- Pour l'UGT Produits sur mesure / R&D corporate :
  - a) Une progression des volumes de ventes attendus sur les 5 prochaines années ramenée de 16% à 10% conduirait à une dépréciation complémentaire des immobilisations corporelles de 2,4 millions d'euros.
  - b) Une augmentation de 1 point du taux d'actualisation après impôt conduirait à une augmentation de 0,4 million d'euros de la dépréciation relative aux immobilisations corporelles de l'UGT.

Au 31 décembre 2012, la part en pourcentage de valeur terminale dans la valorisation des UGT s'établit à 52% pour les UGT Produits standards (2011 : 48%) et à 38% pour l'UGT Produits sur mesure / R&D corporate (2011 : 31%).

Concernant l'UGT Pôle dermocosmétique, le test de dépréciation a été fondé sur le plan d'affaires de l'activité des sociétés Laboratoires La Licorne / IntuiSkin. Compte tenu des investissements significatifs engagés par la société IntuiSkin dans les domaines commerciaux, marketing et de développement produits, le niveau de redevance moyen sur les 4 prochaines années est attendu à 0,3 million d'euros. Sur l'exercice 2012, ces redevances se sont élevées à 0,1 million d'euros. Le plan d'affaires intègre en 2016 la finalisation d'accords commerciaux et de distribution avec des partenaires industriels permettant une extension internationale marquée des activités d'IntuiSkin. A ce titre le niveau des redevances sur la période de 2016 à 2018, est amené à connaître un taux de progression moyen de 1,59. A l'issue de cette période, l'hypothèse de la cession des actifs incorporels des Laboratoires La Licorne pour un montant de 3,5 millions d'euros, conformément aux conditions de la promesse de vente entre les Laboratoires La Licorne et IntuiSkin, a été retenue (Note 25.1). Sur la base de ces hypothèses et d'un taux d'actualisation de 13,1% incluant une prime de risque spécifique liée au risque de prévision, la valeur recouvrable des actifs est proche de leur valeur comptable.

- La majoration du taux d'actualisation de 2 points ne conduirait à aucune dépréciation complémentaire du goodwill.
- L'application d'une décote de 20% sur les revenus prévisionnels de l'activité ne conduirait à aucune dépréciation complémentaire du goodwill.

Il est précisé par ailleurs que les hypothèses retenues dans le cadre des tests de dépréciation sur les différentes UGT tiennent compte de l'évolution des volumes d'affaires du Groupe observée sur l'exercice 2012 dont les conséquences sont de ce fait intégrées au sein des plans d'affaires prévisionnels.

## 11. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

Les actifs incorporels de la Société s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Participation IntuiSkin (anciennement iCosmeceuticals).....	--	1 938
Titres obligataires .....	906	736
Titres participatifs .....	193	309
Actifs financiers disponibles à la vente.....	1 099	2 983

Le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture des actifs financiers disponibles à la vente est le suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture .....	2 983	2 725
Acquisitions.....	368	328
Cessions.....	(2 274)	(188)
Gains / (pertes) en résultat .....	208	(127)
Gains / (pertes) latents en capitaux propres .....	(186)	245
Solde à la clôture .....	1 099	2 983

La Groupe a procédé en date du 26 juin 2012 à la cession de l'intégralité de sa participation (soit 11,6%) dans la société IntuiSkin pour un prix de vente, net de frais, d'un montant de 2 858 000 euros en numéraire. La plus-value afférente à cette cession, comptabilisée en résultat financier, s'établit à 1 261 000 euros (Note 1.2).

Les autres actifs financiers disponibles à la vente comprennent des titres obligataires d'une valeur de 906 000 euros (2011 : 736 000 euros) et de titres participatifs d'une valeur de 193 000 euros (2011 : 309 000 euros) correspondant à des placements de trésorerie. La juste valeur de ces titres obligataires et participatifs est déterminée par référence à des prix publiés sur un marché actif.

Conformément à l'amendement d'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », le tableau ci-dessous présente, pour les actifs financiers disponibles à la vente qui sont pour le Groupe ses titres de participation dans des sociétés non consolidées ainsi que des titres obligataires et participatifs, la répartition de leur juste valeur entre les trois niveaux de hiérarchie dans la juste valeur définis par l'amendement en référence :

- Niveau 1 : pour les actifs financiers cotés sur un marché actif, la juste valeur correspond au prix coté ;
- Niveau 2 : pour les actifs financiers non cotés sur un marché actif et pour lesquels des données observables de marché existent sur lesquelles le Groupe peut s'appuyer pour en évaluer la juste valeur ;
- Niveau 3 : pour les actifs financiers non cotés sur un marché actif et pour lesquels il n'existe pas de données de marché observables pour en évaluer la juste valeur.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Niveau 1 - Titres obligataires et participatifs .....	1 099	1 045
Niveau 3 - Participation IntuiSkin .....	--	1 938
Actifs financiers disponibles à la vente.....	1 099	2 983

Les pertes latentes relatives aux actifs financiers disponibles à la vente et non reconnues en résultat s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Niveau 1 - Titres obligataires.....	5	107
Pertes latentes sur actifs financiers non reconnues en résultat .....	5	107

Le montant des dépréciations d'actifs, comptabilisées en résultat selon la norme IAS 39 et conformément aux éléments de jugement présentés en note 2.4.9, s'établit à 14 000 euros au titre de l'exercice 2012 (2011 : 108 000 euros) et porte sur les titres participatifs détenus par la Société. Les pertes latentes relatives aux actifs financiers disponibles à la vente et non reconnues en résultat au 31 décembre 2012 concernent les titres obligataires

détenus par la Société pour lesquels aucun risque de défaillance des émetteurs n'a été identifié à la clôture des états financiers semestriels.

## 12. STOCKS

Les stocks de la Société se présentent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Matières premières.....	1 364	1 158
Encours.....	1 060	935
Produits finis.....	1 604	1 554
Sous-total.....	4 028	3 647
Moins : Provision pour dépréciation.....	(334)	(171)
Valeur nette des stocks et encours.....	3 694	3 476

La dépréciation des stocks concerne essentiellement des produits finis pouvant présentant un risque d'obsolescence commerciale.

La variation des stocks s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture.....	3 476	3 723
Mouvements de l'exercice.....	88	(296)
Ecart de conversion.....	130	49
Solde à la clôture.....	3 694	3 476

## 13. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS COURANTS

Les créances clients de la Société s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Créances clients.....	2 601	2 654
Moins : Provision pour dépréciation.....	(28)	(26)
Valeur nette des créances clients.....	2 573	2 628

Les créances clients ne portent pas intérêts et sont en général payables de 30 à 90 jours.

Les mouvements de provisions pour dépréciation des créances se détaillent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Dépréciées individuellement</i>	<i>Dépréciées collectivement</i>	<i>Total</i>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011.....	--	26	26
Dotations de l'année.....	--	--	--
Reprises utilisées (pertes sur créances irrécouvrables).....	--	--	--
Reprises non utilisées.....	--	--	--
Ecart de conversion.....	--	--	--
Au 31 décembre 2011.....	--	26	26
Dotations de l'année.....	--	--	--
Reprises utilisées (pertes sur créances irrécouvrables).....	--	--	--
Reprises non utilisées.....	--	--	--
Ecart de conversion.....	--	2	2
Au 31 décembre 2012.....	--	28	28

Au 31 décembre, l'échéancier des créances est résumé ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Total</i>	<i>Non échues et non dépréciées</i>	<i>&lt; 30 jours</i>	<i>30-60 jours</i>	<i>60-90 jours</i>	<i>90-120 jours</i>	<i>&gt; 120 jours</i>
2012.....	2 573	2 255	161	37	68	--	52
2011.....	2 628	2 305	143	96	56	7	21



Les autres débiteurs courants de la Société s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Créances fiscales .....	339	75
<b>Total des autres débiteurs courants .....</b>	<b>339</b>	<b>75</b>

Les créances fiscales sont principalement composées de crédits de taxe à la valeur ajoutée.

#### 14. CREANCES D'IMPOTS COURANTS

Les créances d'impôts courants de la Société s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Crédits d'impôt recherche .....	15	30
<b>Total des créances d'impôts courants .....</b>	<b>15</b>	<b>30</b>

Au titre de l'exercice 2012 et 2011, les créances d'impôts sont composées de créances de crédit d'impôt recherche relatives aux entités françaises du Groupe.

#### 15. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Les autres actifs financiers courants de la Société s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Juste valeur d'instruments financiers dérivés .....	35	--
<b>Total des autres actifs financiers courants .....</b>	<b>35</b>	<b>--</b>

Au 31 décembre 2012, les autres actifs financiers courants sont composés de la juste valeur de contrats de change à terme destinés à couvrir les flux de trésorerie afférents à des ventes réalisées en dollar américain pour lesquelles le Groupe a un engagement ferme.

#### 16. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société comprennent :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Comptes bancaires et caisses .....	853	556
Dépôts à court terme .....	1 818	84
<b>Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie .....</b>	<b>2 671</b>	<b>640</b>

Les dépôts à court terme sont composés de parts de SICAV / FCP monétaires et de comptes à terme en euro dont la période de dépôt est comprise entre un jour et trois mois selon les besoins immédiats du Groupe en trésorerie. Il n'existe aucune restriction relative à la disponibilité de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du Groupe au 31 décembre 2012 et 2011.

Les SICAV / FCP monétaires euro ont tous une sensibilité comprise entre 0 et 0,5 et leur classement en équivalents de trésorerie répond à la position AMF n°2011-13 du 23 septembre 2011 relative au classement des OPCVM de trésorerie en équivalents de trésorerie au regard de la norme IAS 7. Conformément aux recommandations de l'AMF du 4 décembre 2007, une vérification de la performance historique de ces SICAV / FCP monétaires euro a confirmé le caractère négligeable du risque de variation de valeur pour ces instruments au 31 décembre 2012 et 2011.

Au 31 décembre 2012, le Groupe disposait de lignes de crédit disponibles non utilisées à hauteur de 350 000 euros (2011 : 307 000 euros) pour lesquelles les conditions de tirage étaient satisfaites.

## 17. CAPITAL EMIS ET RESERVES

### 17.1 Capital social et primes d'émission

Au 31 décembre 2012, le montant du capital social s'élève à 1 517 752,75 euros correspondant à 6 071 011 actions ordinaires de 0,25 euro de valeur nominale. Ces actions sont entièrement libérées.

<i>(en milliers)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Actions ordinaires au nominal de 0,25 euro au 31 décembre 2012 (2,00 euros au 31 décembre 2011).....	6 071	4 715

Compte tenu des droits de vote double qui sont conférés aux actions détenues en nominatif depuis plus de deux ans, le nombre total de droits de vote réel, déduction faite des actions auto-détenues, attachés au capital est de 6 440 063 au 31 décembre 2012 (2011 : 5 078 600 droits de vote).

Réunis en assemblée générale extraordinaire en date du 21 décembre 2011, les actionnaires de la Société ont approuvé la réduction de capital d'un montant de 8 251 860,75 euros par diminution de la valeur nominale de 2 euros à 0,25 euro par action. Sous délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration de la Société a procédé en date du 2 janvier 2012 à la réalisation définitive de cette opération. Le capital avant réduction s'élevait à 9 430 698 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,00 euros, a ainsi été ramené à 1 178 837,25 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le montant de cette réduction de capital, soit 8 251 860,75 euros, a été affecté au compte prime d'émission.

Cette opération de réduction de capital, non motivée par l'apurement de pertes comptables antérieures, a été réalisée dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription finalisée le 7 février 2012, la valeur nominale des actions de la Société de 2,00 euros pouvant faire obstacle à la réalisation d'une opération de levée de fonds compte tenu de la valorisation boursière des actions de MEMSCAP.

Suite à cette augmentation de capital d'un montant de 1 152 312,70 euros, le capital de la Société a été porté à compter du 7 février 2012 à 1 517 752,75 euros divisé en 6 071 011 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le compte prime d'émission a quant à lui été augmenté d'un montant net de frais de 789 000 euros.

<i>Actions ordinaires émises et entièrement libérées</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Capital social</i>	<i>Primes d'émission</i>
	<i>Milliers</i>	<i>€000</i>	<i>€000</i>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011.....	4 714	9 428	12 701
Exercice d'options d'achat et de bons de souscription d'actions.....	1	3	2
Au 31 décembre 2011 .....	4 715	9 431	12 703
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012.....	4 715	9 431	12 703
Réduction de capital (2 janvier 2012) .....	--	(8 252)	8 252
Augmentation de capital en numéraire (7 février 2012).....	1 356	339	789
Imputation du report à nouveau sur les primes d'émission (28 juin 2012).....	--	--	(2 325)
Au 31 décembre 2012 .....	6 071	1 518	19 419

Il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices. La Société a l'intention de réinvestir ses bénéfices pour financer sa croissance future et n'envisage pas de procéder à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2012.

## 17.2 Actions propres

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Nombre d'actions propres – <i>Milliers</i> .....	8	13
Valeur brute – <i>€000</i> .....	17	13
Plus-value (Moins-value) latente – <i>€000</i> .....	--	--

La Société dispose d'un programme de rachat d'actions portant au maximum sur 10% de son capital. Dans le cadre des autorisations consenties par l'assemblée générale du 28 juin 2012, la Société dispose d'un contrat de liquidité géré par l'établissement financier CM-CIC Securities. Les transactions sur actions propres au titre des exercices 2012 et 2011 ont été exclusivement réalisées dans le cadre de ce contrat de liquidité. Ces actions propres sont retraitées en diminution des capitaux propres. Les plus ou moins-values de cession de l'exercice sont de même comptabilisées en capitaux propres.

## 17.3 Réserves consolidées et écarts de conversion

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Réserves consolidées</i>	<i>Écarts de conversion</i>	<i>Total</i>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011.....	(2 085)	(1 057)	(3 142)
Incidence des paiements en actions ( <i>Note 18.4</i> ).....	104	--	104
Variation de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente.....	245	--	245
Variation des écarts de conversion.....	--	120	120
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	(2 044)	--	(2 044)
Au 31 décembre 2011.....	(3 780)	(937)	(4 717)
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012.....	(3 780)	(937)	(4 717)
Incidence des paiements en actions ( <i>Note 18.4</i> ).....	88	--	88
Variation de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente.....	(186)	--	(186)
Imputation du report à nouveau sur les primes d'émission.....	2 325	--	2 325
Variation des écarts de conversion.....	--	482	482
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	(344)	--	(344)
Au 31 décembre 2012.....	(1 897)	(455)	(2 352)

La rubrique écarts de conversion est utilisée pour enregistrer les écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales étrangères. Les écarts de conversion proviennent des effets de change du dollar américain et de la couronne norvégienne.

## 18. CAPITAL POTENTIEL

### 18.1 Options de souscription d'actions

Conformément à l'article L. 228-99 du Code de commerce, les conditions de souscription, les bases de conversion ainsi que les modalités d'attribution relatives aux plans de d'options de souscription d'actions ont fait l'objet d'un ajustement afin de tenir compte de l'incidence de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription du 7 février 2012. Les données suivantes sont donc ajustées de l'incidence de cette augmentation de capital.

	Plan 10	Plan 11	Plan 12	Plan 13
Date d'assemblée	20 juin 2003	20 juin 2003	20 juin 2003	27 juin 2005
Date du conseil d'administration	17 mai 2004	24 janv. 2005	21 avril 2005	30 juin 2005
Nombre total d'options attribuées	613 000	568 500	23 500	1 318 500
Nombre total d'actions correspondant	19 729	18 300	756	42 427
- Dont mandataires sociaux	3 219	--	--	32 179
- Dont 10 premiers attributaires salariés	9 173	18 253	756	10 249
Date de départ d'exercice des options	(1)	(2)	(3)	(4)
Date d'expiration des options	17 mai 2012	24 janv. 2013	21 avril 2013	30 juin 2013
Prix de souscription par action	8,70 €	9,63 €	7,77 €	8,08 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 déc. 2012	612	3 865	--	--
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	19 117	6 049	611	41 397
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 déc. 2012 sur des options précédemment consenties et non encore exercées	--	8 386	145	1 030

(1) Sur les 613 000 options :

- a. Pour 257 000 options : L'exercice est de 25% actions exerçables et vendables par an à la date d'anniversaire de l'attribution.
- b. Pour 356 000 options : L'exercice est de 25% d'actions exerçables par an à la date d'anniversaire de l'attribution. Ces options sont vendables à partir du 17 mai 2008.

(2) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% à partir du 24 janvier 2006 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.

(3) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% chaque année à la date anniversaire de leur attribution.

(4) Ces options peuvent être exercées :

- a. Pour 2 salariés (31 500 options) à hauteur de 25% au 30 juin 2006 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.
- b. Pour 4 administrateurs et 7 salariés (1 287 000 options) à hauteur de 25% chaque année à la date d'anniversaire de leur attribution.

	<i>Plan 14</i>	<i>Plan 15</i>	<i>Plan 16</i>	<i>Plan 17</i>
Date d'assemblée	27 juin 2005	27 juin 2005	27 juin 2005	27 juin 2006
Date du conseil d'administration	2 sept. 2005	22 oct. 2005	20 fév. 2006	21 juin 2007
Nombre total d'options attribuées	1 850 000	320 000	3 659 200	116 625
Nombre total d'actions correspondant	59 550	10 303	117 828	150 126
- Dont mandataires sociaux	59 550	--	--	68 868
- Dont 10 premiers attributaires salariés	59 550	10 303	92 577	92 521
Date de départ d'exercice des options	(5)	(6)	(6)	(6)
Date d'expiration des options	2 sept. 2013	22 oct. 2013	20 fév. 2014	21 juin 2015
Prix de souscription par action	9,32 €	10,25 €	11,18 €	15,84 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 déc. 2012	--	--	1 611	--
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	--	322	61 952	76 270
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 déc. 2012 sur des options précédemment consenties et non encore exercées	59 550	9 981	54 265	73 856

(5) Ces options peuvent être exercées :

- a. Pour 1 600 000 options à hauteur de 25% au 1<sup>er</sup> janvier 2005 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.
- b. Pour 250 000 options à hauteur de 25% au 30 juin 2006, 2007, 2008 et 2009.

(6) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% chaque année à la date anniversaire de leur attribution.

	<i>Plan 18</i>	<i>Plan 19</i>	<i>Plan 20</i>
Date d'assemblée	30 juin 2009	30 juin 2009	20 juin 2011
Date du conseil d'administration	24 fév. 2010	25 fév. 2011	7 fév. 2012
Nombre total d'options attribuées	185 000	20 000	40 000
Nombre total d'actions correspondant	238 673	25 731	40 000
- Dont mandataires sociaux	32 254	--	--
- Dont 10 premiers attributaires salariés	154 815	25 731	40 000
Date de départ d'exercice des options	(7)	(7)	(7)
Date d'expiration des options	24 fév. 2018	25 fév. 2019	7 fév. 2020
Prix de souscription par action	1,62 €	3,42 €	1,29 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 déc. 2012	1 613	--	--
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	19 351	6 432	--
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 déc. 2012 sur des options précédemment consenties et non encore exercées	217 709	19 299	40 000

(7) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% chaque année à la date anniversaire de leur attribution.

## 18.2 Actions gratuites

Le tableau ci-dessous présente pour chaque plan d'actions gratuites : la date de l'assemblée générale qui a autorisé le plan, la date du conseil d'administration qui a arrêté les modalités du plan, le nombre total d'actions gratuites attribuées, le nombre d'actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux et aux dix premiers attributaires salariés de chaque plan, les périodes d'acquisition et de conservation, le cours de l'action au moment de l'attribution ainsi que le nombre d'actions acquises, annulées et restantes au 31 décembre 2012.

	<i>Plan 1</i>
Date d'assemblée	20 juin 2011
Date du conseil d'administration	7 fév. 2012
Nombre total d'actions gratuites attribuées	50 000
- Dont mandataires sociaux	--
- Dont 10 premiers attributaires salariés	50 000
Période d'acquisition	Du 7 fév. 2012 au 6 fév. 2014
Période de conservation	Du 7 fév. 2014 au 6 fév. 2016
Cours de l'action au moment de l'attribution	1,46 €
Conditions de performance	Non
Nombre total d'actions acquises au 31 déc. 2012	50 000
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	--
Nombre total d'actions restantes au 31 déc. 2012	50 000

## 18.3 Synthèse du capital potentiel

La variation du nombre total d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites, exprimé en nombre d'actions, s'analyse comme suit :

<i>(en nombre d'actions)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture .....	360 161	348 121
Ajustement des conditions de conversion des options de souscription d'actions restantes suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012 .....	104 010	--
Options de souscription d'actions attribuées.....	40 000	20 000
Actions gratuites attribuées.....	50 000	--
Options de souscription d'actions exercées .....	--	(1 250)
Options de souscription d'actions annulées .....	(19 950)	(6 710)
Solde à la clôture .....	534 221	360 161

Les données présentées au titre de l'exercice 2012 tiennent compte des réajustements sur le prix de souscription et le nombre d'actions pouvant être souscrites suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012.

La dilution potentielle s'établit à 8,09% du capital au 31 décembre 2012 (2011 : 7,10%).

## 18.4 Plans d'attribution d'actions aux salariés et administrateurs du Groupe

La juste valeur des options d'actions attribuées aux salariés et administrateurs du Groupe est estimée à la date d'attribution selon le modèle Black & Scholes.

La durée de vie attendue des options est fondée sur des données historiques et n'est pas nécessairement révélatrice du rythme futur d'exercice. La volatilité attendue est fondée sur l'hypothèse que la volatilité historique donne une indication des tendances futures, ce qui peut ne pas se révéler en réalité.

La charge au titre des services reçus relative aux transactions dont le paiement est réglé par remise d'instruments de capitaux propres est de 88 000 euros pour l'exercice 2012 (104 000 euros pour l'exercice 2011). Les principales hypothèses retenues afférentes à la détermination de la juste valeur des options dont la période concernant les conditions de services n'était pas terminée au 1er janvier 2012, sont les suivantes :

	<i>Plan 18</i>	<i>Plan 19</i>	<i>Plan 20</i>
Volatilité attendue	55%	45%	57%
Taux sans risque	3,41%	3,54%	2,90%
Taux de dividendes attendus	0,0%	0,0%	0,0%

Le tableau suivant détaille le nombre d'actions relatif aux options de souscription d'actions, le prix moyen pondéré des prix d'exercice (PMPE), ainsi que leurs variations sur l'exercice :

<i>(En nombre d'actions)</i>	<i>2012</i>		<i>2011</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>PMPE</i>	<i>Nombre</i>	<i>PMPE</i>
En circulation au 1 <sup>er</sup> janvier.....	360 161	8,60 €	348 121	8,78 €
Ajustement des conditions de conversion des options de souscription d'actions restantes suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012 .....	104 010	(1,93) €	--	--
Attribuées sur l'exercice .....	40 000	1,29 €	20 000	4,40 €
Exercées sur l'exercice .....	--	--	(1 250)	2,09 €
Déchues sur l'exercice .....	(14 339)	7,26 €	(6 037)	5,91 €
Expirées sur l'exercice.....	(5 611)	8,70 €	(673)	18,00 €
En circulation au 31 décembre.....	484 221	6,18 €	360 161	8,60 €
Exercibles au 31 décembre.....	320 892	8,47 €	214 855	12,83 €

*Les données présentées au titre de l'exercice 2012 tiennent compte des réajustements sur le prix de souscription et le nombre d'actions pouvant être souscrites suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012.*

La durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée des options au 31 décembre 2012 est de 3,75 années (2011 : 4,38 années).

## 19. EMPRUNTS ET PRETS PORTANT INTERET

### 19.1 Détail des emprunts et prêts portant intérêt

	Taux d'intérêt effectif %	Devise	Maturité	31 déc. 2012 €000	31 déc. 2011 €000
<b>Courant</b>					
Dettes liées à des contrats de location-financement.....	Taux variables : 10,28% (taux moyen)	Nok	12/2013	77	120
Découvert bancaire - NOK (1).....	Taux var. : Eurokrone index CT + 185 pts *	Nok	Sur demande	602	557
Découvert bancaire - Euro (1).....	Taux fixe : 7,50%	Euro	Sur demande	--	55
Emprunts bancaires (627 000 €) (2).....	Taux fixes : 4,40 / 4,85%	Euro	12/2013	39	37
Emprunts bancaires (636 000 €) (2).....	Taux fixes : 4,50 / 5,11%	Euro	12/2013	39	37
Emprunt bancaire (1 838 000 €) (3).....	Taux var. : Euribor 3 mois + 100 pts *	Euro	12/2013	210	210
Emprunt bancaire (250 000 €) (4).....	Taux fixe : 4,75%	Euro	12/2013	48	46
Emprunt bancaire (223 000 US\$) (1).....	Taux fixe : 6,38%	US\$	12/2013	41	41
Emprunt bancaire (308 000 US\$) (5).....	Taux fixe : 6,38%	US\$	12/2013	57	56
Emprunt bancaire (231 000 US\$) (5).....	Taux fixe : 5,61%	US\$	12/2013	129	--
				<u>1 242</u>	<u>1 159</u>
<b>Non-courant</b>					
Dettes liées à des contrats de location-financement.....	Taux variables : 10,28% (taux moyen)	Nok	2014-2016	108	86
Emprunts bancaires (627 000 €) (2).....	Taux fixes : 4,40 / 4,85%	Euro	2021-2022	389	428
Emprunts bancaires (636 000 €) (2).....	Taux fixes : 4,50 / 5,11%	Euro	2022	408	447
Emprunt bancaire (1 838 000 €) (3).....	Taux var. : Euribor 3 mois + 100 pts *	Euro	2018	788	998
Emprunt bancaire (250 000 €) (4).....	Taux fixe : 4,75%	Euro	2016	153	201
Emprunt bancaire (223 000 US\$) (1).....	Taux fixe : 6,38%	US\$	11/2015	83	122
Emprunt bancaire (308 000 US\$) (5).....	Taux fixe : 6,38%	US\$	12/2015	119	173
Emprunt bancaire (231 000 US\$) (5).....	Taux fixe : 5,61%	US\$	03/2014	24	--
				<u>2 072</u>	<u>2 455</u>

\* Pts : Points de base

- (1) Ces découverts bancaires et cet emprunt font l'objet de garanties financières pouvant être accordées sur des créances clients ou des titres de placement.
- (2) Ces emprunts sont garantis par hypothèque sur les biens immobiliers financés à hauteur du capital restant dû.
- (3) Cet emprunt est garanti par nantissement de brevets à hauteur du capital restant dû.
- (4) Cet emprunt bancaire est garanti par le nantissement du fonds de commerce de la société MEMSCAP, S.A.
- (5) Ces emprunts sont garantis par nantissement d'équipements industriels.

La documentation des contrats de location-financement et d'emprunts bancaires contient des dispositions habituelles à ce type de contrat concernant l'exigibilité anticipée.



Les contrats afférents à trois emprunts souscrits par la filiale américaine du Groupe, dont le capital restant du total s'élève à 453 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 392 000 euros), contiennent des clauses imposant le respect continu de ratios financiers.

Ces ratios financiers, déterminés au niveau de la filiale américaine, sont les suivants :

- [Dettes (hors dettes contractuellement subordonnées à l'établissement financier prêteur) / Valeur nette des actifs corporels] inférieur à 1.
- [EBITDA moins dividendes et acomptes versés à la société mère / Valeur des remboursements annuels des dettes financières incluant capital et intérêts] supérieur à 1. Ce ratio doit être supérieur à 1,5 avant dividendes et acomptes versés à la société mère.

Les nouveaux emprunts souscrits sur l'exercice 2012 concernent principalement l'acquisition d'équipements industriels relatifs aux filiales norvégienne et américaine du Groupe.

## 19.2 Echéanciers de remboursement

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012				31 déc.
	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total	2011
Emprunts bancaires .....	563	1 518	446	2 527	2 796
Dettes de location-financement .....	77	108	--	185	206
Découverts bancaires .....	602	--	--	602	612
Emprunts portant intérêt .....	1 242	1 626	446	3 314	3 614

## 20. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES

Le Groupe dispose de deux régimes de retraites à prestations définies. Le premier régime concerne l'ensemble des entités françaises et correspond au versement aux salariés des indemnités légales de départ à la retraite. Ce régime ne fait pas l'objet de contributions versées à un fonds administré. Le second régime couvre les engagements du Groupe relatifs aux pensions versées à un collège de salariés de la filiale norvégienne. Ce régime fait l'objet de contributions versées à un fonds spécifique administré. Les actifs de ce régime correspondent à un contrat multi-supports dont la gestion est assurée par la compagnie d'assurance en charge du plan. L'allocation d'actifs de ce régime est présentée dans le tableau suivant :

(% de la juste valeur des actifs du régime)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Actions.....	9,2	19,5
Obligations.....	15,6	14,5
SICAV / FCP monétaires.....	18,3	13,3
Titres obligataires détenus jusqu'à échéance .....	36,8	32,6
Biens immobiliers .....	18,3	17,0
Autres.....	1,8	3,1
Total .....	100,0	100,0

Les tableaux suivants résument les différentes composantes de la charge nette comptabilisée au compte de résultat ainsi que le niveau de financement et les montants enregistrés au bilan pour les deux régimes :

### Composantes de la charge nette comptabilisée au compte de résultat

(en milliers d'euros)	France		Norvège		Total	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Coût des services rendus au cours de l'exercice .....	--	--	(54)	(256)	(54)	(256)
Effet de l'actualisation .....	--	--	(39)	(74)	(39)	(74)
Rendement attendu des actifs du régime.....	--	--	(15)	39	(15)	39
Gains / (pertes) actuariels nets comptabilisés sur l'exercice .....	--	--	14	476	14	476
Charge nette comptabilisée.....	--	--	(94)	185	(94)	185

Il n'existe pas de coût de services passés non comptabilisé au 31 décembre 2012 et 2011.

Le Groupe a procédé sur l'exercice 2011 à la suppression d'un régime optionnel de retraite à prestations définies au sein de la filiale norvégienne. Cette opération a engendré un gain actuariel net comptabilisé sur l'exercice 2011 d'un montant de 488 000 euros.

### Actif / (Passif) du régime enregistré au bilan

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>France</i>		<i>Norvège</i>		<i>Total</i>	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Valeur actualisée de l'obligation .....	(1)	(1)	(1 046)	(1 521)	(1 047)	(1 522)
Juste valeur des actifs du régime .....	--	--	875	972	875	972
	(1)	(1)	(171)	(549)	(172)	(550)
Pertes / (gains) actuariels non comptabilisés .....	--	--	(156)	275	(156)	275
Actif / (passif) enregistré au bilan.....	(1)	(1)	(327)	(274)	(328)	(275)

Les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies se présentent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>France</i>	<i>Norvège</i>	<i>Total</i>
Obligation au titre des prestations définies au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 .....	(1)	(2 864)	(2 865)
Coût des services rendus sur l'exercice .....	--	(256)	(256)
Effet de l'actualisation.....	--	(74)	(74)
Prestations servies.....	--	28	28
Gains / (pertes) nets actuariels .....	--	1 655	1 655
Différence de change .....	--	(10)	(10)
Obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2011.....	(1)	(1 521)	(1 522)
Coût des services rendus sur l'exercice .....	--	(54)	(54)
Effet de l'actualisation.....	--	(39)	(39)
Prestations servies.....	--	30	30
Gains / (pertes) nets actuariels .....	--	612	612
Différence de change .....	--	(74)	(74)
Obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2012.....	(1)	(1 046)	(1 047)

Les variations de la juste valeur des actifs du régime se présentent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>France</i>	<i>Norvège</i>	<i>Total</i>
Juste valeur des actifs du régime au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 .....	--	1 505	1 505
Rendement attendu des actifs du régime.....	--	39	39
Cotisations de l'employeur .....	--	3	3
Prestations servies.....	--	(28)	(28)
Gains / (pertes) nets actuariels .....	--	(554)	(554)
Différence de change .....	--	7	7
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2011....	--	972	972
Rendement attendu des actifs du régime.....	--	15	15
Cotisations de l'employeur .....	--	48	48
Prestations servies.....	--	(30)	(30)
Gains / (pertes) nets actuariels .....	--	(181)	(181)
Différence de change .....	--	51	51
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2012....	--	875	875

La valeur actualisée de l'obligation aux titres des retraites ainsi que la juste valeur des actifs de régime, présentées dans le tableau ci-dessous s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>France</i>		<i>Norvège</i>		<i>Total</i>	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Valeur actualisée de l'obligation .....	(1)	(1)	(1 046)	(1 521)	(1 047)	(1 522)
Juste valeur des actifs du régime .....	--	--	875	972	875	972
(Déficit) / Excédent	(1)	(1)	(171)	(549)	(172)	(550)
Ajustements des passifs du régime liés à l'expérience.....	--	--	612	1 655	612	1 655
Ajustements des actifs du régime liés à l'expérience.....	--	--	(181)	(554)	(181)	(554)

Les ajustements d'expérience comptabilisés au titre de l'exercice 2011 résultent notamment de la suppression d'un régime optionnel de retraite à prestations définies au sein de la filiale norvégienne.

Les principales hypothèses utilisées pour les obligations au titre des régimes de retraites au 31 décembre 2012 et 2011 sont les suivantes :

	France		Norvège	
	2012	2011	2012	2011
Taux d'actualisation .....	2,25%	3,16%	3,90%	2,60%
Taux de rendement attendu des actifs du régime.....	--	--	4,00%	4,10%
Augmentations futures des salaires .....	3,00%	3,00%	2,00%	3,50%
Augmentations futures des retraites .....	--	--	2,00%	2,00%

Les hypothèses de rendement à long terme attendu sur les actifs et les taux d'actualisation retenus pour l'estimation des obligations du Groupe ont été définies à partir des recommandations d'experts indépendants. Les taux de rendement à long terme attendus sur les actifs du régime afférent à l'entité norvégienne du Groupe sont déterminés sur la base des performances historiques, des perspectives actuelles et à long terme et de la composition des actifs du régime. Si le taux de rendement attendu avait été réduit de 1% en 2012, l'impact sur l'évaluation de la juste valeur des actifs relatifs au régime norvégien du Groupe aurait été une diminution de cette valeur d'environ 0,2 million d'euros.

Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations d'état à long terme en France et en Norvège. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence. Le Groupe s'est assuré de la pertinence de ces indices. Si le taux d'actualisation avaient été réduit de 1% au 31 décembre 2012, l'impact sur l'évaluation de l'obligation relative au régime norvégien du Groupe aurait été une augmentation de cette obligation d'environ 0,2 million d'euros.

## 21. PROVISIONS

Les provisions de la Société se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 déc. 2011	Dotations	Reprises		Ecart de conversion	Effet de périmètre	31 déc. 2012
			Utilisation	Sans objet			
Non-courant							
Engagement retraite (Note 20).....	275	37	--	--	16	--	328
Sous-total	275	37	--	--	16	--	328
Courant							
Autres provisions pour risques et charges.....	93	--	(15)	--	--	--	78
Sous-total	93	--	(15)	--	--	--	78
Total des provisions.....	368	37	(15)	--	16	--	406

(en milliers d'euros)	31 déc. 2010	Dotations	Reprises		Ecart de conversion	Effet de périmètre	31 déc. 2011
			Utilisation	Sans objet			
Non-courant							
Engagement retraite (Note 20).....	462	--	--	(189)	2	--	275
Sous-total	462	--	--	(189)	2	--	275
Courant							
Autres provisions pour risques et charges.....	50	43	--	--	--	--	93
Sous-total	50	43	--	--	--	--	93
Total des provisions.....	512	43	--	(189)	2	--	368

Au 31 décembre 2012, les provisions pour risques et charges, d'un montant de 78 000 euros (2011 : 93 000 euros), sont relatives à des litiges commerciaux.

## 22. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS COURANTS

Les dettes fournisseurs ainsi que les autres créiteurs courants de la Société se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Fournisseurs .....	2 092	2 234
Dettes fiscales et sociales .....	746	617
Avances sur commandes en cours.....	111	221
Autres dettes .....	31	32
Total des fournisseurs et autres créiteurs courants.....	2 980	3 104

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêts et sont en général payables de 30 à 60 jours.

## 23. AUTRES PASSIFS NON-COURANTS ET COURANTS

Les autres passifs courants et non-courants sont composés d'avances conditionnées accordées par l'état français destinées au financement de programmes d'innovation. Ces avances ne portent pas d'intérêts et sont remboursées en fonction de la réussite technique et commerciale des projets ainsi financés.

## 24. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

### 24.1 Amortissements et provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Amortissements des immobilisations corporelles .....	657	774
Amortissements des immobilisations incorporelles .....	262	353
Autres provisions .....	(15)	(30)
Total des amortissements et provisions .....	904	1 097

### 24.2 Annulation des plus ou moins values de cession d'actifs

Les plus ou moins-values de cession intègrent au titre de l'exercice 2012 la plus-value relative à la vente de la participation IntuiSkin pour un montant de 1 261 000 euros (Note 1.2). Les autres plus ou moins-values de cession sont principalement composées de gains ou pertes sur cession d'équipements industriels et titres de placements financiers disponibles à la vente.

### 24.3 Autres éléments non monétaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Crédits d'impôt recherche.....	(15)	(30)
Paiements en actions.....	88	104
Total des autres éléments non monétaires .....	73	74

### 24.4 Décomposition de la trésorerie nette

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Trésorerie active .....	2 671	640
Trésorerie passive .....	(602)	(612)
Total trésorerie nette.....	2 069	28

## 25. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

### 25.1 Engagements et obligations contractuelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Cautions de contre-garantie sur marchés.....	--	--
Créances cédées non-échues (bordereaux Dailly).....	--	--
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles .....	3 129	3 408
Autres engagements donnés.....	--	132
<b>Total .....</b>	<b>3 129</b>	<b>3 540</b>

Les nantissements et hypothèques sont relatifs aux emprunts bancaires du Groupe, hors engagements de location-financement. Ces nantissements, sûretés et hypothèques portent sur des ensembles immobiliers, des équipements industriels, des éléments de propriété intellectuelle ainsi que sur des créances clients (Note 19.1). Par ailleurs, la société MEMSCAP, S.A. était, au 31 décembre 2011, caution solidaire concernant un concours bancaire souscrit par la société Ioma Esthetics Institute, S.A.S. et transmis par cette dernière à la société IntuiSkin, S.A.S. lors d'une opération de fusion / absorption en date du 8 août 2011. Cet engagement, d'un montant de 132 000 euros au 31 décembre 2011, a été résilié sur l'exercice 2012 suite à la cession de la participation IntuiSkin (Note 1.2).

Les obligations contractuelles à long terme sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>				<i>31 déc. 2011</i>
	<i>A moins d'1 an</i>	<i>De 1 à 5 ans</i>	<i>A plus de 5 ans</i>	<i>Total</i>	
<b>Obligations contractuelles figurant au bilan</b>					
Dettes à long terme .....	563	1 518	446	2 527	2 796
Obligations en matière de location-financement .....	77	108	--	185	206
Avances conditionnées .....	75	--	--	75	282
<b>Sous-total</b>	<b>715</b>	<b>1 626</b>	<b>446</b>	<b>2 787</b>	<b>3 284</b>
<b>Obligations contractuelles figurant en engagement hors bilan</b>					
Contrats de location simple .....	1 016	730	--	1 746	2 281
Obligations d'achat irrévocables .....	--	--	--	--	--
Autres obligations à long terme .....	--	--	--	--	--
<b>Sous-total</b>	<b>1 016</b>	<b>730</b>	<b>--</b>	<b>1 746</b>	<b>2 281</b>
<b>Total .....</b>	<b>1 731</b>	<b>2 356</b>	<b>446</b>	<b>4 533</b>	<b>5 565</b>

Le Groupe a par ailleurs accordé à la société IntuiSkin une promesse de cession relative à un ensemble d'actifs incorporels, dont notamment la marque Ioma, pour un montant de 3,5 millions d'euros. Cet engagement est valide sur une durée de 21 ans à compter du 26 mai 2010. La Société a de même accordé, dans le cadre de la cession de ses titres de participation détenus dans la société IntuiSkin (Note 1.2), une garantie d'actifs et de passifs d'un montant maximum de 2 884 000 euros et expirant en juin 2014. Cette garantie porte notamment sur la pleine propriété des titres IntuiSkin cédés par MEMSCAP ainsi que sur celle afférente aux actifs détenus par la société Laboratoires La Licorne, filiale de MEMSCAP, S.A., faisant l'objet d'un contrat de licence et de promesse de vente.

A la connaissance de la Société, il n'y a pas d'autre engagement hors bilan significatif au 31 décembre 2012 et 2011.

### 25.2 Litiges

Dans le cadre de son activité ordinaire, la Société peut se trouver face à diverses procédures et réclamations. Au 31 décembre 2012, MEMSCAP et ses filiales étaient engagées dans diverses procédures concernant des litiges commerciaux ou salariaux. Après examen de chaque cas, et après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres litiges susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine de la Société et de ses filiales.

## 26. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Les parties liées sont :

- La société mère ;
- Les filiales ;
- Les participations ;
- Les membres du conseil d'administration et les membres du comité de direction.

La Société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales et participations.

Le Groupe MEMSCAP entretient des relations contractuelles avec les sociétés du Groupe IntuiSkin. Ces prestations concernent notamment la fourniture de services administratifs réciproques, la mise à disposition de locaux ainsi que le versement de redevances. Compte tenu du fait que le Groupe MEMSCAP et le Groupe IntuiSkin ont en commun certains administrateurs, actionnaires et dirigeants, le Groupe IntuiSkin a été identifié en tant que partie liée. Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues entre les entités des groupes MEMSCAP et IntuiSkin au titre des exercices 2012 et 2011.

<i>Exercice 2012 (en milliers d'euros)</i>	<i>Ventes</i>	<i>Achats</i>	<i>Créances 31 déc. 2012</i>	<i>Dettes 31 déc. 2012</i>
Groupe IntuiSkin.....	319	58	103	17
<i>Exercice 2011 (en milliers d'euros)</i>	<i>Ventes</i>	<i>Achats</i>	<i>Créances 31 déc. 2011</i>	<i>Dettes 31 déc. 2011</i>
Groupe IntuiSkin.....	281	129	59	51

Le Groupe MEMSCAP a accordé à la société IntuiSkin une promesse de cession relative à un ensemble d'actifs incorporels, dont notamment la marque Ioma, pour un montant de 3,5 millions d'euros. Cet engagement est valide sur une durée de 21 ans à compter du 26 mai 2010. Par ailleurs, la société MEMSCAP, S.A. était, au 31 décembre 2011, caution solidaire concernant un concours bancaire souscrit par la société Ioma Esthetics Institute, S.A.S. et transmis par cette dernière à la société IntuiSkin, S.A.S. lors d'une opération de fusion / absorption en date du 8 août 2011. Cet engagement, d'un montant de 132 000 euros au 31 décembre 2011, a été résilié sur l'exercice 2012 suite à la cession de la participation IntuiSkin (Note 1.2).

La Société a de même accordé, dans le cadre de la cession de ses titres de participation détenus dans la société IntuiSkin (Note 1.2), une garantie d'actifs et de passifs d'un montant maximum de 2 884 000 euros et expirant en juin 2014. Cette garantie porte notamment sur la pleine propriété des titres IntuiSkin cédés par MEMSCAP ainsi que sur celle afférente aux actifs détenus par la société Laboratoires La Licorne, filiale de MEMSCAP, S.A., faisant l'objet d'un contrat de licence et de promesse de vente.

Les transactions concernant les rémunérations du personnel dirigeant du Groupe et des membres du conseil d'administration de la société MEMSCAP, S.A., sont les suivantes :

Le personnel dirigeant inclut le président ainsi que la direction générale de la Société de même que les responsables des divisions du Groupe. Le montant des rémunérations brutes versées au personnel dirigeant du Groupe, soit un effectif moyen de 5 personnes en 2012 (2011 : 5 personnes) est détaillé comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Avantages à court terme.....	565	544
Avantages postérieurs à l'emploi.....	--	--
Autres avantages à long terme.....	--	--
Indemnités de fin de contrat de travail.....	--	--
Paiements en actions.....	55	40
<b>Total des rémunérations payées au personnel dirigeant.....</b>	<b>620</b>	<b>584</b>

Le personnel dirigeant ne bénéficie d'aucun avantage postérieur à l'emploi autre que le versement des retraites et pensions de droit commun.

Les avantages perçus par les administrateurs non salariés de la société MEMSCAP, S.A., soit 4 personnes en 2012 (2011 : 4 personnes) se composent exclusivement des remboursements de leur frais de déplacement pour un montant de 1 000 euros (2011 : 1 000 euros).

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Remboursement de frais de déplacement .....	1	1
Total des rémunérations payées aux administrateurs.....	1	1

## 27. INSTRUMENTS FINANCIERS

### 27.1 Instruments financiers dérivés

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques de change. Ces instruments financiers sont destinés uniquement à couvrir les risques sur des transactions futures ou des engagements fermes. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives. Au 31 décembre 2012 et 2011, les instruments financiers dérivés comprennent des contrats de vente à terme de devises destinés à couvrir les flux de trésorerie afférents à des ventes réalisées en dollar américain pour lesquelles le Groupe a un engagement ferme. Les conditions de ces contrats ont été négociées pour coïncider avec les conditions des engagements fermes. Ces contrats sont conclus pour une durée inférieure à un an.

Au 31 décembre 2012, ces couvertures de flux de trésorerie portaient sur un montant nominal total de 500 000 dollars américains et n'ont pas été évaluées comme hautement efficaces selon la norme IAS 39. Au 31 décembre 2012, la juste valeur de ces instruments financiers est évaluée à 35 000 euros et a été comptabilisée en résultat de la période. Au 31 décembre 2011, le Groupe ne disposait d'aucun contrat de vente à terme de devises en cours à cette date.

### 27.2 Juste valeur

Les tableaux ci-après détaillent la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée :

<i>Instruments financiers au bilan (En milliers d'euros)</i>	<i>Catégorie IAS 39</i>	<i>Catégorie Juste valeur</i>	<i>31 déc. 2012</i>		<i>31 déc. 2011</i>	
			<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur</i>
<b>Actifs</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Niv. 2	2 671	2 671	640	640
Clients .....	Créances au coût amorti		2 573	2 573	2 628	2 628
Autres débiteurs.....	Créances au coût amorti		339	339	75	75
Autres actifs financiers						
<i>Actifs financiers disponibles à la vente ...</i>	<i>Actifs disponibles à la vente à la juste valeur par capitaux propres</i>	<i>Note 11</i>	<i>1 099</i>	<i>1 099</i>	<i>2 983</i>	<i>2 983</i>
Instruments dérivés actifs						
<i>Instruments dérivés de change .....</i>	<i>Instruments de couverture de flux de trésorerie</i>	<i>Niv. 2</i>	<i>35</i>	<i>35</i>	<i>--</i>	<i>--</i>
<b>Passifs</b>						
Concours bancaires courants .....	Passifs financiers au coût amorti		602	602	612	612
Fournisseurs .....	Passifs financiers au coût amorti		2 092	2 092	2 234	2 234
Autres créiteurs.....	Passifs financiers au coût amorti		888	888	870	870
Emprunts et prêts portant intérêts .....	Passifs financiers au coût amorti		2 712	2 712	3 002	3 002
Autres passifs financiers à long terme (y compris part à moins d'un an) .....	Passifs financiers au coût amorti		75	75	282	282

*Niv. 1 : Coté sur les marchés financiers (Note 11).*

*Niv. 2 : Basé sur des données observables de marché (Note 11).*

*Niv. 3 : Basé sur des hypothèses internes (Note 11).*

La valeur de marché des instruments utilisés a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles ou à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. De ce fait, ces estimations ne reflètent pas nécessairement les montants qui pourraient être reçus ou versés en cas de dénouement des instruments sur le marché. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie, clients, fournisseurs et concours bancaires courants : En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable de ces éléments est une estimation de leur juste valeur.
- Autres actifs financiers : Les titres participatifs et obligataires détenus par le Groupe sont cotés sur des marchés actifs et sont évalués à leur valeur de marché, les plus et moins-values latentes étant enregistrées en capitaux propres. Au 31 décembre 2011, les titres afférents à la participation IntuiSkin n'étant pas cotés sur un marché actif, le Groupe n'a pas pu s'appuyer sur des données de marché observables afin d'évaluer la juste valeur de cette participation. Le Groupe a de ce fait évalué la juste valeur de cette participation en fonction des critères financiers les plus appropriés se basant notamment sur la dernière opération d'augmentation de capital de la société IntuiSkin réalisée en septembre 2011 à laquelle a été appliquée une décote relative à la liquidité de cette participation ainsi qu'aux risques spécifiques associés. La vente de cette participation sur l'exercice 2012 a généré une plus value de cession comptabilisé en résultat d'un montant de 1 261 000 euros.
- Autres passifs financiers à long terme : La juste valeur des autres passifs financiers à long terme a été déterminée, en estimant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque emprunt, actualisés avec un taux d'intérêt prenant en considération le risque de crédit du Groupe à la date de clôture pour des emprunts similaires.
- Instruments dérivés : la juste valeur des instruments dérivés de change a été calculée en utilisant les prix de marché que le Groupe devrait payer ou recevoir pour dénouer ces contrats.

## 28. OBJECTIFS ET POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires, de dettes de location-financement, de dettes fournisseurs et d'avances conditionnées accordées par des agences publiques. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie, des titres de participations, des placements en titres participatifs et obligataires et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités. En 2012 et 2011, les instruments financiers dérivés comprennent exclusivement des contrats de vente à terme de dollars américains tels que présentés en note 27.1.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie, le risque de change, le risque de crédit et le risque de liquidité. Le conseil d'administration a revu et approuvé les politiques de gestion de chacun de ces risques. Ces politiques sont résumées ci-après.

### 28.1 *Risque de taux d'intérêt*

L'exposition du Groupe aux variations de taux d'intérêt recouvre deux natures de risques :

- Un risque de prix lié aux actifs et passifs financiers à taux fixe. Les variations de taux d'intérêt influent sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe ;
- Un risque de flux de trésorerie lié aux actifs et passifs financiers à taux variable. Les variations de taux d'intérêt ont une incidence directe sur le résultat futur du Groupe.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, arbitre entre ces deux natures de risques. Le Groupe n'a eu recours à aucun instrument dérivé de taux d'intérêt sur les exercices 2012 et 2011. Au 31 décembre 2012, l'ensemble de l'endettement financier du Groupe à moyen et long terme est contracté à taux fixe à l'exception des emprunts et dettes suivants :

- Le Groupe a souscrit un emprunt bancaire à taux variable dont le capital restant dû au 31 décembre 2012 s'établit à 998 000 euros rémunérés au taux variable Euribor 3 mois + 100 points de base.
- Les dettes afférentes aux contrats de location-financement sont intégralement souscrites à taux variable. Le capital restant dû relatif à ces financements s'élève à 185 000 euros au 31 décembre 2012 pour un taux de rémunération moyen annuel de 10,28%.
- Le découvert bancaire court terme de la filiale norvégienne est rémunéré sur la base du taux variable Eurokrone index court terme + 185 points de base.



Le tableau ci-dessous présente la sensibilité du résultat avant impôt du Groupe à une variation de 100 points de base des taux d'intérêt court terme appliquée sur la position variable nette après gestion à moins d'un an, toutes autres variables étant constantes par ailleurs (Impact sur les emprunts à taux variable).

	<i>Augmentation en points de base</i>	<i>(1) Effet sur le résultat avant impôt (€000)</i>	<i>(2) Produit / (Charge) net(te) d'intérêt du Groupe (€000)</i>	<i>Ratio de sensibilité (1) / (2)</i>
2012 .....	+ 100	18	(128)	(0,14)
2011 .....	+ 100	(3)	(153)	0,02

### 28.2 *Risque sur actions ou titres de placement*

La trésorerie du Groupe est principalement placée en comptes à terme court terme en euro ainsi qu'en SICAV / OPCVM monétaires en euro. La direction financière vérifie que ces SICAV / FCP monétaires euro ont tous une sensibilité comprise entre 0 et 0,5 et que leur classement en équivalents de trésorerie répond à la position AMF n°2011-13 du 23 septembre 2011 relative au classement des OPCVM de trésorerie en équivalents de trésorerie au regard de la norme IAS 7. De même, une vérification de la performance historique de ces SICAV / FCP monétaires euro est réalisée afin de s'assurer du caractère négligeable du risque de variation de valeur pour ces instruments.

Dans le cadre de placements de trésorerie, la Société détient de plus des titres obligataires et participatifs pour un montant de 1 099 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 1 045 000 euros). Ces titres présentent un horizon de placement supérieur à 3 mois et sont classés en actifs financiers non courants disponibles à la vente.

### 28.3 *Risque de change*

Compte tenu de la localisation de ses deux principales filiales aux Etats-Unis et en Norvège, la valorisation des éléments bilanciels du Groupe est sensible aux variations de change relatives au dollar américain ainsi qu'à la couronne norvégienne. Le Groupe est également exposé à un risque de change transactionnel. Cette exposition naît des ventes ou des achats effectués par les entités opérationnelles dans une devise différente de la monnaie fonctionnelle du Groupe. En 2012, environ 77% des ventes du Groupe sont libellées en dollar américain (2011 : 73%) et 21% en euro (2011 : 25%), 39% du total des charges opérationnelles nettes du Groupe étant engagées en couronne norvégienne (2011 : 46%), 43% en dollar américain (2011 : 38%) et 12% en euro (2011 : 12%).

Au 31 décembre 2012 et 2011, l'impact de l'exposition au risque de change transactionnel s'établit comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>		<i>31 décembre 2011</i>	
	<i>Dollar américain</i>	<i>Couronne norvégienne</i>	<i>Dollar américain</i>	<i>Couronne norvégienne</i>
Actifs (Client et autres débiteurs) .....	1 694	366	1 692	74
Passifs (Fournisseurs et autres créditeurs).....	(997)	(1 525)	(1 163)	(1 277)
Position nette avant gestion.....	697	(1 159)	529	(1 203)
Instruments dérivés .....	35	--	--	--
Position nette après gestion.....	732	(1 159)	529	(1 203)
Impact sur la position nette après gestion de la variation de -1% de la devise.....	(7)	12	(5)	12

Les positions nettes sur les autres devises ne sont pas significatives.

Dans le cours normal de ses activités, la politique du Groupe est de couvrir tous les risques de change opérationnels sur ses transactions en devises étrangères par des instruments dérivés dès lors qu'un engagement significatif de type commercial et/ou financier ferme ou hautement probable en devise étrangère est pris ou connu. Ces instruments dérivés sont limités à des contrats à terme, des swaps et des options de change ayant une maturité initiale inférieure à un an. Cette politique est d'application dans toutes les filiales du Groupe auxquelles il appartient d'en assurer le suivi.

Le Groupe utilise des contrats de vente à terme de devises afin de couvrir certaines ventes relatives à la filiale norvégienne réalisées en dollar américain. Le montant nominal total des contrats de vente à terme de devises souscrit en 2012 s'établit à 2 250 000 dollars américains. Ces couvertures de flux de trésorerie n'ayant pas été évaluées comme hautement efficaces selon la norme IAS 39, le gain de change afférent, soit un montant de 85 000 euros au cours de l'exercice 2012, a été comptabilisé en résultat de la période. Aucun contrat de vente à terme n'a été souscrit sur l'exercice 2011.

Le montant net consolidé des gains de change s'établit à 77 000 euros pour l'exercice 2012 (2011 : 70 000 euros).

Les procédures du Groupe visent à réduire l'exposition au risque de change financier en imposant que les emprunts et placements des entreprises contrôlées soient libellés dans la même devise que les flux de trésorerie générés par les activités ordinaires, à savoir dans la monnaie fonctionnelle.

Les taux de conversion utilisés, conformément à la note 2.4.1, ont pour contre-valeur en euro :

<i>Devises</i>	<i>Taux moyens Exercice 2012</i>	<i>Taux moyens Exercice 2011</i>	<i>Taux 31 décembre 2012</i>	<i>Taux 31 décembre 2011</i>
Dollar US	0,77834	0,71841	0,75792	0,77286
Couronne norvégienne	0,13378	0,12831	0,13609	0,12896

#### 28.4 *Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque de défaut d'une contrepartie face à ses engagements contractuels ou à l'encaissement des créances. Le Groupe est exposé au risque de crédit dans le cadre de ses activités commerciales. La politique du Groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. Les soldes clients font de même l'objet d'un suivi permanent. Au 31 décembre 2012, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables, au regard des provisions pour dépréciation sur créances clients (Note 13), s'établit à 28 000 euros (2011 : 26 000 euros). Le Groupe estime que le risque lié aux créances en retard de paiement et non dépréciées est non significatif. Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, c'est à dire la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les actifs financiers, cette exposition apparaît minimale, le Groupe ne traitant qu'avec des établissements financiers de premier plan sur des produits de placement au risque limité.

#### 28.5 *Risque de liquidité*

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. L'objectif du Groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires et de contrats de location-financement. Au 31 décembre 2012, le Groupe dispose d'une trésorerie immédiatement disponible selon la position AMF n°2011-13 du 23 septembre 2012 de 2,7 millions d'euros (2011 : 0,6 million d'euros) et de lignes de crédit disponibles et non-utilisées de 0,3 million d'euros (31 décembre 2011 : 0,3 million d'euros). Incluant les titres obligataires et participatifs de placement comptabilisés en actifs financiers disponibles à la vente, le montant total des liquidités disponibles, comprenant la trésorerie et les placements afférents à moyen et long terme, s'établit à 3,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 (2011 : 1,7 million d'euros). Les tableaux suivants synthétisent les échéanciers des passifs financiers (incluant les obligations de location simple et le découvert bancaire) et des actifs financiers courants et non-courants (incluant la trésorerie) au 31 décembre 2012 et 2011.

<i>31 décembre 2012 (en milliers d'euros)</i>	<i>JJ à 1 an</i>	<i>1 an à 5 ans</i>	<i>Au-delà de 5 ans</i>
Dettes financières.....	(1 317)	(1 626)	(446)
Actifs financiers.....	2 706	1 099	--
Position nette avant gestion.....	1 389	(527)	--
Hors bilan.....	(1 016)	(730)	--
Position nette après gestion .....	373	(1 257)	(446)

<i>31 décembre 2011 (en milliers d'euros)</i>	<i>JJ à 1 an</i>	<i>1 an à 5 ans</i>	<i>Au-delà de 5 ans</i>
Dettes financières.....	(1 366)	(1 832)	(698)
Actifs financiers.....	640	1 045	1 938
Position nette avant gestion.....	(726)	(787)	1 240
Hors bilan.....	(1 002)	(1 279)	--
Position nette après gestion .....	(1 728)	(2 066)	1 240

Au 31 décembre 2012, la documentation des contrats de location-financement et d'emprunts bancaires contient des dispositions habituelles à ce type de contrat concernant l'exigibilité anticipée. Les contrats afférents à trois emprunts souscrits par la filiale américaine du Groupe, dont le capital restant du total s'élève à 453 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 392 000 euros), contiennent des clauses imposant le respect continu de ratios financiers. Ces ratios financiers, déterminés au niveau de la filiale américaine, sont les suivants :

- [Dettes (hors dettes contractuellement subordonnées à l'établissement financier prêteur) / Valeur nette des actifs corporels] inférieur à 1.
- [EBITDA moins dividendes et acomptes versés à la société mère / Valeur des remboursements annuels des dettes financières incluant capital et intérêts] supérieur à 1. Ce ratio doit être supérieur à 1,5 avant dividendes et acomptes versés à la société mère.

## 28.6 Gestion des capitaux propres

L'objectif principal du Groupe en terme de gestion de ses capitaux propres est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capitaux propres sains, de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 déc. 2012</i>	<i>31 déc. 2011</i>
Trésorerie active et titres obligataires de placement disponibles à la vente .....	3 770	1 685
Actifs financiers courants.....	35	--
Moins : Prêts et emprunts portant intérêts.....	(3 314)	(3 614)
Autres passifs financiers .....	(75)	(282)
Trésorerie nette / (Endettement net).....	416	(2 211)
Capitaux propres .....	18 453	17 277
Ratio endettement net / capitaux propres.....	2%	(13%)

Dans le cadre des autorisations consenties par l'assemblée générale du 28 juin 2012, la Société dispose d'un contrat de liquidité géré par l'établissement financier CM-CIC Securities. Les transactions sur actions propres au titre des exercices 2012 et 2011 ont été exclusivement réalisées dans le cadre de ce contrat de liquidité (Note 17.2). Le montant de la trésorerie engagée dans ce contrat de liquidité s'établit à 150 000 euros au titre des exercices 2012 et 2011. Le volume total de titres négociés dans le cadre de ce contrat s'élève à 481 049 titres pour l'exercice 2012 (2011 : 540 284 titres).

## 29. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est mentionnée.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2012

### JEAN-MARIE BOURGEOIS

1, rue Alfred de Musset  
38100 Grenoble

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Grenoble

### ERNST & YOUNG et Autres

Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon Cedex 03  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Memscap

Exercice clos le 31 décembre 2012

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Memscap, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### ***Valeur d'utilité des actifs***

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan au 31 décembre 2012 pour une valeur nette de K€ 13.455. Les notes 2.4.8 et 10 de l'annexe exposent les principes et les méthodes comptables relatifs à l'approche retenue par votre société pour l'évaluation de la valeur d'utilité de ces actifs, en particulier pour la détermination de la provision au 31 décembre 2012 de K€ 1.133 relative à certains de ces actifs et résultant de l'application de ces méthodes. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble et le caractère raisonnable des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent.

### ***Principe de continuité de l'exploitation***

Comme indiqué dans la note 2.1 « Principes de préparation des états financiers de l'annexe », les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de cette hypothèse et des informations fournies dans les notes de l'annexe. Sur la base des informations disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Grenoble et Lyon, le 26 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Jean-Marie BOURGEOIS

ERNST & YOUNG et Autres

Lionel Denjean

## ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2012



## Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

# SOMMAIRE

	<u>Page</u>
Bilan au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011 .....	2
Compte de résultat annuel au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011 .....	3
Notes annexes aux états financiers annuels .....	4

# BILAN

Exercice clos le 31 décembre 2012

	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
		€000	€000
<b>Actif</b>			
<b>Actif immobilisé</b>			
Immobilisations incorporelles.....	4.1	32	48
Immobilisations corporelles.....	4.2	1 141	1 307
Immobilisations financières.....	4.3	18 072	19 236
		<b>19 245</b>	<b>20 591</b>
<b>Actif circulant</b>			
Stocks et en cours.....		--	--
Avances et acomptes versés sur commandes.....		--	--
Clients et comptes rattachés.....	4.5	153	206
Autres créances.....	4.5	109	94
Valeurs mobilières de placement.....		1 836	97
Disponibilités.....		341	115
		<b>2 439</b>	<b>512</b>
<b>Comptes de régularisation</b>			
Charges constatées d'avance.....	4.6	13	7
Ecart de conversion actif.....	4.14	6	7
		<b>19</b>	<b>14</b>
		<b>21 703</b>	<b>21 117</b>
<b>Passif</b>			
<b>Capitaux propres</b>			
Capital.....		1 518	9 431
Primes.....		17 416	10 701
Réserves.....		119	119
Report à nouveau.....		--	699
Résultat de l'exercice.....		162	(3 024)
	4.9	<b>19 215</b>	<b>17 926</b>
<b>Avances conditionnées.....</b>	4.11	<b>75</b>	<b>282</b>
<b>Provisions pour risques et charges.....</b>	4.12	<b>86</b>	<b>101</b>
<b>Dettes</b>			
Dettes financières.....	4.13	2 077	2 463
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours.....		40	90
Dettes d'exploitation.....	4.5	210	255
Autres dettes et comptes rattachés.....	4.5	--	--
		<b>2 327</b>	<b>2 808</b>
<b>Comptes de régularisation</b>			
Produits constatés d'avance.....	4.6	--	--
Ecart de conversion passif.....	4.14	--	--
		<b>--</b>	<b>--</b>
		<b>21 703</b>	<b>21 117</b>



# COMPTE DE RESULTAT

Exercice clos le 31 décembre 2012

	<i>Notes</i>	<i>2012</i>	<i>2011</i>
		<i>€000</i>	<i>€000</i>
<b>Chiffre d'affaires net</b> .....	<b>4.15</b>	<b>132</b>	<b>222</b>
Autres produits d'exploitation.....	<b>4.16</b>	546	757
Charges d'exploitation .....		(1 609)	(2 080)
<b>Résultat d'exploitation</b> .....		<b>(931)</b>	<b>(1 101)</b>
Produits financiers .....		1 157	5 648
Charges financières .....		(1 541)	(7 870)
<b>Résultat financier</b> .....	<b>4.17</b>	<b>(384)</b>	<b>(2 222)</b>
Produits exceptionnels .....		3 064	393
Charges exceptionnelles.....		(1 602)	(124)
<b>Résultat exceptionnel</b> .....	<b>4.18</b>	<b>1 462</b>	<b>269</b>
Impôt sociétés .....	<b>4.20</b>	15	30
<b>Résultat net</b> .....		<b>162</b>	<b>(3 024)</b>

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2012

## 1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

MEMSCAP, S.A. (la "Société" ou "MEMSCAP") est une société anonyme de droit français, créée en novembre 1997 et cotée sur Euronext Paris, compartiment C.

MEMSCAP est le fournisseur de solutions innovantes basées sur la technologie des MEMS. Les MEMS, ou systèmes micro-électro-mécaniques, ou encore micro-systèmes, sont des systèmes microscopiques, qui associent des éléments mécaniques, optiques, électromagnétiques, thermiques et fluidiques à de l'électronique sur des substrats semi-conducteurs. Ils assurent des fonctions de capteurs pouvant identifier des paramètres physiques de leur environnement (pression, accélération, ...) et/ou d'actionneurs pouvant agir sur cet environnement. Cette technologie permet d'améliorer la performance des produits, d'accroître la rapidité des systèmes, de réduire la consommation d'énergie, de produire en masse, de miniaturiser et d'accroître la fiabilité et l'intégration.

L'offre de MEMSCAP est centrée autour de trois cœurs d'activité :

- **Les produits sur mesure**, qui comprennent la conception et la fabrication de composants MEMS, la concession de licences de propriété intellectuelle ainsi que les projets de coopération clients pour le développement et la production sur mesure ;
- **Les produits standards**, qui intègrent la conception et la fabrication de capteurs et de systèmes de mesures multi-fonctionnels destinés aux secteurs du médical, du biomédical ainsi qu'à ceux de l'industrie aéronautique et de la défense ;
- **Le pôle dermocosmétique**, qui intègre l'exploitation et la gestion des actifs de la Société relatifs aux secteurs de la dermatologie et de la cosmétologie, dont notamment la marque Ioma, propriété de la filiale Laboratoires La Licorne.

## 2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

### Cession de la participation IntuiSkin

La Société a procédé en date du 26 juin 2012 à la cession de l'intégralité de sa participation (soit 11,6%) dans la société IntuiSkin pour un prix de vente, net de frais, d'un montant de 2,9 millions d'euros en numéraire. La plus-value afférente à cette cession, comptabilisée en résultat exceptionnel, s'établit à 1,3 million d'euros.

Cette cession d'un actif non lié aux cœurs de métier de MEMSCAP a ainsi permis à la Société de renforcer sa trésorerie disponible d'un montant additionnel de 2,9 millions d'euros. Par ailleurs, le Groupe MEMSCAP, conservant la propriété de la marque Ioma et de certaines marques associées, bénéficie de versements de redevances sur les ventes Ioma via un contrat de licence exclusif avec la société IntuiSkin. Ce contrat de licence est complété d'une promesse de cession relative à ces actifs, au bénéfice de la société IntuiSkin, pour un montant de 3,5 millions d'euros.

### Opération de réduction et d'augmentation de capital de la Société

Réunis en assemblée générale extraordinaire en date du 21 décembre 2011, les actionnaires de la Société ont approuvé la réduction de capital d'un montant de 8,3 millions d'euros par diminution de la valeur nominale de 2,00 euros à 0,25 euro par action. Sous délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration de la Société a procédé en date du 2 janvier 2012 à la réalisation définitive de cette opération. Le capital avant réduction s'élevait à 9 430 698,00 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,00 euros, a ainsi été ramené à 1 178 837,25 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le montant de cette réduction de capital, soit 8 251 860,75 euros, a été affecté au compte prime d'émission.

Cette opération de réduction de capital, non motivée par l'apurement de pertes comptables antérieures, a été réalisée dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription finalisée le 7 février 2012, la valeur nominale des actions de la Société de 2,00 euros pouvant faire obstacle à la réalisation d'une opération de levée de fonds compte tenu de la valorisation boursière des actions de MEMSCAP. Suite à cette augmentation de capital d'un montant net de frais de 1,1 million d'euros, le capital de la Société a été porté à compter du 7 février 2012 à 1 517 752,75 euros divisé en 6 071 011 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le compte prime d'émission a quant à lui été augmenté d'un montant net de frais de 0,8 million d'euros.

### **Abandon de créance au profit de la filiale américaine MEMSCAP Inc.**

Lors du conseil d'administration du 24 octobre 2012, MEMSCAP, S.A. a accordé à sa filiale américaine MEMSCAP Inc. un abandon de créance d'un montant de 1,5 million d'euros afin de soutenir le développement de ses activités. Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleur fortune d'une période de 5 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2017.

## **3. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

### **Base de préparation des comptes annuels**

Les comptes de l'exercice clos sont établis conformément aux dispositions de la législation française dans le respect des principes comptables de continuité de l'exploitation, de séparation des exercices, de prudence en vue de leur régularité et sincérité pour l'obtention d'une image fidèle de la Société. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que du règlement du CRC n°2002-10 et n°2004-06 relatifs à la réécriture du Plan Comptable Général 2005.

Les comptes de l'exercice ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. La direction de la Société considère que ce principe est respecté au regard du plan de trésorerie prévisionnel pour l'exercice 2013 et des actifs financiers disponibles au 31 décembre 2012 soit 3,2 millions d'euros comprenant la trésorerie et équivalents de trésorerie pour un montant de 2,2 millions d'euros ainsi que les actifs financiers disponibles à la vente et liquides d'un montant de 1 million d'euros.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

### **3.1 Résumé des jugements et estimations significatifs**

Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture pour lesquelles il existe un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs, sont relatives à l'évaluation de la valeur d'utilité des titres de participation et des créances rattachées. La Société vérifie la nécessité de déprécier les titres de participation et les créances rattachées au moins une fois par an, à chaque date d'arrêt, et à chaque fois qu'il existe des indices de perte de valeur. Ceci nécessite une estimation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquelles les titres de participation et les créances rattachées sont alloués. La détermination de la valeur d'utilité requiert que la Société fasse des estimations sur les flux de trésorerie futurs attendus des groupes d'unités génératrices de trésorerie et également de choisir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie.

### **3.2 Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont composées de licences de logiciels ainsi que de brevets et marques qui figurent au bilan à leurs coûts d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Elles sont amorties selon la méthode linéaire en fonction des durées suivantes :

Licences de logiciels .....	1 à 3 ans
Brevets et marques .....	10 ans

### **3.3 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, à l'exclusion des coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Ces coûts incluent le coût de remplacement d'une partie de l'actif lorsqu'ils sont encourus, si les critères de comptabilisation sont satisfaits. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif.

Bâtiments usines.....	20 ans
Bâtiments bureaux.....	25 à 30 ans
Agencements des constructions.....	5 à 20 ans
Matériel et outillage .....	4 à 15 ans
Matériel de transport .....	5 ans
Matériel de bureau et informatique .....	2 à 3 ans
Mobilier de bureau .....	5 à 10 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est

attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de cet actif) est inclus dans le compte de résultat l'année de la décomptabilisation de l'actif.

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle. Le coût correspondant à chaque visite d'inspection majeure doit être comptabilisé dans la valeur comptable de l'immobilisation corporelle à titre de remplacement, si les critères de comptabilisation sont satisfaits.

### **3.4 Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont composées essentiellement des :

- Titres des filiales et participations, comptabilisés au bilan à leur coût d'acquisition ainsi que des créances rattachées à ces participations. Lorsque la valeur d'inventaire des participations et autres titres ou créances immobilisés est inférieure à leur valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de l'utilité de la participation pour l'entreprise. L'estimation de la valeur d'inventaire peut donc justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part de l'actif net comptable.
- Titres obligataires et participatifs correspondant à des placements de trésorerie présentant une échéance conseillée à plus de 3 mois. Ces titres sont évalués au 31 décembre à la juste valeur déterminée par référence à des prix publiés sur un marché actif.
- Dépôts et cautionnements.

### **3.5 Dépréciation d'actifs**

La Société apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif a perdu de la valeur. Si une telle indication existe, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Si la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme ayant perdu de sa valeur et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour déterminer la valeur d'usage, les flux futurs de trésorerie estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les taux d'actualisation sont des taux après impôt appliqués à des flux de trésorerie après impôt. L'utilisation de ces taux donne des valeurs recouvrables identiques à celles qui seraient obtenues en utilisant des taux avant impôt appliqués à des flux de trésorerie avant impôt.

### **3.6 Créances d'exploitation**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et font, le cas échéant, l'objet d'une provision pour dépréciation en cas de risque sur leur solvabilité.

### **3.7 Opérations en devises**

Les créances et dettes en devises sont converties en euro sur la base des taux en vigueur à la clôture, sauf lorsqu'elles sont couvertes par une opération à terme. Dans ce cas, elles sont valorisées au cours de couverture. Les pertes et gains de change latents sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion. Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risques.

### **3.8 Valeurs mobilières de placement**

La Société considère comme valeurs mobilières de placement à court terme, les titres ayant une échéance de trois mois au plus à l'origine et ne présentant pas de risque significatif de taux. Les valeurs mobilières sont constituées principalement de SICAV / FCP de trésorerie monétaires euro et de comptes à terme en euro. Les valeurs d'acquisition des SICAV / FCP sont proches des valeurs de marché.

### **3.9 Actions propres**

Les titres MEMSCAP, S.A, détenus par elle-même ont pour vocation la régularisation du cours de bourse de la Société et sont comptabilisés en valeurs mobilières de placement. Une provision est comptabilisée à la clôture de l'exercice pour ramener si nécessaire la valeur historique en valeur de marché en fonction du cours de bourse au 31 décembre.

### 3.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la Société est principalement constitué de ventes de produits, de ventes de licences de propriété intellectuelle et de prestations de recherche et développement.

- Le chiffre d'affaires sur les ventes de produits est reconnu à la livraison.
- Le chiffre d'affaires de la vente des licences de transfert de propriété intellectuelle (licence d'exploitation de procédés de fabrication) et de concession des droits d'utilisation des outils logiciels associés est reconnu lors de la vente de la licence.
- Les produits liés aux prestations de recherche et développement, y compris les contrats conclus avec les agences publiques, sont reconnus selon la méthode de l'avancement.

### 3.11 Indemnité de départ à la retraite

Conformément aux dispositions de la loi française, la Société cotise à des régimes de retraite au bénéfice de son personnel en France, par des contributions assises sur les salaires versées à des agences publiques. La Société n'a pas d'autre engagement à ce titre.

La loi française requiert également le versement en une seule fois aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de leur retraite, d'une indemnité de départ en retraite calculée en fonction du nombre d'année de service et du niveau de salaire. Cet engagement fait l'objet d'une provision pour charges.

## 4. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

### 4.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Concessions, brevets et droits similaires.....	2 255	2 268
Immobilisations incorporelles.....	2 255	2 268
Amortissements cumulés .....	(2 223)	(2 040)
Dépréciations d'actifs .....	--	(180)
Valeur nette des immobilisations incorporelles .....	32	48

La variation des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture .....	2 268	2 255
Acquisitions.....	--	13
Cessions.....	(13)	--
Solde à la clôture .....	2 255	2 268

Les cessions de l'exercice sont composées de mises au rebut d'actifs incorporels obsolètes et intégralement amortis.

La charge d'amortissement au compte de résultat s'élève à 195 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 228 000 euros).

La dégradation significative de l'environnement économique a conduit la Société à comptabiliser au 31 décembre 2008 une provision pour dépréciation d'actifs relative à un ensemble de brevets et de marques acquis lors de l'opération d'apport JDSU / Cronos en octobre 2002. Cette provision pour dépréciation d'actifs a fait l'objet d'une reprise d'un montant de 180 000 euros au 31 décembre 2012 compte tenu des amortissements comptabilisés sur l'exercice 2012. Ces brevets et marques sont intégralement amortis au 31 décembre 2012.

#### 4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Terrains.....	30	30
Constructions.....	1 414	1 414
Equipements industriels.....	744	744
Mobilier, matériels informatiques et autres équipements de bureau.....	135	135
Immobilisations corporelles.....	2 323	2 323
Amortissements cumulés.....	(1 182)	(1 016)
Valeur nette des immobilisations corporelles.....	1 141	1 307

La variation des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture.....	2 323	2 769
Acquisitions.....	--	3
Cessions.....	--	(449)
Solde à la clôture.....	2 323	2 323

La charge d'amortissement au compte de résultat s'élève à 167 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 193 000 euros).

#### 4.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la Société s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Titres de participation.....	16 920	18 521
Créances rattachées à des participations.....	12 494	12 861
Autres titres.....	1 173	1 256
Immobilisations financières.....	30 587	32 638
Moins : Provision pour dépréciation.....	(12 515)	(13 402)
Valeur nette des immobilisations financières.....	18 072	19 236

La variation des immobilisations financières s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture.....	32 638	33 385
Cessions de titres de participation.....	(1 601)	--
Variation nette des créances rattachées à des participations.....	(367)	(864)
Variation nette des titres obligataires et participatifs de placement.....	(83)	120
Variation nette des dépôts et cautionnements.....	--	(3)
Solde à la clôture.....	30 587	32 638

Le détail des titres de participation et créances rattachées est le suivant :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2012			31 déc. 2011
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
MEMSCAP Inc. ( <i>Etats-Unis</i> ).....	--	--	--	--
MEMSCAP AS ( <i>Norvège</i> ).....	13 307	(4 308)	8 999	8 816
Laboratoires La Licorne ( <i>France</i> ).....	3 613	--	3 613	3 613
IntuiSkin ( <i>France</i> ).....	--	--	--	1 601
Total titres de participation.....	16 920	(4 308)	12 612	14 030
Créance MEMSCAP Inc.....	11 125	(8 091)	3 034	3 062
Créance MEMSCAP AS.....	1 369	--	1 369	1 103
Total créances rattachées à des participations.....	12 494	(8 091)	4 403	4 165

Les filiales MEMSCAP Inc., MEMSCAP AS et Laboratoires La Licorne sont détenues à 100% par la Société. MEMSCAP, S.A. a procédé en date du 26 juin 2012 à la cession de l'intégralité de sa participation (soit 11,6%) dans la société IntuiSkin pour un prix de vente, net de frais, d'un montant de 2,9 millions d'euros en numéraire. La plus-value afférente à cette cession, comptabilisée en résultat exceptionnel, s'établit à 1,3 million d'euros (Note 4.18).

Conformément à l'examen de la valeur recouvrable des actifs de la Société, les titres de participation de MEMSCAP AS font l'objet d'une dépréciation d'un montant de 4 308 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 4 491 000 euros).

Les créances rattachées aux participations MEMSCAP Inc. et MEMSCAP AS, considérées comme un prolongement de l'investissement de la Société dans ses filiales, font l'objet d'un classement en créances immobilisées pour une valeur brute de 12 494 000 euros (2011 : 12 861 000 euros). Au 31 décembre 2012, la créance rattachée à la participation MEMSCAP Inc. fait l'objet d'une dépréciation d'un montant 8 091 000 euros (2011 : 8 696 000 euros).

Les autres titres comprennent 1 173 000 euros de titres obligataires et participatifs (valeur brute avant dépréciation) correspondant à des placements de trésorerie (2011 : 1 256 000 euros). Ces titres sont évalués au 31 décembre à la juste valeur déterminée par référence à des prix publiés sur un marché actif. La dépréciation afférente à ces titres s'établit à 116 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 214 000 euros).

#### 4.4 Dépréciations d'actifs

La Société a défini trois unités génératrices de trésorerie (UGT) pour les besoins des tests de dépréciation :

- Unité génératrice de trésorerie Produits standards / Avionique et médical ;
- Unité génératrice de trésorerie Produits sur mesure / Recherche et développement corporate ; et,
- Unité génératrice de trésorerie Pôle dermocosmétique.

Suite à l'examen annuel de la valeur recouvrable des actifs au 31 décembre 2012, estimée sur la base des valeurs d'utilité dont les hypothèses sont décrites ci-dessous, le montant total des dépréciations d'actifs comptabilisé au bilan de la Société s'élève à 12 399 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 13 367 000 euros) et s'analyse comme suit :

31 décembre 2012 <i>(en milliers d'euros)</i>	Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)		Total	Réf. Notes annexe
	Produits sur mesure / R&D	Produits standards		
<i>Actifs</i>				
Immobilisations financières.....	8 091	4 308	12 399	4.3
Dépréciations d'actifs.....	8 091	4 308	12 399	

31 décembre 2011 <i>(en milliers d'euros)</i>	Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)		Total	Réf. Notes annexe
	Produits sur mesure / R&D	Produits standards		
<i>Actifs</i>				
Immobilisations incorporelles.....	180	--	180	4.1
Immobilisations financières.....	8 696	4 491	13 187	4.3
Dépréciations d'actifs.....	8 876	4 491	13 367	

Les dépréciations précédemment constatées sur les différentes UGT sont directement liées à la dégradation de l'environnement économique se traduisant par une révision des prévisions de croissance de ces unités. Les reprises de provisions tiennent compte de la révision des valeurs nettes comptables des actifs suite à l'actualisation de ces prévisions ainsi qu'à l'amortissement comptabilisé.

Les hypothèses clés utilisées dans le calcul de la valeur d'utilité des UGT sont les suivantes :

*Taux d'actualisation*

Les taux d'actualisation après impôt appliqués aux prévisions de flux de trésorerie sont les suivants :

<i>Taux d'actualisation (1)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
UGT Produits standards / Avionique et médical.....	12,1%	12,1%
UGT Produits sur mesure / R&D corporate.....	12,1%	12,1%
UGT Pôle dermocosmétique.....	13,1%	13,1%

*(1) Les taux d'actualisation sont des taux après impôt appliqués à des flux de trésorerie après impôt. L'utilisation de ces taux donne des valeurs recouvrables identiques à celles qui seraient obtenues en utilisant des taux avant impôt appliqués à des flux de trésorerie avant impôt.*

Les taux d'actualisation spécifiques reflètent les estimations faites par le Groupe sur chacune des UGT. Pour déterminer les taux d'actualisation respectifs de chaque UGT, il a été tenu compte de la position concurrentielle, de la courbe d'expérience et des potentiels de croissance de marché relatifs à chaque UGT. L'UGT Pôle dermocosmétique étant considérée comme une activité en phase de lancement, le taux d'actualisation apparaît supérieur à celui utilisé pour les UGT Produits standards / Avionique et médical et Produits sur mesure / R&D corporate, ces activités étant afférentes à des marchés matures pour lesquels le Groupe possède une position concurrentielle forte grâce à ses brevets et son know-how.

Pour les UGT Produits standards / Avionique et médical et Produits sur mesure / R&D corporate, les hypothèses clés sur l'évolution des activités sont les suivantes :

*Taux de croissance utilisés pour extrapoler les flux de trésorerie au-delà de la période budgétée*

Pour les flux au-delà de cinq ans, une extrapolation est effectuée sur une période de 2 ans qui intègre un taux de croissance dégressif convergeant vers le taux de croissance long terme de 2,00% retenu pour les besoins du test (2011 : 2,00%). Ce taux correspond à l'estimation du taux de croissance moyen à long terme des secteurs sur lesquels la Société est présente.

*Volumes de ventes attendus durant la période budgétée*

Les hypothèses clés relatives à la progression attendue des volumes de ventes sur les 5 prochaines années par UGT sont les suivantes : Progression annuelle moyenne de 14% pour l'UGT Produits standards / Avionique et médical (2011 : 17%) et de 16% pour l'UGT Produits sur mesure / R&D corporate (2011 : 19%). Ces volumes de ventes ont été déterminés avec un niveau attendu du cours du dollar américain de 1,35 pour 1,00 euro. Les montants d'investissements retenus sur la période budgétée par UGT ainsi que les niveaux de besoins en fonds de roulement sont corrélés aux taux de croissance attendus.

*EBITDA (résultat avant intérêts, impôts, dotations aux amortissements et provisions) durant la période budgétée*

Les EBITDA sont déterminés sur la base des ratios EBITDA / Chiffre d'affaires moyens constatés au titre des 3 exercices précédant le début de la période budgétée hors éléments non normatifs. Ces indicateurs financiers sont augmentés des gains de productivité attendus. Le coefficient de progression moyen durant la période budgétée s'établit à 1,19 pour l'UGT Produits standards / Avionique et médical et de 1,12 pour l'UGT Produits sur mesure / R&D corporate.

Concernant l'UGT Pôle dermocosmétique, le test de dépréciation a été fondé sur le plan d'affaires de l'activité des sociétés Laboratoires La Licorne / Intuiskin. Compte tenu des investissements significatifs engagés par la société IntuiSkin dans les domaines commerciaux, marketing et de développement produits, le niveau de redevance moyen sur les 4 prochaines années est attendu à 0,3 million d'euros. Sur l'exercice 2012, ces redevances se sont élevées à 0,1 million d'euros. Le plan d'affaires intègre en 2016 la finalisation d'accords commerciaux et de distribution avec des partenaires industriels permettant une extension internationale marquée des activités d'IntuiSkin. A ce titre le niveau des redevances sur la période de 2016 à 2018, est amené à connaître un taux de progression moyen de 1,59. A l'issue de cette période, l'hypothèse de la cession des actifs incorporels des Laboratoires La Licorne pour un montant de 3,5 millions d'euros, conformément aux conditions de la promesse de vente entre les Laboratoires La Licorne et IntuiSkin, a été retenue. Sur la base de ces hypothèses et d'un taux d'actualisation de 13,1% incluant une prime de risque spécifique liée au risque de prévision, la valeur recouvrable des actifs est proche de leur valeur comptable.

Il est précisé par ailleurs que les hypothèses retenues dans le cadre des tests de dépréciation sur les différentes UGT tiennent compte de l'évolution des volumes d'affaires du Groupe MEMSCAP observée sur l'exercice 2012 dont les conséquences sont de ce fait intégrées au sein des plans d'affaires prévisionnels.



#### 4.5 Créances et dettes d'exploitation

La ventilation des créances et dettes d'exploitation par nature et par échéance est la suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	A 1 an au plus	A plus d'1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans	31 décembre 2011
Créances clients .....	153	153	--	--	206
Etat et autres collectivités .....	30	30	--	--	52
Groupes et associés .....	74	74	--	--	37
Débiteurs divers .....	5	5	--	--	5
Total clients et autres créances .....	262	262	--	--	300

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	A 1 an au plus	A plus d'1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans	31 décembre 2011
Dettes fournisseurs.....	86	86	--	--	145
Dettes sociales .....	95	95	--	--	86
Dettes fiscales .....	29	29	--	--	24
Total fournisseurs et autres dettes...	210	210	--	--	255

#### 4.6 Charges et produits imputables à un autre exercice

Les charges constatées d'avance s'établissent à 13 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 7 000 euros) et sont principalement inhérentes à des charges de loyers, d'assurance, d'honoraires et de maintenance.

Aucun produit constaté d'avance n'a été comptabilisé au 31 décembre 2012 et 2011.

#### 4.7 Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer (en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Intérêts courus à payer .....	3	3
Dettes fournisseurs.....	60	44
Dettes fiscales et sociales.....	44	57
Charges à payer .....	107	104

Produits à recevoir (en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Créances clients .....	105	193
Autres créances.....	5	5
Produits à recevoir .....	110	198

#### 4.8 Actions propres

Le suivi du nombre d'actions détenues par la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité est le suivant :

(en milliers)	31 décembre 2011	Achats	Ventes	31 décembre 2012
Nombre d'actions propres .....	13	238	243	8

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Nombre d'actions propres – Milliers.....	8	13
Valeur brute – €000.....	17	13
Plus-value (Moins-value) latente – €000.....	--	--

La Société dispose d'un programme de rachat d'actions portant au maximum sur 10% de son capital. Dans le cadre des autorisations consenties par l'assemblée générale du 28 juin 2012, la Société dispose d'un contrat de liquidité géré par l'établissement financier CM-CIC Securities. Les transactions sur actions propres au titre des exercices 2012 et 2011 ont été exclusivement réalisées dans le cadre de ce contrat de liquidité.

#### 4.9 Capital social et primes d'émission

Au 31 décembre 2012, le montant du capital social s'élève à 1 517 752,75 euros correspondant à 6 071 011 actions ordinaires de 0,25 euro de valeur nominale. Ces actions sont entièrement libérées.

<i>(en milliers)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Actions ordinaires au nominal de 0,25 euro au 31 décembre 2012 (2,00 euros au 31 décembre 2011).....	6 071	4 715

Compte tenu des droits de vote double qui sont conférés aux actions détenues en nominatif depuis plus de deux ans, le nombre total de droits de vote réel, déduction faite des actions auto-détenues, attachés au capital est de 6 440 063 au 31 décembre 2012 (2011 : 5 078 600 droits de vote).

Réunis en assemblée générale extraordinaire en date du 21 décembre 2011, les actionnaires de la Société ont approuvé la réduction de capital d'un montant de 8 251 860,75 euros par diminution de la valeur nominale de 2 euros à 0,25 euro par action. Sous délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration de la Société a procédé en date du 2 janvier 2012 à la réalisation définitive de cette opération. Le capital avant réduction s'élevait à 9 430 698 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,00 euros, a ainsi été ramené à 1 178 837,25 euros divisé en 4 715 349 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le montant de cette réduction de capital, soit 8 251 860,75 euros, a été affecté au compte prime d'émission.

Cette opération de réduction de capital, non motivée par l'apurement de pertes comptables antérieures, a été réalisée dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription finalisée le 7 février 2012, la valeur nominale des actions de la Société de 2,00 euros pouvant faire obstacle à la réalisation d'une opération de levée de fonds compte tenu de la valorisation boursière des actions de MEMSCAP.

Suite à cette augmentation de capital d'un montant de 1 152 312,70 euros, le capital de la Société a été porté à compter du 7 février 2012 à 1 517 752,75 euros divisé en 6 071 011 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le compte prime d'émission a quant à lui été augmenté d'un montant net de frais de 788 000 euros.

<i>Actions ordinaires émises et entièrement libérées</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Capital social</i>	<i>Primes d'émission</i>
	<i>Milliers</i>	<i>€000</i>	<i>€000</i>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011.....	4 714	9 428	10 699
Exercice d'options d'achat et de bons de souscription d'actions.....	1	3	2
Au 31 décembre 2011.....	4 715	9 431	10 701
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2012.....	4 715	9 431	10 701
Réduction de capital (2 janvier 2012).....	--	(8 252)	8 252
Augmentation de capital en numéraire (7 février 2012).....	1 356	339	788
Imputation du report à nouveau sur les primes d'émission (28 juin 2012).....	--	--	(2 325)
Au 31 décembre 2012.....	6 071	1 518	17 416

Il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices. La Société a l'intention de réinvestir ses bénéfices pour financer sa croissance future et n'envisage pas de procéder à une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2012.

## 4.10 Capital potentiel

### 4.10.1 Options de souscription d'actions

Conformément à l'article L. 228-99 du Code de commerce, les conditions de souscription, les bases de conversion ainsi que les modalités d'attribution relatives aux plans de d'options de souscription d'actions ont fait l'objet d'un ajustement afin de tenir compte de l'incidence de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription du 7 février 2012. Les données suivantes sont donc ajustées de l'incidence de cette augmentation de capital.

	Plan 10	Plan 11	Plan 12	Plan 13
Date d'assemblée	20 juin 2003	20 juin 2003	20 juin 2003	27 juin 2005
Date du conseil d'administration	17 mai 2004	24 janv. 2005	21 avril 2005	30 juin 2005
Nombre total d'options attribuées	613 000	568 500	23 500	1 318 500
Nombre total d'actions correspondant	19 729	18 300	756	42 427
- Dont mandataires sociaux	3 219	--	--	32 179
- Dont 10 premiers attributaires salariés	9 173	18 253	756	10 249
Date de départ d'exercice des options	(1)	(2)	(3)	(4)
Date d'expiration des options	17 mai 2012	24 janv. 2013	21 avril 2013	30 juin 2013
Prix de souscription par action	8,70 €	9,63 €	7,77 €	8,08 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 déc. 2012	612	3 865	--	--
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	19 117	6 049	611	41 397
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 déc. 2012 sur des options précédemment consenties et non encore exercées	--	8 386	145	1 030

(1) Sur les 613 000 options :

- a. Pour 257 000 options : L'exercice est de 25% actions exerçables et vendables par an à la date d'anniversaire de l'attribution.
- b. Pour 356 000 options : L'exercice est de 25% d'actions exerçables par an à la date d'anniversaire de l'attribution. Ces options sont vendables à partir du 17 mai 2008.

(2) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% à partir du 24 janvier 2006 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.

(3) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% chaque année à la date anniversaire de leur attribution.

(4) Ces options peuvent être exercées :

- a. Pour 2 salariés (31 500 options) à hauteur de 25% au 30 juin 2006 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.
- b. Pour 4 administrateurs et 7 salariés (1 287 000 options) à hauteur de 25% chaque année à la date d'anniversaire de leur attribution.

	<i>Plan 14</i>	<i>Plan 15</i>	<i>Plan 16</i>	<i>Plan 17</i>
Date d'assemblée	27 juin 2005	27 juin 2005	27 juin 2005	27 juin 2006
Date du conseil d'administration	2 sept. 2005	22 oct. 2005	20 fév. 2006	21 juin 2007
Nombre total d'options attribuées	1 850 000	320 000	3 659 200	116 625
Nombre total d'actions correspondant	59 550	10 303	117 828	150 126
- Dont mandataires sociaux	59 550	--	--	68 868
- Dont 10 premiers attributaires salariés	59 550	10 303	92 577	92 521
Date de départ d'exercice des options	(5)	(6)	(6)	(6)
Date d'expiration des options	2 sept. 2013	22 oct. 2013	20 fév. 2014	21 juin 2015
Prix de souscription par action	9,32 €	10,25 €	11,18 €	15,84 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 déc. 2012	--	--	1 611	--
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	--	322	61 952	76 270
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 déc. 2012 sur des options précédemment consenties et non encore exercées	59 550	9 981	54 265	73 856

(5) Ces options peuvent être exercées :

- a. Pour 1 600 000 options à hauteur de 25% au 1<sup>er</sup> janvier 2005 puis 1/12 par trimestre pour les 3 années suivantes.
- b. Pour 250 000 options à hauteur de 25% au 30 juin 2006, 2007, 2008 et 2009.

(6) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% chaque année à la date anniversaire de leur attribution.

	<i>Plan 18</i>	<i>Plan 19</i>	<i>Plan 20</i>
Date d'assemblée	30 juin 2009	30 juin 2009	20 juin 2011
Date du conseil d'administration	24 fév. 2010	25 fév. 2011	7 fév. 2012
Nombre total d'options attribuées	185 000	20 000	40 000
Nombre total d'actions correspondant	238 673	25 731	40 000
- Dont mandataires sociaux	32 254	--	--
- Dont 10 premiers attributaires salariés	154 815	25 731	40 000
Date de départ d'exercice des options	(7)	(7)	(7)
Date d'expiration des options	24 fév. 2018	25 fév. 2019	7 fév. 2020
Prix de souscription par action	1,62 €	3,42 €	1,29 €
Nombre total d'actions souscrites au 31 déc. 2012	1 613	--	--
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	19 351	6 432	--
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31 déc. 2012 sur des options précédemment consenties et non encore exercées	217 709	19 299	40 000

(7) Ces options peuvent être exercées à hauteur de 25% chaque année à la date anniversaire de leur attribution.

#### 4.10.2 Actions gratuites

Le tableau ci-dessous présente pour chaque plan d'actions gratuites : la date de l'assemblée générale qui a autorisé le plan, la date du conseil d'administration qui a arrêté les modalités du plan, le nombre total d'actions gratuites attribuées, le nombre d'actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux et aux dix premiers attributaires salariés de chaque plan, les périodes d'acquisition et de conservation, le cours de l'action au moment de l'attribution ainsi que le nombre d'actions acquises, annulées et restantes au 31 décembre 2012.

	<i>Plan 1</i>
Date d'assemblée	20 juin 2011
Date du conseil d'administration	7 fév. 2012
Nombre total d'actions gratuites attribuées	50 000
- Dont mandataires sociaux	--
- Dont 10 premiers attributaires salariés	50 000
Période d'acquisition	Du 7 fév. 2012 au 6 fév. 2014
Période de conservation	Du 7 fév. 2014 au 6 fév. 2016
Cours de l'action au moment de l'attribution	1,46 €
Conditions de performance	Non
Nombre total d'actions acquises au 31 déc. 2012	50 000
Nombre total d'actions annulées au 31 déc. 2012	--
Nombre total d'actions restantes au 31 déc. 2012	50 000

#### 4.10.3 Synthèse des options de souscription d'actions

La variation du nombre total d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites, exprimé en nombre d'actions, s'analyse comme suit :

<i>(en nombre d'actions)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Solde à l'ouverture .....	360 161	348 121
Ajustement des conditions de conversion des options de souscription d'actions restantes suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012 .....	104 010	--
Options de souscription d'actions attribuées.....	40 000	20 000
Actions gratuites attribuées.....	50 000	--
Options de souscription d'actions exercées .....	--	(1 250)
Options de souscription d'actions annulées .....	(19 950)	(6 710)
Solde à la clôture .....	534 221	360 161

Les données présentées au titre de l'exercice 2012 tiennent compte des réajustements sur le prix de souscription et le nombre d'actions pouvant être souscrites suite à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription en date du 7 février 2012.

La dilution potentielle s'établit à 8,09% du capital au 31 décembre 2012 (2011 : 7,10%).

#### 4.11 Avances conditionnées

Les avances conditionnées correspondent à des avances accordées par l'état français destinées au financement de programmes d'innovation. Ces avances ne portent pas d'intérêts et sont remboursées en fonction de la réussite technique et commerciale des projets ainsi financés. Au 31 décembre 2012, les échéances de ces avances sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>A 1 an Au plus</i>	<i>A plus d'1 an, 5 ans au plus</i>	<i>A plus de 5 ans</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Avances conditionnées .....	75	75	--	--	282

#### 4.12 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)			Reprises de l'exercice		Solde 31 déc. 2012
	Solde 31 déc. 2011	Dotations de l'exercice	Provisions utilisées	Provisions non utilisées	
Provision pour perte de change .....	7	6	(7)	--	6
Provision pour litiges.....	93	--	(14)	--	79
Provision pour indemnités retraite.....	1	--	--	--	1
Provisions pour risques et charges.....	101	6	(21)	--	86

#### 4.13 Dettes financières

La variation des dettes financières, hors intérêts courus non échus, sur l'exercice est la suivante :

(en milliers)	31 décembre 2011	Souscription	Remboursement	31 décembre 2012
Emprunts bancaires.....	2 460	--	386	2 074

Les emprunts bancaires, hors découverts, sont contractés en euro et à taux fixes compris entre 4,40% et 5,85% à l'exception d'un emprunt souscrit au taux variable Euribor 3 mois + 100 points de base et dont le capital restant du au 31 décembre 2012 s'établit à 998 000 euros (2011 : 1 208 000). Ces emprunts sont garantis par hypothèque sur les biens immobiliers financés ainsi que par nantissement de brevets et du fonds de commerce de la Société.

L'échéancier de ces emprunts s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 déc. 2012				31 déc. 2011
	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total	
Emprunts bancaires .....	336	1 292	446	2 074	2 460

Les intérêts courus non-échus sur emprunts bancaires s'élèvent à 3 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 3 000 euros).

#### 4.14 Ecarts de conversion sur dettes et créances libellées en monnaie étrangère

(en milliers d'euros)	Ecarts de conversion actif			Ecarts de conversion passif
	Solde 31 déc. 2012	Différences compensées par une couverture de change	Provision pour perte de change	Solde 31 déc. 2012
Créances rattachées à des participations.....	6	--	6	--
Dettes d'exploitation .....	--	--	--	--
Total .....	6	--	6	--

#### 4.15 Chiffre d'affaires

La répartition géographique du chiffre d'affaires de la Société est la suivante :

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Export .....	--	184
France .....	132	38
Total .....	132	222

#### 4.16 Transferts de charges

Le montant des transferts de charges sur l'exercice 2012 s'élève à 531 000 euros (2011 : 757 000 euros) et est essentiellement composé de frais d'exploitation refacturés aux filiales et participations de la Société.

#### 4.17 Produits et charges financiers

<i>Produits financiers (en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Intérêts et produits assimilés.....	257	315
Reprises provisions pour risques et charges financiers.....	900	5 329
Gain de change.....	--	4
Total.....	1 157	5 648

<i>Charges financières (en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Intérêts et charges assimilées.....	90	333
Dotations provisions pour risques et charges financiers.....	--	2 360
Abandon de créances liées aux participations.....	1 450	--
Perte de change.....	1	5 177
Total.....	1 541	7 870

Les dotations et reprises pour risques et charges financiers correspondent principalement aux éléments suivants :

- Reprise de provision sur les titres de participation MEMSCAP AS : 183 000 euros (Note 4.3).
- Reprise de provision sur la créance immobilisée afférente à la participation MEMSCAP Inc. : 605 000 euros (Note 4.3).

Au titre de l'exercice 2012, la Société a accordé à sa filiale américaine MEMSCAP Inc. un abandon de créance d'un montant de 1 450 000 euros (Note 2).

#### 4.18 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels de l'exercice 2012 sont détaillés comme suit :

<i>Produits exceptionnels (en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion.....	--	42
Produits exceptionnels sur opérations en capital.....	2 884	135
Reprises sur provisions.....	180	216
Total.....	3 064	393

Les produits exceptionnels sur opérations en capital comprennent la cession de la participation Intuiskin pour un montant de 2 884 000 euros (Note 2). Les reprises sur provisions correspondent quant à elles à la reprise afférente à un ensemble de brevets et de marques acquis lors de l'opération d'apport JDSU / Cronos en octobre 2002 afin de tenir compte de l'amortissement comptabilisé sur l'exercice (Note 4.1).

<i>Charges exceptionnelles (en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion.....	--	1
Charges exceptionnelles sur opérations en capital.....	1 601	123
Dotations aux provisions.....	1	--
Total.....	1 602	124

Les charges exceptionnelles sur opérations en capital comprennent la valeur nette comptable de la participation IntuiSkin cédée sur l'exercice 2012 (Note 2).

#### 4.19 Frais de recherche et développement

Le montant des frais de recherche et développement comptabilisé en charge sur l'exercice 2012 s'établit à 500 000 euros (2011 : 486 000 euros).

#### 4.20 Impôts

Le crédit d'impôt au titre de l'exercice 2012 est composé d'un crédit d'impôt recherche, soit 15 000 euros (2011 : 30 000 euros).

Compte tenu de son déficit fiscal, la Société n'a pas comptabilisé de charge d'impôt en 2012. Les déficits fiscaux de la Société s'élèvent à fin décembre 2012 à 116,5 millions d'euros. En application des dispositions de l'article 39 B du Code Général des Impôts et de la doctrine administrative (D. adm. 4 D-153 et 4 D-1541, 26 novembre 1996), les amortissements dérogatoires de l'exercice n'ont pas été comptabilisés.

#### 4.21 Engagements hors-bilan

Les engagements hors-bilan se composent au 31 décembre 2012 des éléments suivants :

- Nantissement de brevets en garantie d'un emprunt dont le capital restant dû s'établit à 998 000 euros 31 décembre 2012 (2011 : 1 208 000 euros).
- Hypothèque sur les biens immobiliers afférents au site de Bernin (France) financés par emprunts à hauteur du capital restant dû soit 875 000 euros au 31 décembre 2012 (2011 : 949 000 euros).
- Nantissement du fonds de commerce de la Société en garantie d'un emprunt dont le capital restant dû s'établit à 201 000 euros 31 décembre 2012 (2011 : 246 000 euros).
- Clauses de retour à meilleur fortune afférente à des abandons de créances d'un montant total de 8 709 000 euros consentis à la société MEMSCAP Inc. au 31 décembre 2012 (2011 : 8 473 000 euros).

Par ailleurs, la Société a accordé, dans le cadre de la cession de ses titres de participation détenus dans la société IntuiSkin (Note 2), une garantie d'actifs et de passifs d'un montant maximum de 2 884 000 euros et expirant en juin 2014. Cette garantie porte notamment sur la pleine propriété des titres IntuiSkin cédés par MEMSCAP ainsi que sur celle afférente aux actifs détenus par la société Laboratoires La Licorne, filiale de MEMSCAP, S.A., faisant l'objet d'un contrat de licence et de promesse de vente.

#### 4.22 Etat des immobilisations financières, créances et dettes ainsi que des charges et produits financiers concernant les entreprises liées à la clôture de l'exercice

Eléments concernant les entreprises liées et les participations (en milliers d'euros)	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la société à un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations.....	--	--
Participations.....	--	12 612
Créances rattachées à des participations.....	--	4 403
Prêts.....	--	--
Avances et acomptes versés sur commandes.....	--	--
Créances clients et comptes rattachés.....	--	--
Autres créances.....	--	74
Capital souscrit appelé non versé.....	--	--
Emprunts obligataires convertibles.....	--	--
Autres emprunts obligataires.....	--	--
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.....	--	--
Emprunts et dettes financières divers.....	--	--
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours.....	--	--
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	--	--
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.....	--	--
Autres dettes.....	--	--
Produits de participation.....	--	--
Autres produits financiers.....	--	141
Charges financières.....	--	1 450

#### 4.23 Effectif

L'effectif moyen en 2012 est de 4 personnes (2011 : 4).



#### 4.24 Société consolidante

La société MEMSCAP, S.A. est société mère du Groupe MEMSCAP dont le périmètre de consolidation intègre les sociétés suivantes :

<i>Pays</i>	<i>Sociétés</i>	<i>Date d'entrée dans le périmètre</i>	<i>% d'intérêt au 31 déc. 2012</i>	<i>Méthode de consolidation</i>
France	MEMSCAP, S.A.	--	Société mère	--
	Laboratoires La Licorne, S.A.S.	Novembre 2007	100%	Intégration globale
Etats-Unis	MEMSCAP, Inc.	Février 1999	100%	Intégration globale
Norvège	MEMSCAP, AS	Janvier 2002	100%	Intégration globale

Le siège social de la société MEMSCAP, S.A. est situé Parc Activillage des Fontaines, Bernin - 38 926 Crolles Cedex.

#### 4.25 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées sont :

- Les filiales ;
- Les participations ;
- Les membres du conseil d'administration et les membres du comité de direction.

La Société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe MEMSCAP, avec l'ensemble de ses filiales et participations.

Le Groupe MEMSCAP entretient des relations contractuelles avec les sociétés du Groupe IntuiSkin. Ces prestations concernent notamment la fourniture de services administratifs réciproques, la mise à disposition de locaux ainsi que le versement de redevances. Compte tenu du fait que le Groupe MEMSCAP et le Groupe IntuiSkin ont en commun certains administrateurs, actionnaires et dirigeants, le Groupe IntuiSkin a été identifié en tant que partie liée. Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues entre les entités des groupes MEMSCAP et IntuiSkin au titre des exercices 2012 et 2011.

<i>Exercice 2012 (en milliers d'euros)</i>	<i>Ventes</i>	<i>Achats</i>	<i>Créances 31 déc. 2012</i>	<i>Dettes 31 déc. 2012</i>
Groupe IntuiSkin.....	319	58	103	17

<i>Exercice 2011 (en milliers d'euros)</i>	<i>Ventes</i>	<i>Achats</i>	<i>Créances 31 déc. 2011</i>	<i>Dettes 31 déc. 2011</i>
Groupe IntuiSkin.....	281	129	59	51

Le Groupe MEMSCAP a accordé à la société IntuiSkin une promesse de cession relative à un ensemble d'actifs incorporels, dont notamment la marque Ioma, pour un montant de 3,5 millions d'euros. Cet engagement est valide sur une durée de 21 ans à compter du 26 mai 2010. Par ailleurs, la société MEMSCAP, S.A. était, au 31 décembre 2011, caution solidaire concernant un concours bancaire souscrit par la société Ioma Esthetics Institute, S.A.S. et transmis par cette dernière à la société IntuiSkin, S.A.S. lors d'une opération de fusion / absorption en date du 8 août 2011. Cet engagement, d'un montant de 132 000 euros au 31 décembre 2011, a été résilié sur l'exercice 2012 suite à la cession de la participation IntuiSkin (Note 2).

La Société a de même accordé, dans le cadre de la cession de ses titres de participation détenus dans la société IntuiSkin (Note 2), une garantie d'actifs et de passifs d'un montant maximum de 2 884 000 euros et expirant en juin 2014. Cette garantie porte notamment sur la pleine propriété des titres IntuiSkin cédés par MEMSCAP ainsi que sur celle afférente aux actifs détenus par la société Laboratoires La Licorne, filiale de MEMSCAP, S.A., faisant l'objet d'un contrat de licence et de promesse de vente.

Les transactions concernant les rémunérations du personnel dirigeant du Groupe et des membres du conseil d'administration de la société MEMSCAP, S.A., sont les suivantes :

Le personnel dirigeant relatif à MEMSCAP, S.A. inclut le président ainsi que la direction générale de la Société. Le montant total des rémunérations brutes versées au personnel dirigeant de MEMSCAP, S.A. par la Société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce s'élève à 322 000 euros au titre de l'exercice 2012 pour un effectif moyen de 3 personnes (2011 : 333 000 euros pour un effectif moyen de 3 personnes). Le nombre d'actions gratuites attribuées au personnel dirigeant de MEMSCAP, S.A. au titre de l'exercice 2012 s'établit à 50 000 actions. Aucune option de souscription d'actions n'a été attribuée au personnel dirigeant de MEMSCAP, S.A. au cours de l'exercice 2012. Aucune option de souscription d'actions ou action gratuite n'a été attribuée au personnel dirigeant de MEMSCAP, S.A. au cours de l'exercice 2011. Le personnel dirigeant ne bénéficie d'aucun avantage postérieur à l'emploi autre que le versement des retraites et pensions de droit commun.

Les avantages perçus par les administrateurs non salariés de la société MEMSCAP, S.A., soit 4 personnes en 2012 (2011 : 4 personnes) se composent exclusivement des remboursements de leur frais de déplacement pour un montant de 1 000 euros (2011 : 1 000 euros).

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>31 décembre 2012</i>	<i>31 décembre 2011</i>
Remboursement de frais de déplacement .....	1	1
Total des rémunérations payées aux administrateurs.....	1	1

#### 4.26 Rémunération des mandataires sociaux

Le montant total des rémunérations brutes annuelles et avantages en nature versés par la Société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce au mandataire social s'est élevé à 154 000 euros au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2012 (2011 : 154 000 euros).

#### 4.27 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes s'est élevé à 68 000 euros au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2012 (2011 : 67 000 euros). Aucun honoraire ne concerne d'autres prestations que celles afférentes à la mission de commissariat aux comptes.

#### 4.28 Filiales et participations

Nom de la filiale	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu (1)	Valeur comptable des titres en euros			Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés en euros (2)	Montant des cautions et avals donnés par la société en euros	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé en euros	Résultat du dernier exercice clos en euros
				Brute	Provision	Nette				
<b>1. Filiales détenues à plus de 50%</b>										
MEMSCAP Inc. (USA)	\$10	\$ (10 857 251)	100,00%	9 €	--	9 €	11 124 983 €	--	5 397 983 €	280 157 €
MEMSCAP AS (Norvège)	Kr 18 412 762	Kr 5 082 865	100,00%	13 306 911 €	4 308 283 €	8 998 628 €	1 369 065 €	--	7 105 973 €	(67 501) €
Laboratoires La Licorne SAS (France)	37 000 €	76 823 €	100,00%	3 613 197 €	--	3 613 197 €	73 661 €	--	68 825 €	(19 163) €
<b>2. Participations</b>										
N/A	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
<b>Total</b>				16 920 117 €	4 308 283 €	12 611 834 €	12 567 709 €			

(1) Le pourcentage de droits de vote est identique au pourcentage de capital détenu.

(2) Les prêts et avances sont dépréciés à hauteur de :

- MEMSCAP Inc. (USA) : 8 091 001 €

Aucun dividende n'a été encaissé par la Société au cours de l'exercice.

#### 4.29 Evénements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est mentionnée.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2012

### JEAN-MARIE BOURGEOIS

1, rue Alfred de Musset  
38100 Grenoble

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Grenoble

### ERNST & YOUNG et Autres

Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon Cedex 03  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Memscap

Exercice clos le 31 décembre 2012

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Memscap, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### ***Valeur d'utilité des actifs***

L'actif immobilisé figure au bilan au 31 décembre 2012 pour une valeur nette de K€ 19.245. Les notes 3.5 et 4.4 de l'annexe exposent les principes et les méthodes comptables relatifs à l'approche retenue par votre société pour l'évaluation de la valeur d'utilité de ces actifs, en particulier pour la détermination de la provision au 31 décembre 2012 de K€ 12.399 relative à certains de ces actifs et résultant de l'application de ces méthodes. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble et le caractère raisonnable des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent.

### ***Principe de continuité de l'exploitation***

Comme indiqué dans la note 3 « Principes et méthodes comptables de l'annexe », les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de cette hypothèse et des informations fournies dans les notes de l'annexe. Sur la base des informations disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Grenoble et Lyon, le 26 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Jean-Marie BOURGEOIS

ERNST & YOUNG et Autres

Lionel Denjean

## **RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

Exercice clos le 31 décembre 2012

### **JEAN-MARIE BOURGEOIS**

1, rue Alfred de Musset  
38100 Grenoble

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Grenoble

### **ERNST & YOUNG et Autres**

Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon Cedex 03  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Memscap**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012

### **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale**

### **Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

#### **1. Avec la société Memscap Inc.**

##### *Personne concernée*

M. Jean-Michel Karam, président du conseil d'administration et président de Memscap Inc.

##### *Nature et objet*

Le conseil d'administration de votre société, en date du 24 octobre 2012, a autorisé un abandon de créance à sa filiale Memscap Inc. afin de permettre à cette dernière de poursuivre son redressement.

##### *Modalités*

Le montant de cet abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune s'élève à € 1.450.000.

Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une période de cinq ans du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2017. Selon cette clause, la filiale Memscap Inc. s'engage à reverser 20 % de son résultat net annuel à votre société à la condition expresse que les capitaux propres de Memscap Inc. demeurent positifs après versement de ce remboursement. La somme des remboursements réalisés par Memscap Inc. au bénéfice de votre société, au cours de la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2017, est limitée au montant de l'abandon de créance initialement consenti par votre société à Memscap Inc. Le montant de l'abandon de créance non remboursé par Memscap Inc. à l'issue de la période de cinq ans prenant fin le 31 décembre 2017 sera définitivement acquis par Memscap Inc.

#### **2. Avec la société IntuiSkin S.A.S.**

##### *Personnes concernées*

M. Jean-Michel Karam, président du conseil d'administration, MM. Bernard Courtois et Christopher Pelly, administrateurs de votre société.

##### *Nature et objet*

Dans le cadre de la cession de la participation détenue par Memscap, S.A. au capital d'IntuiSkin S.A.S., le conseil d'administration de votre société a autorisé la mise en place du dispositif contractuel suivant :

- Le Share Purchase Agreement ;
- Le Guarantee Agreement ;
- La mise à jour du périmètre des prestations afférentes au contrat de prestations de services du 26 mai 2010 avec la société IntuiSkin S.A.S. ;
- L'acte de résiliation du pacte d'associés du 21 décembre 2010.

##### *Modalités*

Le Share Purchase Agreement conclu entre l'acquéreur et les associés cédants d'IntuiSkin S.A.S. dont votre société comprend :

- Une clause de non-concurrence d'une durée de 3 ans à partir du 26 juin 2012.
- L'engagement de votre société de conserver les actifs de sa filiale Laboratoires La Licorne faisant l'objet d'un contrat de licence et d'une promesse de vente au bénéfice de la société IntuiSkin S.A.S. Cet engagement demeure jusqu'à la date d'exercice de cette promesse de vente ou à la date d'expiration du contrat afférent à cette promesse de vente.
- L'option accordée par votre société à la société IntuiSkin S.A.S. de pouvoir contracter un bail commercial relatif aux locaux objets du contrat de prestations de services du 26 mai 2010. Les conditions de ce bail devront être au minimum équivalentes à celles afférentes au contrat de prestations de services du 26 mai 2010.

Conformément au Guarantee Agreement, votre société accorde dans le cadre de la cession de sa participation au capital d'IntuiSkin S.A.S., une garantie d'actifs et de passifs. Cette garantie est limitée à certaines déclarations concernant les droits de propriété intellectuelle et les relations opérationnelles entre les sociétés du Groupe Memscap et IntuiSkin S.A.S. Cette garantie est d'une durée de 2 ans à partir du 26 juin 2012 et est limitée dans son montant à € 2.883.744.

Dans le cadre de cette cession, le périmètre des prestations afférentes au contrat de prestations de services du 26 mai 2010 avec la société IntuiSkin S.A.S. a été mis à jour afin de s'adapter à la nouvelle organisation administrative des deux groupes.

De même, le pacte d'associés relatif à la société IntuiSkin S.A.S. en date du 21 décembre 2010, désormais caduc, a été résilié.

### **3. Avec la société Laboratoires La Licorne S.A.S.**

#### *Personne concernée*

M. Jean-Michel Karam, président du conseil d'administration et président de Laboratoires La Licorne S.A.S.

#### *Nature et objet*

Votre société apporte à sa filiale Laboratoires La Licorne une assistance stratégique, commerciale et administrative. Les modalités d'assistance ainsi que les facturations émises par votre société envers sa filiale font l'objet de contrats de services autorisés par le conseil d'administration de votre société en date du 26 janvier 2012.

#### *Modalités*

Le montant hors taxes de cette facturation de services, incluant une marge de 5 %, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, s'élève à € 61.444.

### **Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale**

#### **Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **1. Avec la société Memscap Inc.**

##### *Personne concernée*

M. Jean-Michel Karam, président du conseil d'administration et président de Memscap Inc.

##### *a) Nature et objet*

Votre société met à la disposition de sa filiale MEMSCAP Inc. une licence d'exploitation portant sur certains brevets, savoir-faire et marques.

##### *Modalités*

Les redevances afférentes à cette licence d'exploitation s'élèvent à € 50.801 au titre de l'exercice 2012.

##### *b) Nature et objet*

Afin d'apporter le soutien financier nécessaire à sa filiale MEMSCAP Inc., le conseil d'administration de votre société a autorisé les 29 août 2007, 26 août 2008, 30 juin 2009, 28 octobre 2010 et 24 novembre 2011 divers abandons de créances.

### Modalités

Dates	Montants	Précisions sur les conditions de ces abandons de créances
29/08/07	€ 1.214.879	Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une période de cinq ans du 1 <sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2012. Selon cette clause, la filiale Memscap Inc. s'engage à reverser 20 % de son résultat net annuel à votre société à la condition expresse que les capitaux propres de Memscap Inc. demeurent positifs après versement de ce remboursement. La somme des remboursements réalisés par Memscap Inc. au bénéfice de votre société au cours de la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2012 est limitée au montant de l'abandon de créance initialement consenti par votre société à Memscap Inc. Le montant de l'abandon de créance non remboursé par Memscap Inc. à l'issue de la période de cinq ans prenant fin le 31 décembre 2012 a été définitivement acquis par Memscap Inc.
26/08/08	€ 1.225.279	Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une période de cinq ans du 1 <sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2013. Selon cette clause, la filiale Memscap Inc. s'engage à reverser 20 % de son résultat net annuel à votre société à la condition expresse que les capitaux propres de Memscap Inc. demeurent positifs après versement de ce remboursement. La somme des remboursements réalisés par Memscap Inc. au bénéfice de votre société au cours de la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2013 est limitée au montant de l'abandon de créance initialement consenti par votre société à Memscap Inc. Le montant de l'abandon de créance non remboursé par Memscap Inc. à l'issue de la période de cinq ans prenant fin le 31 décembre 2013 sera définitivement acquis par Memscap Inc.
30/06/09	€ 5.000.000	Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une période de cinq ans du 1 <sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2013. Selon cette clause, la filiale Memscap Inc. s'engage à reverser 20 % de son résultat net annuel à votre société à la condition expresse que les capitaux propres de Memscap Inc. demeurent positifs après versement de ce remboursement. La somme des remboursements réalisés par Memscap Inc. au bénéfice de votre société au cours de la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2013 est limitée au montant de l'abandon de créance initialement consenti par votre société à Memscap Inc. Le montant de l'abandon de créance non remboursé par Memscap Inc. à l'issue de la période de cinq ans prenant fin le 31 décembre 2013 sera définitivement acquis par Memscap Inc.
28/10/10	€ 528.765	Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une période de cinq ans du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2015. Selon cette clause, la filiale Memscap Inc. s'engage à reverser 20 % de son résultat net annuel à votre société à la condition expresse que les capitaux propres de Memscap Inc. demeurent positifs après versement de ce remboursement. La somme des remboursements réalisés par Memscap Inc. au bénéfice de votre société, au cours de la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2015 est limitée au montant de l'abandon de créance initialement consenti par votre société à Memscap Inc. Le montant de l'abandon de créance non remboursé par Memscap Inc. à l'issue de la période de cinq ans prenant fin le 31 décembre 2015 sera définitivement acquis par Memscap Inc.
24/11/11	€ 503.598	Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une période de cinq ans du 1 <sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2016. Selon cette clause, la filiale Memscap Inc. s'engage à reverser 20 % de son résultat net annuel à votre société à la condition expresse que les capitaux propres de Memscap Inc. demeurent positifs après versement de ce remboursement. La somme des remboursements réalisés par Memscap Inc. au bénéfice de votre société, au cours de la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2016, est limitée au montant de l'abandon de créance initialement consenti par votre société à Memscap Inc. Le montant de l'abandon de créance non remboursé par Memscap Inc. à l'issue de la période de cinq ans prenant fin le 31 décembre 2016 sera définitivement acquis par Memscap Inc.

Il est précisé qu'aucun versement au profit de votre société, au titre des clauses de retour à meilleure fortune précisées ci-dessus, n'a été réalisé par MEMSCAP Inc. au cours de l'exercice 2012.



## 2. Avec les sociétés Memscap Inc. et Memscap AS, filiales de votre société

### *Nature et objet*

Votre société apporte à ses filiales Memscap Inc. et Memscap AS une assistance stratégique, commerciale et administrative. Les modalités d'assistance ainsi que les facturations émises par votre société envers les filiales concernées font l'objet de contrats de services.

### *Modalités*

Les montants respectifs de ces facturations de services, incluant une marge de 5 %, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 sont les suivants :

- Memscap Inc. : € 81.925
- Memscap AS : € 163.851

## 3. Avec les sociétés Memscap Inc., Memscap AS et Laboratoires La Licorne S.A.S., filiales de votre société

### *Nature et objet*

Votre société accorde au profit de ses filiales Memscap Inc., Memscap AS et Laboratoires La Licorne S.A.S. des avances de trésorerie. Les modalités de ces avances, rémunérées au taux EURIBOR trois mois majoré de 0,5 %, font l'objet de contrats de prêt entre votre société et les filiales concernées.

### *Modalités*

Les montants respectifs des intérêts financiers facturés par votre société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 sont les suivants :

- Memscap Inc. : € 128.789
- Memscap AS : € 11.786
- Laboratoires La Licorne S.A.S. : € 174

Les montants bruts respectifs des avances accordées (reçues) par votre société au 31 décembre 2012 sont les suivants :

- Memscap Inc. : € 11.124.983
- Memscap AS : € 1.369.065
- Laboratoires La Licorne S.A.S. : € 73.661

## 4. Avec la société IntuiSkin S.A.S. (anciennement iCosmeceuticals, S.A.S.)

### *Personnes concernées*

M. Jean-Michel Karam, président du conseil d'administration, MM. Bernard Courtois et Christopher Pelly, administrateurs de votre société.

### *a) Nature et objet*

En date du 26 mai 2010, votre société a conclu avec la société IntuiSkin S.A.S. (anciennement iCosmeceuticals, S.A.S.) un contrat de prestations de services réciproques afférent à des prestations de services généraux, financiers, comptables et de mise à disposition de locaux.

### *Modalités*

Conformément aux modalités de ce contrat de services, les facturations réciproques au titre de l'exercice 2012 sont les suivantes :

	<b>Prestations H.T. facturées par votre société</b>	<b>Prestations H.T. facturées à votre société</b>
IntuiSkin S.A.S. (anciennement iCosmeceuticals, S.A.S.)	€ 171.731	€ 58.300

### ***b) Nature et objet***

Votre société est caution solidaire concernant un concours bancaire souscrit par la société Ioma Esthetics Institute S.A.S. et transmis par cette dernière à la société IntuiSkin S.A.S. lors d'une opération de fusion/absorption en date du 8 août 2011.

#### ***Modalités***

Cet engagement s'établissait à concurrence du capital restant dû de cet emprunt ainsi que de l'ensemble des intérêts, frais et accessoires afférents. Suite à la cession par votre société de sa participation au capital de la société IntuiSkin S.A.S., cet engagement a fait l'objet d'une résiliation sur l'exercice 2012. Aucun versement n'a été réalisé par votre société dans le cadre de cet engagement.

### ***c) Nature et objet***

En date du 26 mai 2010 et dans le cadre de l'opération de cession du pôle d'activités IntuiSkin, votre société a conclu avec la société IntuiSkin S.A.S. (anciennement iCosmeceuticals, S.A.S.) plusieurs conventions.

#### ***Modalités***

- Convention de licence exclusive entre Laboratoires La Licorne S.A.S. et iCosmeceuticals, S.A.S. portant notamment sur la marque Ioma et autres droits de propriété intellectuelle (marques et brevets) nécessaires à l'activité d'IntuiSkin S.A.S. (anciennement iCosmeceuticals, S.A.S.). Les principaux termes de cette licence sont les suivants :

Parties : Laboratoires La Licorne S.A.S. et IntuiSkin S.A.S. (anciennement iCosmeceuticals, S.A.S.).

*Nature de la licence* : Licence exclusive et transférable.

*Durée* : Prise d'effet à la date de réalisation de l'opération pour une durée de 20 ans (ou toute durée supérieure légalement admissible).

*Actifs concernés* : Portefeuille de marques et brevets détenus par Laboratoires La Licorne S.A.S. y compris la marque Ioma.

*Rémunération* : Montant de redevance égal à 2 % du chiffre d'affaires net généré par la vente des produits Ioma.

*Option d'achat* : Option d'achat sur l'ensemble des actifs sous licence exerçable à tout moment pour un montant de M€ 3,5. Le contrat relatif à cette option d'achat a fait l'objet d'un amendement dans le cadre de la cession de la participation IntuiSkin en date du 26 juin 2012, confirmant le montant susvisé.

- Engagement de non-concurrence et de non-sollicitation entre votre société et la société IntuiSkin S.A.S. (anciennement iCosmeceuticals, S.A.S.).

En date du 26 mai 2010, votre société avait consenti au profit d'IntuiSkin S.A.S. (anciennement iCosmeceuticals) un engagement de non-concurrence et de non-sollicitation d'une durée de cinq années portant sur les activités exercées par IntuiSkin S.A.S. et notamment celles de conception, de commercialisation de solutions, produits et services relatifs aux applications grand public notamment dans le domaine de la dermatologie et de la cosmétique. Suite à la cession par votre société de sa participation au capital de la société IntuiSkin S.A.S. en date du 26 juin 2012, cet engagement a été résilié et remplacé par une clause de non-concurrence d'une durée de 3 ans à partir du 26 juin 2012 telle que définie dans le Share purchase agreement conclu entre l'acquéreur et les associés cédants d'IntuiSkin S.A.S.

Le pacte d'associés entre votre société et IntuiSkin, S.A.S. (anciennement iCosmeceuticals, S.A.S.) en date du 21 décembre 2010, désormais caduc suite à la cession de la participation IntuiSkin en date du 26 juin 2012, a été résilié.

## **5. Avec la société Laboratoires La Licorne S.A.S., filiale de votre société**

### ***Nature et objet***

Votre société et sa filiale détenue à plus de 95 %, la société Laboratoires La Licorne S.A.S., ont opté pour le régime dit « d'intégration fiscale des groupes de sociétés » visé aux articles 223 A et suivants du Code général des impôts.

### ***Modalités***

Cette convention a une durée initiale de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, date du début de l'exercice social au titre duquel le régime d'intégration s'applique. Elle sera ensuite tacitement reconduite pour la durée de l'option (cinq ans) pour le régime d'intégration, sauf dénonciation 30 jours avant la date de clôture d'un exercice social.

En application de cette convention la société Laboratoires La Licorne S.A.S. supporte la charge d'impôt sur les sociétés, d'imposition forfaitaire annuelle et de contribution additionnelle (intérêts et pénalités inclus) calculés sur ses résultats propres comme en l'absence d'option pour l'intégration.

Au titre de l'exercice 2012, la société Laboratoires La Licorne S.A.S. n'a comptabilisé aucune charge d'impôt sur les sociétés, compte tenu de ses déficits fiscaux reportables propres.

Grenoble et Lyon, le 26 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Jean-Marie BOURGEOIS

ERNST & YOUNG et Autres

Lionel Denjean

## RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE CONTROLE INTERNE

Exercice clos le 31 décembre 2012



### Rapport du Président du conseil d'administration prévu au dernier alinéa de l'article L.225-37 du Code de commerce

Exercice clos le 31 décembre 2012

## 1. INTRODUCTION

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, l'objet de ce rapport est de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par MEMSCAP.

La Société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise Middenext ([www.middenext.com](http://www.middenext.com)) publié en décembre 2009 en tant que code de référence concernant l'élaboration du présent rapport. Ce code s'adresse principalement aux valeurs moyennes et petites (VaMPs - compartiments B et C d'Euronext Paris) et complète ainsi d'autres codes, notamment celui proposé par l'AFEP et le MEDEF, dont certaines recommandations ne leur sont pas adaptées. Le Code Middenext contient des points de vigilance et des recommandations. Les points de vigilance rappellent les principales questions que le conseil d'administration doit se poser sur le bon fonctionnement de la gouvernance de la Société. Ils ne constituent pas des recommandations stricto sensu imposant en cas de non-respect une explication dans le présent rapport.

## 2. LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### 2.1. Le conseil d'administration

Au 31 décembre 2012, le conseil d'administration comprenait 4 administrateurs.

<i>Nom</i>	<i>Age</i>	<i>Mandats et fonctions exercés dans la Société</i>	<i>Date de 1<sup>ère</sup> nomination</i>	<i>Date d'échéance du mandat</i>	<i>Principales activités exercées en dehors de la Société dans le Groupe</i>	<i>Mandats et fonctions hors Groupe</i>
<b>Administrateurs exerçant une fonction au sein de la Direction Générale</b>						
Jean Michel Karam	43 ans	Président Directeur général	4 juin 1998 (Renouvelé par l'assemblée générale du 10 mai 2010)	Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 déc. 2015	- Président de MEMSCAP Inc., de MEMSCAP AS et de Laboratoires La Licorne S.A.S.	- Président d'IntuiSkin S.A.S., d'IntuiSkin Inc., d'IntuiSkin Ltd et d'IntuiSkin GmbH
<b>Administrateurs n'exerçant pas de fonction au sein de la Direction Générale</b>						
Joël Alanis	53 ans	Administrateur indépendant	27 juin 2005 (Renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2008)	Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 déc. 2013	Néant	- Membre du Conseil de surveillance d'Emix S.A. - Membre du conseil d'administration de Tiempo S.A.S. et d'Itris Square Automation. - Président de Zenith Wafers Systems S.A.S.
Bernard Courtois	65 ans	Administrateur indépendant	30 mars 2005 (Renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2008)	Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 déc. 2013	Néant	- Administrateur de NanoSprint, S.A.R.L.
Christopher Pelly	57 ans	Administrateur indépendant	27 juin 2005 (Renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2008)	Assemblée générale statuant sur les comptes clos le 31 déc. 2013	Néant	Néant

Le conseil d'administration de la Société ne compte en son sein aucun membre féminin au 31 décembre 2012. Conformément à la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle, la Société aura pour obligation de nommer au moins un représentant de sexe féminin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire ayant à statuer sur la nomination d'administrateurs.

Au 31 décembre 2012, le conseil d'administration est composé à 75% par des administrateurs indépendants. « Un administrateur est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou la direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement » (Code de gouvernement d'entreprise AFEP/MEDEF).

Le conseil d'administration est présidé par Monsieur Jean Michel Karam et exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société. Il se réunit chaque fois que nécessaire, sur convocation de son Président et chaque membre reçoit au préalable la documentation correspondant aux ordres du jour et nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

En 2012, le conseil d'administration s'est réuni 11 fois. Le taux de présence effective a été de 95%. Le taux de présence et de représentation a été de 95%.

Les thèmes abordés sont notamment :

- l'arrêté des comptes annuels et semestriels ainsi que le chiffre d'affaires et les résultats trimestriels,
- la définition et le suivi de la stratégie du Groupe, des plans d'activité et des différents budgets,
- la stratégie de croissance organique et externe,
- le plan de financement et les opérations financières y afférentes,
- le fonctionnement du conseil d'administration.

Le conseil d'administration du 9 juillet 2001 a adopté le principe d'élaboration d'une charte de bonne conduite des administrateurs. Cette charte a été signée par tous les administrateurs de la Société.

Lors du conseil d'administration du 25 mars 2013 relatif à l'arrêté des comptes de l'exercice 2012, les membres du conseil d'administration se sont déclarés très satisfaits de l'interaction avec les commissaires aux comptes de la Société dont la participation aux réunions du conseil ainsi que les avis et remarques, sont particulièrement utiles à la Société.

## **2.2. Le comité stratégique**

Le conseil d'administration de MEMSCAP dispose, depuis octobre 2003, d'un comité stratégique ayant pour objet le suivi de l'ensemble des orientations majeures relatives au fonctionnement, à l'activité et à la stratégie de MEMSCAP. Sa mission est de donner au conseil administration de la Société son avis sur les points suivants :

- Vision stratégique de la croissance organique ou externe de la Société ;
- Business plans ;
- Activités de fusions-acquisitions.

Depuis janvier 2007, ce comité est composé de 3 membres :

- Monsieur Jean Michel Karam, Président du conseil d'administration et Directeur général,
- Monsieur Bernard Courtois, administrateur indépendant,
- Monsieur Joël Alanis, administrateur indépendant.

Le comité stratégique ne s'est pas réuni au cours de l'exercice 2012, ces sujets ayant été directement suivis par le conseil d'administration.

## **2.3. Le comité des rémunérations**

Le conseil d'administration de MEMSCAP dispose, depuis novembre 2008, d'un comité des rémunérations. Sa mission est de donner au conseil d'administration de la Société ses recommandations relatives aux points suivants :

- Rémunération, régime de retraite et prévoyance, avantages en nature et droits pécuniaires divers, y compris le cas échéant les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société, attribués au Président du conseil d'administration et aux éventuels membres du conseil d'administration salariés ou mandataires sociaux ;
- Rémunération des membres du conseil d'administration.

Ce comité est composé des 3 membres suivants :

- Monsieur Jean Michel Karam, Président du conseil d'administration et Directeur général,
- Monsieur Bernard Courtois, administrateur indépendant,
- Monsieur Christopher Pelly, administrateur indépendant.

Le comité des rémunérations ne s'est pas réuni au cours de l'exercice 2012, les rémunérations des membres de la direction du Groupe et des mandataires sociaux n'ayant pas fait l'objet de modifications substantielles.

Il est par ailleurs rappelé que la Société applique les recommandations AFEP/MEDEF du 6 octobre 2008 sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées de même que les recommandations Middledent relatives à la rémunération des dirigeants à l'exception :

- Des conditions d'exercice et d'attribution définitive de stock options ou d'actions gratuites pour lesquelles la mise en œuvre de conditions de performance est recommandée. Les conditions d'exercice et d'attribution définitive des stock-options ou d'actions gratuites au sein du Groupe Memscap n'intègrent pas de conditions de performance postérieures à la date d'attribution initiale et cela pour l'ensemble des bénéficiaires qu'ils soient dirigeants, mandataires sociaux ou autres salariés. Compte tenu du fait que l'exercice et l'attribution définitive des stock-options ou d'actions gratuites pour les dirigeants s'effectuent selon des conditions identiques à ceux des autres salariés, l'exercice et l'attribution définitive de ces stocks options ou actions gratuites ne sont pas soumis à des conditions de performance à venir. Par ailleurs, il est

rappelé que l'attribution initiale des stock-options ou d'actions gratuites est quant à elle directement soumise à des conditions réalisées de performance individuelle et relative à la Société (à l'exception des nouveaux entrants au sein de la Société) et vient donc en rémunération de services et de conditions de performance préalables et avérés.

- De l'exclusion du mandataire social de la composition du comité des rémunérations. M. Jean Michel Karam, unique mandataire social du Groupe MEMSCAP, fait partie du comité des rémunérations. Sa présence au sein de ce comité permet d'apporter aux membres de ce dernier, les informations opérationnelles nécessaires concernant notamment les rémunérations des membres de l'équipe dirigeante. Il est rappelé par ailleurs que la rémunération de M. Jean Michel Karam est définie en conformité avec les recommandations AFEP/MEDEF.

Il est enfin précisé que la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ne comprend pas de part variable.

#### **2.4. Le comité d'audit**

La Société ne dispose pas d'un comité d'audit spécifique mais délègue cette fonction au conseil d'administration. De ce fait, le conseil d'administration réuni en formation de comité d'audit veille à l'exactitude et à la sincérité des comptes sociaux et consolidés de la Société ainsi qu'à la qualité de l'information financière délivrée. A ce titre et en présence des commissaires aux comptes de la Société, sont examinés les principaux sujets suivants :

- Revue des publications financières trimestrielles et des comptes annuels ;
- Etude des changements et adaptations des principes et règles comptables ;
- Suivi des principaux risques financiers et des procédures de contrôles afférentes ;
- Examen des conclusions des commissaires aux comptes et suivi de leurs recommandations ;
- Evaluation des propositions de nomination des commissaires aux comptes et de leur rémunération.

#### **2.5. Evaluation organisée du fonctionnement du conseil d'administration**

Compte tenu de la taille de la Société et de sa volonté de conserver un mode de fonctionnement souple, il n'existe pas de règlement intérieur définissant les règles de fonctionnement du conseil d'administration comme préconisé par les recommandations Middledext. Toutefois, le conseil d'administration, attentif à son action, surveille des indicateurs quantitatifs tels que la fréquence des réunions ou les taux de présence et dresse un bilan quantitatif et qualitatif de la stratégie adoptée et des opérations menées.

#### **2.6. La direction générale**

La direction générale de MEMSCAP est assurée par le Président du conseil d'administration. Le Président Directeur général exerce ses fonctions sans limitation particulière, sous réserve des pouvoirs expressément attribués au conseil d'administration par la loi et les statuts.

#### **2.7. Participation des actionnaires aux assemblées générales**

Il est renvoyé aux dispositions des articles 24 à 30 des statuts de la Société qui définissent ces modalités.

### **3. LE CONTROLE INTERNE OPERATIONNEL**

#### **3.1. Objectifs et référentiel**

Depuis sa création, MEMSCAP a mis en œuvre des procédures de contrôle interne, avec les objectifs suivants :

- Mettre l'entreprise en mesure de réaliser ses objectifs stratégiques.
- Fiabiliser le déroulement de ses processus et prévenir les risques majeurs auxquels l'expose la nature de son activité.
- Respecter les règles de fonctionnement internes.
- Respecter les lois et règlements, notamment dans le domaine de la production de ses informations comptables et financières.

Néanmoins, comme tout système de contrôle, le dispositif en place ne peut fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés.

Le présent rapport décrit les principales composantes de ce dispositif en termes d'organisation et de procédures applicables à la société MEMSCAP ainsi qu'à ses filiales dont les comptes sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Ce rapport a été préparé avec l'appui de la direction financière de la Société et présenté au conseil d'administration du 25 mars 2013 qui l'a approuvé.

Dans le cadre de la définition de ses procédures et de l'organisation de son contrôle interne, la Société s'appuie sur le référentiel COSO (Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).

### **3.2. Les acteurs du contrôle interne opérationnel**

Compte tenu de son développement et de ses implantations géographiques, MEMSCAP est structurée en trois pôles d'activités (Business Units) disposant de fonctions support sous la supervision directe de la direction générale.

Sous la responsabilité du Président, la direction générale compte les membres suivants :

- Monsieur Yann Cousinet, Directeur administratif et financier,
- Monsieur Steve Wilcenski, Directeur Division Produits sur mesure,
- Monsieur Jan Hallenstvedt, Directeur Division Produits standards,
- Monsieur Nicolas Bertsch, Directeur de la R&D centrale.

Une réunion de l'ensemble des membres de la direction générale est tenue chaque trimestre. Sont analysés les indicateurs de gestion clefs de l'activité de MEMSCAP, le suivi du plan et des budgets ainsi que l'ensemble des éléments présentant une importance significative au regard de l'actualité de la Société. Par ailleurs, les directeurs de divisions rapportent hebdomadairement de l'avancement de leur activité (notamment commerciale) au Président.

### **3.3. Les procédures du contrôle interne opérationnel**

Des mesures et procédures de contrôle interne ont été mises en place pour prévenir tout particulièrement les risques majeurs auxquels est exposée la société MEMSCAP, dont les risques liés à l'activité. Ces mesures sont appliquées dans tout le Groupe. Les principales mesures et procédures concernent :

#### **L'innovation**

Grâce à ses efforts de recherche interne, ses partenariats ainsi que ses opérations d'acquisitions, MEMSCAP dispose d'un accès aux technologies les plus innovantes à ce jour relatives au secteur des MEMS.

#### **La qualité**

MEMSCAP porte une attention toute particulière à la satisfaction de ses clients. Le suivi commercial réalisé par la direction de la Société permet de prendre en compte les besoins exprimés dans l'offre proposée notamment en développant des produits et services à valeur ajoutée.

MEMSCAP a mis en œuvre dans tous ses sites de production des normes de qualité nécessaires à la réalisation efficace des missions associées. Dans ce cadre, le site de la Caroline du Nord opère sous la norme ISO et le site Norvégien opère sous les normes ISO avec en sus des certifications médicales et avioniques.

#### **La propriété industrielle**

MEMSCAP est titulaire de plus de 70 brevets, dépôts de brevets, licences et marques. La Société entend maintenir sa politique d'enregistrement des brevets associée à une fonction de veille spécifique afin de protéger et de faire respecter ses droits propriétaires. Par ailleurs, la Société procède annuellement à un tri sélectif de son portefeuille de brevets et marques afin de garder les brevets et les marques les plus utiles et d'éviter des dépenses inutiles.

#### **Les procédures de contrôle des filiales**

MEMSCAP est l'unique actionnaire de l'ensemble de ses filiales. Le contrôle juridique et opérationnel des filiales est assuré par :

- La présence dans les filiales significatives d'un directeur opérationnel, rapportant directement à Jean Michel Karam, Président Directeur général de MEMSCAP et d'un contrôleur financier. Ce dernier est sous l'autorité directe du Directeur administratif et financier de MEMSCAP.
- Un reporting mensuel détaillé relatif à la performance des filiales (chiffre d'affaires et indicateurs de rentabilité) établi par la filiale et adressé au Président et au Directeur administratif et financier de MEMSCAP.
- Des réunions de gestion régulières entre les membres de la direction générale de MEMSCAP et les directeurs opérationnels des différentes filiales.

Les procédures de contrôle des filiales reposent sur un système de contrôle centralisé et homogène en vigueur au sein de la société mère MEMSCAP.



## **Le contrôle juridique**

Le contrôle juridique porte sur plusieurs axes :

- Secrétariat général : Dans ce cadre, le Président Directeur général et le Directeur administratif et financier établissent la convocation des conseils d'administration et des assemblées générales et dresse les procès verbaux de chaque réunion.
- Clients et fournisseurs : La relation avec les clients et les fournisseurs de MEMSCAP démarre généralement par un accord de confidentialité établi et négocié avec le client ou le fournisseur concerné. Le Président Directeur général et le Directeur administratif et financier négocient et concluent en collaboration avec le Directeur Opérationnel concerné les contrats de développement, de licence, de production, de commercialisation et de fourniture résultant de l'accord commercial avec le client ou le fournisseur.
- Support pour les opérations financières : Le Président Directeur général et le Directeur administratif et financier travaillent avec les conseils externes (cabinet d'avocats ou de conseil, les banques d'affaires, etc.) pour la rédaction des documents juridiques concernant les transactions (augmentations de capital, acquisitions, etc.).
- Gestion du contentieux : Le Président Directeur général et le Directeur administratif et financier ont la responsabilité de gérer la phase de précontentieux ainsi que de coordonner l'activité des avocats de la Société dans la phase du contentieux.
- Brevets et propriété intellectuelle : Le Président Directeur général et le Directeur administratif et financier veillent à la protection de la propriété intellectuelle de MEMSCAP, en collaboration avec les cabinets d'avocats spécialisés, et à rédiger les contrats de licence de brevets ou à lancer les poursuites judiciaires si nécessaire.

## **Les collaborateurs**

Les contrats de travail des salariés prévoient des clauses de respect de règles d'éthique générale fixées au niveau de l'entreprise incluant la confidentialité, le respect du client, le respect du principe de propriété des résultats.

## **Organisation de l'information**

Les choix pris en matière d'architecture du système d'information (solutions techniques, habilitations, sauvegarde et archivage) visent à prévenir les risques d'interruption de service et d'altération des systèmes.

## **4. LE CONTROLE INTERNE COMPTABLE ET FINANCIER**

### **4.1. Les acteurs du contrôle interne comptable et financier**

La direction financière de MEMSCAP, placée sous la responsabilité du Directeur administratif et financier comprend :

- un service comptable,
- un service des ressources humaines,
- un contrôleur financier au sein de chaque unité opérationnelle.

Cette organisation permet de fixer des objectifs budgétaires puis de centraliser mensuellement et d'analyser en détail l'information comptable et financière.

En complément des mesures organisationnelles et des procédures de contrôle interne opérationnel décrites supra, des composantes significatives du contrôle interne comptable et financier ont été mises en place pour les aspects comptabilité, contrôle de gestion et trésorerie. Elles sont décrites dans les pages suivantes ainsi que la nature des relations entretenues avec l'audit externe.

Le Directeur administratif et financier est chargé de centraliser et de présenter l'ensemble des indicateurs de gestion suivis par la direction générale et le conseil d'administration de la Société.

### **4.2. Comptabilité / Finances**

MEMSCAP est autonome pour la tenue de sa comptabilité. Le service comptabilité passe les écritures, établit la balance générale et prépare les déclarations comptables sociales.

En conformité avec le règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, la société MEMSCAP publie ses comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 suivant les normes comptables internationales (IFRS). Dans ce cadre, la direction financière de la Société définit et met en œuvre les procédures de contrôle interne nécessaires à l'élaboration de comptes consolidés selon le référentiel IFRS.

### **4.3. Contrôle de gestion**

Chaque année, un budget annuel est élaboré et validé par le conseil d'administration. Ce budget est utilisé pour le pilotage des performances économiques de chaque processus et entité juridique du Groupe.

Un reporting mensuel sur les indicateurs clés de gestion ainsi qu'un reporting trimestriel et semestriel détaillé permettent la centralisation et l'analyse des performances des différentes entités du Groupe MEMSCAP.

### **4.4. Consolidation**

Le processus de consolidation est un processus centralisé au sein du Groupe MEMSCAP. Les états financiers des filiales sont centralisés en format local puis retraités afin d'harmoniser les comptes locaux avec les principes comptables du Groupe.

Les états financiers de chaque filiale sont analysés, et éventuellement corrigés, par la direction financière avant d'être importés dans la consolidation.

### **4.5. Trésorerie**

MEMSCAP adopte une politique très prudente de placement des excédents momentanés qui sont essentiellement placés en produits monétaires. Les disponibilités de la Société sont principalement exprimées en euros, en dollars US et en couronne norvégienne et concentrées dans des institutions financières de tout premier plan.

La gestion des équilibres financiers entre les entités du Groupe est réalisée au moyen :

- de prévisions de trésorerie annuelles révisées mensuellement,
- d'un système de gestion centralisé de la trésorerie du Groupe à partir de la société mère.

### **4.6. Communication financière et relations investisseurs**

Seuls deux personnes sont habilitées dans le Groupe à communiquer avec les investisseurs : le Président Directeur général et le Directeur administratif et financier. Les communiqués de presse sont rédigés par ces derniers qui assurent la mission de communication du Groupe.

Pour la communication sur les produits et les services de la société, cette mission est réalisée conjointement avec les Directeurs opérationnels concernés.

La mission de la communication intègre l'établissement et la diffusion :

- des communiqués de presse,
- du rapport annuel,
- des brochures de la Société et des produits,
- du site web de la Société.

Cette communication est réalisée en respect de la réglementation en vigueur pour la diffusion des informations ainsi que pour les déclarations exigées par les autorités de marché.

## **5. AUDIT EXTERNE**

Conformément aux dispositions légales, les comptes du Groupe MEMSCAP sont audités par un collège de commissaires aux comptes. Le périmètre de leur mission porte sur l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de la consolidation. Chacune d'elle fait l'objet d'un audit complet ou d'une revue limitée selon le cas, deux fois par an.

## **6. ACTIONS REALISEES SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012 ET PLANS D'ACTION POUR LES EXERCICES A VENIR**

Le Groupe a poursuivi sur l'exercice 2012 son programme d'unification des services qualité au sein des sites américain et norvégien. Par ailleurs, les certifications du système de management de la qualité, conformément aux standards ISO 9001, ISO 13485 et EN 9100 ont été renouvelées sur cet exercice.

Sur l'exercice 2013, une attention spécifique sera apportée aux programmes de formations interne et externe afférents à ces certifications.

---

Jean Michel Karam  
Président du conseil d'administration

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT

Exercice clos le 31 décembre 2012

### JEAN-MARIE BOURGEOIS

1, rue Alfred de Musset  
38100 Grenoble

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Grenoble

### ERNST & YOUNG et Autres

Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon Cedex 03  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Memscap

Exercice clos le 31 décembre 2012

### Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Memscap

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Memscap et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

**Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

**Autres informations**

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Grenoble et Lyon, le 26 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Jean-Marie BOURGEOIS

ERNST & YOUNG et Autres

Lionel Denjean

## HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2012

(Article 222-8 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers)

### Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ernst & Young				Jean-Marie Bourgeois			
	Montants		%		Montants		%	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- MEMSCAP S.A.	53	60	64%	67%	15	15	94%	100%
- Filiales intégrées globalement	30	30	36%	33%	--	--	--	--
Autres diligences et prestations directement liées à la mission des commissaires aux comptes	--	--	--	--	1	--	6%	--
<b>Sous total</b>	<b>83</b>	<b>90</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>Autres prestations</b>								
Juridique, fiscal, social	--	--	--	--	--	--	--	--
Autres	--	--	--	--	--	--	--	--
<b>Sous total</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>	<b>--</b>
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>90</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>